



DIXIÈME RAPPORT
DE L'OBSERVATOIRE DE L'OCI SUR
L'ISLAMOPHOBIE

octobre 2016 – mai 2017

Présenté au
44^{ème} Conseil des Ministres des affaires étrangères

Abidjan, République de Côte d'Ivoire : 10-11 juillet 2017



Table des matières

PREFACE par le Secrétaire général de l'OCI	7
SOMMAIRE EXECUTIF	9
INTRODUCTION	11
1. LES TENDANCES A FORT IMPACT SUR L'ISLAMOPHOBIE, L'INTOLERANCE ET LA DISCRIMINATION ENVERS LES MUSULMANS	13
1.1. La victoire de Donald Trump et la montée des sentiments anti-islamiques, du racisme et de l'intolérance envers les minorités aux Etats Unis	13
1.2. Le problème des immigrés et la résistance croissante en Europe	16
1.3. La montée du populisme et de l'extrême droite en Europe	19
2. LES MANIFESTATIONS D'ISLAMOPHOBIE	23
2.1. L'islamophobie aux USA et au Canada	23
2.1.1. Sondages et rapports sur l'islamophobie aux Etats Unis et au Canada	23
2.1.2. Discours et campagnes islamophobes	31
2.1.3. Surveillance de l'Islam et des Musulmans	34
2.1.4. La montée de l'extrême droite	37
2.2. L'islamophobie en Europe	42
2.2.1. Sondages et rapports sur l'islamophobie en Europe	42
2.2.2. Discours et campagnes islamophobes en Europe	48
2.2.3. La montée continue de l'extrême droite	54
2.3. L'islamophobie dans le reste du monde	65
2.3.1. Myanmar	65
2.3.2. Australie	67
2.3.3. Territoires palestiniens occupés	69
2.3.4. Chine	70
2.4. Autres tendances islamophobes	70
2.4.1. Les attitudes et politiques islamophobes à l'égard du voile, du hijab, et de la burqa	70
2.4.2. Discrimination à l'égard des Musulmans sur le lieu de travail	79

3. QUELQUES EVOLUTIONS POSITIVES	81
3.1. La politique publique	81
3.2. Les décisions juridiques et procès contre des islamophobes	84
3.3. Des opinions positives sur l'Islam	93
3.4. Les contrepoids des extrêmes droites	97
3.5. Des appuis aux mosquées	108
3.6. L'évolution positive à l'égard du hijab	111
3.7. L'évolution positive interconfessionnelle	113
4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	121

PREFACE PAR LE SECRETAIRE GENERAL DE L'OCI

Il m'est agréable de soumettre le présent 10^{ème} rapport annuel sur l'islamophobie, élaboré par l'Observatoire de l'islamophobie, qui permet à l'OCI de suivre les discours, politiques et incidents contre les Musulmans, ainsi que ses diverses manifestations qui ont gravement perturbé la vie d'une vaste frange de Musulmans à travers le monde.

Cet observatoire permet à l'OCI de surveiller les cas de violence et de haine, de les consigner et de les porter à l'attention du Conseil des Ministres des affaires étrangères des Etats membres de l'OCI. L'OCI souhaite, dans un plus vaste contexte, sensibiliser la communauté mondiale sur les dangers évidents de l'islamophobie, ainsi que sur les politiques et pratiques discriminatoires visant les Musulmans.



Le 10^e rapport de l'Observatoire sur l'islamophobie, rendu public ce jour, reflète notre position selon laquelle la tendance croissante à l'islamophobie demeure inquiétante, et je souhaite attirer l'attention des États membres sur le fait que l'islamophobie semble avoir atteint un point de non-retour car elle a continué à croître depuis ces dernières années, sans montrer un quelconque signe de déclin. Les mosquées et les centres islamiques sont brûlés et vandalisés ; les musulmans terrorisés et discriminés ; et les symboles sacrés islamiques outragés. Les vêtements islamiques sont l'objet de la haine et d'actes criminels et les femmes portant le hijab maltraitées dans les rues et les espaces publics. Certains gouvernements ont banni le vêtement islamique ou appliqué aux Musulmans un accès restrictif aux lieux de prière. Les politiciens et les médias de droite ont répandu des images perverses sur l'Islam et des communautés entières de Musulmans. Les groupes radicaux et extrêmes ont exploité l'Islam, et les violences qu'ils perpètrent ont fourni aux xénophobes une excuse pour poursuivre leurs agissements. Leurs déclarations et leurs actes ont été non seulement irresponsables, mais aussi favorables aux discours radicaux de groupes violents et de terroristes, mettant ainsi à mal l'image positive de l'Islam tout en incitant à l'islamophobie à travers le monde. Et ainsi de suite. Telle est la réalité aujourd'hui dans toute son ampleur, de sorte que nous n'avons, au niveau du monde islamique, d'autres options que celle d'agir.

Le phénomène d'islamophobie nous interpelle à prendre des mesures spécifiques tant au niveau légal, culturel et religieux qu'au niveau académique, politique et humanitaire, et je suis heureux d'indiquer que l'OCI a mis en œuvre des initiatives, des stratégies et des programmes visant à traiter ce problème. Conformément aux décisions des Etats membres,

l'OCI s'est attaqué activement à ce phénomène aux niveaux à la fois politique, diplomatique et opérationnel, en vue de sensibiliser la communauté internationale sur les risques que l'islamophobie pose à la paix et la sécurité mondiales. L'OCI saisit toutes les occasions qui se présentent pour dialoguer avec les autres cultures et civilisations. Grâce à un dialogue positif soutenu destiné à instaurer une compréhension mutuelle, l'OCI s'efforce de s'attaquer au problème en s'y insinuant droit dans l'esprit et l'âme des gens, et en s'employant à instaurer la coexistence et le respect mutuel. En ma qualité de Secrétaire général, j'ai également soulevé cette question d'importance capitale au cours d'un nombre d'interactions avec l'élite politique, économique, religieuse et académique du monde entier.

Personnellement, je crois que les États membres, ainsi que la communauté internationale, doivent prendre des mesures plus rigoureuses pour relever le défi contemporain que représente l'islamophobie, notamment en appliquant des lois qui interdisent clairement la promotion de la haine religieuse, laquelle favorise la discrimination, l'hostilité ou la violence. Dans ce contexte, je voudrais rappeler à tous les États membres que la résolution 16/18 de l'ONU-HRC, parrainée par l'OCI, a prévu 8 (huit) points d'action dont la mise en œuvre serait de nature à favoriser la tolérance religieuse, la paix et le respect. Cette résolution a bénéficié du large consensus des parties concernées au sein des communautés internationales, si bien qu'elle est devenue désormais le cadre le plus approprié pour aborder l'ensemble des problèmes liés à l'islamophobie. Pour ma part, je crois fermement qu'en exécutant au maximum ces 'Points d'action', le monde musulman serait en mesure de démontrer au reste du monde son respect collectif pour les croyances, symboles, personnalités et écritures religieuses qui s'appuient, en définitive, sur la confiance mondiale pour aborder l'islamophobie et autres questions semblables, tels que la christianophobie, l'antisémitisme, la xénophobie, etc.

Et pour terminer, je voudrais réaffirmer que, conformément à sa Charte et dans le cadre de la mise en œuvre des résolutions du son Sommet et de sa Ministérielle, l'OCI ne cesse d'œuvrer en faveur de la justice, de la tolérance, de la modération et de la paix, tout en poursuivant le combat contre le terrorisme et l'extrémisme, ainsi que contre l'islamophobie. Dans ce processus, l'OCI appelle les États membres à lui apporter leur soutien afin que les efforts qu'elle déploie en vue de juguler la haine et le racisme portent leurs fruits, et que l'amour, la justice, la paix et la tolérance puissent enfin régner sur la terre. Je souhaite également, à travers le présent rapport, encourager les États membres distingués à soutenir davantage l'Observatoire de l'islamophobie et les autres institutions concernées, car sans le soutien et les directives des États membres, ainsi que l'affectation des fonds nécessaire, il serait improbable qu'une stratégie ou plan d'action quelconque puisse efficacement être mis en œuvre.

SOMMAIRE EXECUTIF

Le Dixième Rapport annuel de l'Observatoire de l'OCI sur l'islamophobie couvre la période octobre 2016- mai 2017. Le rapport comprend 4 (quatre) chapitres principaux, assortis d'une Annexe.

Le Chapitre 1 sur 'L'islamophobie, l'intolérance et la discrimination contre les Musulmans' décrit la tendance à la hausse de l'islamophobie dans la période objet du présent rapport, mise en évidence par la peur croissante de l'Islam et des Musulmans dans certaines régions du monde et des perceptions négatives qu'elle suscite parmi les non-Musulmans. L'Islam est en effet perçu comme une religion diabolique dont les adeptes ont tendance à causer du préjudice aux disciples des autres religions. L'Islam a été également dépeint comme une religion extrémiste, violente et sanguinaire, une stigmatisation qui déclenche chez les non-Musulmans, en particulier en Occident, des attitudes d'intolérance envers les Musulmans. Ces stéréotypes négatifs débouchent à travers le monde sur la peur ou la haine de l'Islam, et se traduisent, entre autres, par la discrimination à plusieurs niveaux contre les Musulmans, ainsi que leur exclusion de la vie économique, sociale et publique. Pendant la période concernée, cette tendance négative était principalement nourrie par quatre (4) facteurs qui ont contribué à l'intensification de l'islamophobie, à savoir, la victoire de Donald Trump, le problème des immigrés en Europe, et la montée du populisme et de l'extrême droite en Europe. Pour ce premier chapitre, les Missions des observateurs permanents de l'OCI à New York, Bruxelles et Genève ont apporté leur concours à l'Observatoire dans le développement de ces facteurs, mettant l'accent sur leur contribution à l'intensification de l'islamophobie aux USA et en Europe.

Le Chapitre 2 énonce les 'Manifestations de l'islamophobie à travers le monde', qu'il classe en trois catégories pour des raisons géographiques, à savoir, a) l'islamophobie aux USA et au Canada ; b) l'islamophobie en Europe ; et, c) l'islamophobie dans le reste du monde. A ces trois catégories s'ajoute une section intitulée 'Autres tendances islamophobes', qui s'insère dans ce même chapitre, puisqu'elle indique une tendance générale à la peur de l'Islam et de ses modes vestimentaires, qui n'est pas nécessairement régionale ou géographique en termes de caractère. Pour cette dernière catégorie du Chapitre 2, l'Observatoire met l'accent sur les attitudes et politiques islamophobes envers le voile, le hijab et la burqa, ainsi que sur la discrimination à l'égard des Musulmans au travail. Le Chapitre 2 examine les causes qui confortent l'islamophobie aux USA et au Canada et la manière dont elle s'implante, suscitée par les campagnes médiatiques et discours publics qui exacerbent la 'peur' de l'Islam, ainsi que par le nombre significatifs d'incidents dont les Musulmans, mosquées, centres islamiques et tenues vestimentaires islamiques font l'objet. Il révèle également que les Européens sont de plus en plus nombreux à être critiques de la population musulmane,

facteur qui nourrit encore davantage l'islamophobie dans le continent et suscite chez les sociétés européennes des attitudes d'intolérance à l'égard des minorités musulmanes. Le Chapitre 2 met également en évidence le fait que le nombre d'islamophobes continue d'augmenter aux USA en Europe pendant la période concernée, et que les sentiments anti-islamiques rongent de plus en plus les pays du continent européen. Ce même chapitre présente cette tendance à l'islamophobie dans les quatre régions foncièrement différentes suivantes : a) le Myanmar; b) l'Australie; c) les Territoires palestiniens occupés, et ; d) la Chine. Ces lieux ont été choisis en fonction du degré de gravité déterminé par l'Observatoire, ou du potentiel d'amplification de l'islamophobie dans ces régions. Le rapport les présente dans l'espoir d'attirer l'attention particulière des Etats membres sur cette question.

Le Chapitre 3 souligne quelques 'Evolutions positives' en termes d'actions, d'attitudes, de sentiments, d'initiatives, assorties de mesures et de positions prises par les gouvernements ou par des individus non-musulmans envers les islamophobes. Ces signes positifs ont été classés en sept catégories reflétant des marques amicales dont, notamment, la politique publique, les procès et décisions juridiques contre les islamophobes, les opinions positives à l'égard de l'Islam, les contrepoids à l'extrême droite, le soutien aux mosquées, les attitudes positives à l'égard du hijab, et les évolutions positives interconfessionnelles. En réalité, l'Observatoire tente dans ce chapitre d'expliquer aux Etats membres qu'il existe des contrepoids à l'islamophobie, même dans les lieux où le problème gagnait en gravité. Dans bon nombre de cas, ces contrepoids sont suscités par l'esprit de tolérance et d'harmonie présent au sein de la communauté locale. Dans d'autres, ils émergent en réaction aux sentiments de haine accrue envers l'Islam et les Musulmans, les gens étant convaincus des dangers que l'islamophobie représente pour leur propre communauté. Les actes positifs précisés dans ce chapitre proviennent principalement de non-Musulmans, qu'ils soient les représentants de gouvernements, de groupes religieux ou communautaires, ou d'individus.

Le dernier chapitre de ce rapport, Chapitre 4, présente la conclusion des chapitres précédents, suivie par une série de recommandations proposant un ensemble de mesures et d'actions à prendre par l'OCI ainsi que par les parties concernées, y compris les Etats membres, tout en les encourageant à intervenir en vue de contrer l'islamophobie. Ces recommandations reposent, en particulier, sur le fait que pendant la période concernée par le présent rapport l'islamophobie à travers le monde a atteint un seuil alarmant qui interpelle des actions immédiates au niveau tant national qu'international. Les efforts collectifs et mondiaux déployés pour combattre l'islamophobie devront minimiser son impact négatif sur la vie sociale, fondée sur la tolérance et la coexistence pacifique.

Le rapport comporte enfin une Annexe citant un nombre d'incidents islamophobes enregistrés autour du monde pendant la période considérée. Ces incidents sont répertoriés en cinq catégories, à savoir : Les incidents se rapportant aux mosquées, les campagnes politiques et sociales contre l'Islam et les Musulmans, l'intolérance à l'égard de l'Islam et ses symboles sacrés, la discrimination contre les individus et communautés musulmans, et les incidents se rapportant au hijab.

INTRODUCTION

L'islamophobie et les discours de haine ont connu ces jours-ci une montée en puissance, en particulier dans le cadre des campagnes politiques dans les pays occidentaux. Dans le même temps, on constate tant dans les rapports que dans les informations une forte augmentation des crimes et attaques haineux contre des personnes perçues comme des Musulmans, des mosquées et des centres communautaires, en particulier en Europe et aux États-Unis. La discrimination et l'intolérance envers les musulmans s'intensifient de jour en jour. Les politiciens populistes tendent de libérer la haine à l'égard des musulmans en profitant des sentiments négatifs et inquiétudes suscités par le grand mouvement des réfugiés et des migrants, alimentant ainsi autant la peur que la colère. Mais le plus alarmant est que l'islamophobie et son expression se révèlent, pour l'opinion publique et les médias, politiquement et populairement acceptables. Plus encore, dans certains pays, sont institutionnalisées, voire même formalisées en tant que politique gouvernementale.

L'islamophobie est un phénomène lié aux notions de peur, de haine et de colère, qui succèdent l'une à la suite de l'autre de façon séquentielle. Dans ce cycle, 'la peur' s'insinue comme la raison initiale de l'islamophobie qui, dans ce cas de figure, exprime la peur de l'Islam et de tout ce qui lui est associé, notamment, les Musulmans, les mosquées, les centres islamiques, les minarets, le Saint Coran, le hijab, entre autres facteurs. Très souvent, cette peur est tournée vers des pratiques spécifiques, tels que les aliments Halal, les hommes barbus ou la tenue vestimentaire, ou tout simplement vers les noms à connotation 'arabe'. Ces éléments ont amené les islamophobes à 'haïr' tout ce qui précède, faisant en sorte que l'islamophobie renferme autant le racisme que la discrimination envers les Musulmans dans leur vie quotidienne, dans les médias, au travail, dans les sphères politiques, etc. Cela signifie également que l'islamophobie, bien qu'elle soit une réaction endogène aux gens, elle reflète aussi des attitudes xénophobes de haine et d'intolérance, un mélange qui peut se déclencher en 'colère'. Cette dernière est la conséquence de l'islamophobie et se manifeste souvent par des actes de violence, tels que l'incendie des mosquées, le vandalisme des propriétés musulmanes, l'abus des femmes portant le voile, ou l'outrage des symboles sacrés de l'Islam. A l'origine donc, l'islamophobie était de nature psychologique plutôt que politique, économique ou sociale, mais qui a fini par déborder pour toucher les différentes dimensions de la vie humaine. Le syndrome de l'islamophobie s'est associé par la suite à d'autres questions liées à la politique, l'économie, les conflits sociaux, les tensions religieuses, l'extrémisme, le terrorisme, les valeurs démocratiques, la liberté d'expression, etc.

Si l'islamophobie tend en général à se développer dans les sociétés non-musulmanes ou dans les pays où les Musulmans font partie des groupes minoritaires, il en est autrement dans certaines autres régions où les Musulmans sont démographiquement moindre, tel que

les USA, l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Danemark, le RU, la Norvège, la Suède, la Belgique, la Russie, le Myanmar, la Chine, l'Inde, l'Australie, etc. Cette situation est parfaitement logique compte tenu de la corrélation existant entre le statut minoritaire des communautés musulmanes et l'attitude généralement soupçonneuse de la grande majorité, considérée dans ce cas de figure comme 'normale', en particulier dans les pays les plus démocratiques. Cependant, le statut minoritaire des Musulmans n'est pas le seul facteur en cause, car les racines de l'islamophobie sont dissemblables d'un endroit à un autre. Au Sud-est asiatique, tel qu'au Myanmar et en Thaïlande, l'islamophobie s'avère la conséquence par excès de la situation politique actuelle. En Chine, l'islamophobie semble être imposée par l'administration 'locale'. Dans de nombreux cas en Occident, l'islamophobie est très étroitement liée à la question de l'immigration. Aux USA, la phobie galopante était influencée par une combinaison de politiques intérieures et de changements massifs dans la politique internationale en réaction aux phénomènes de terrorisme et d'extrémisme. L'islamophobie aux USA a également été attisée par le changement de la carte démographique, qui suscite l'inquiétude des Américains devant la multiplication du nombre d'immigrés musulmans.

La mission principale de l'Observatoire de l'islamophobie est de 'surveiller' ces événements au jour le jour, sondant les esprits et les sentiments publics, les incidents et tout ce qui peut servir d'indicateur à l'islamophobie. Les informations sont ensuite rassemblées et présentées dans le présent rapport, dans l'espoir que les parties concernées se forment une idée sur de la tendance mondiale en matière d'islamophobie pendant la période en considération. L'Observatoire garde l'espoir que le présent rapport servira de matière première aux politiques et décisions à prendre sur les questions pertinentes.

1. LES TENDANCES A FORT IMPACT SUR L'ISLAMOPHOBIE, L'INTOLERANCE ET LA DISCRIMINATION ENVERS LES MUSULMANS⁽¹⁾

Au cours de la période visée, le niveau de l'islamophobie continuait à croître, comme en témoigne la peur croissante de l'Islam et des Musulmans dans certaines parties du monde, suscitant des perceptions négatives parmi les non-Musulmans. L'Islam était ainsi considéré comme une sérieuse menace, une religion caractérisée par une violence intrinsèque et dont les adeptes ont tendance à porter préjudice aux disciples des autres religions. L'Islam a été dépeint comme une religion étrangère et sanguinaire, une stigmatisation qui déclenche chez les non-Musulmans des attitudes d'intolérance envers les autres. Ces stéréotypes négatifs débouchent sur des sentiments de peur ou de haine de l'Islam et se traduisent, entre autres, par la discrimination à plusieurs niveaux contre les Musulmans à travers le monde et leur exclusion de la vie économique, sociale et publique.

Dans ce contexte, l'Observatoire a constaté que cette tendance négative est principalement nourrie par les quatre (4) facteurs suivants qui ont contribué à l'intensification de l'islamophobie, en particulier en Europe et aux USA : i) la victoire de Donald Trump ; ii) le problème des immigrés en Europe ; iii) la poussée du populisme et de l'extrême droite en Europe, et iv) la tendance à proscrire le voile, le foulard, le hijab, le niqab et la burqa en Europe.

1.1. La victoire de Donald Trump et la montée des sentiments anti-islamiques, du racisme et de l'intolérance envers les minorités aux Etats Unis

Au cours de sa campagne, Donald Trump a décrit les États-Unis comme un pays assiégé par les réfugiés et les immigrants, les Mexicains et les Musulmans, déclarant que « l'Islam nous déteste » et accusant les Musulmans américains de protéger les terroristes. Plus tard, il a ouvertement fait campagne pour une interdiction totale de l'entrée des Musulmans aux États-Unis. Depuis, il a émis des décrets présidentiels destinés à limiter le mouvement des ressortissants de certains pays à majorité musulmane vers les États-Unis. Il a été remarqué récemment, cependant, que le président américain s'est abstenu d'utiliser la rhétorique anti-islamique, donnant ainsi l'impression optimiste d'un changement dans sa politique. Nonobstant, nous n'avons pas encore vu des actions concrètes de l'administration Trump visant à combattre l'islamophobie et la haine antimusulmane. Son discours a, malheureusement, déteint sur beaucoup de gens, laissant un impact négatif sur la cohésion sociale et la tolérance chez les concitoyens aux USA.

(1) Extraits du rapport et de l'analyse présentés par la Mission permanente de l'Observatoire de l'Organisation de la coopération islamique aux Nations unies, New York.

Mais l'islamophobie a commencé à s'amplifier bien avant Donald Trump. Depuis un bon moment déjà, les Musulmans étaient la cible de stéréotypes négatifs et de préjugés, toutes formes et manifestations confondues. Depuis les attentats du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center, le phénomène de l'islamophobie s'est accru considérablement. Depuis lors, la surveillance et le profilage religieux des musulmans ont suscité un climat de méfiance entre les forces de l'ordre et les Musulmans américains. Avec la montée de l'Etat islamique (EI), la peur de l'Islam s'est accrue encore davantage. Plus encore, depuis l'assentiment que M. Trump a imprimé aux stéréotypes et comportements et rhétorique islamophobes, les Musulmans se sont retrouvés exposés à de gros risques et une discrimination accrue. S'il est vrai cependant que la rhétorique politique ne soit pas le seul facteur qui contribue aux incidents et à la haine et discrimination anti-islamiques, elle ne lui procure pas moins une forte impulsion assortie d'une grande expansion. Elle encourage les protagonistes de l'islamophobie et les groupes d'extrême droite aux États-Unis à se revitaliser et mettre en œuvre de façon plus vigoureuse et agressive leurs stratégies et plans.

Le retraité lieutenant-général Michael Flynn, ancien conseiller du président Donald Trump pour la sécurité nationale et théoricien de la conspiration antimusulman, a déclaré que l'Islam n'est pas une religion. Il en est de même du représentant républicain de l'Etat du New Hampshire, Ken Weyler, qui a affirmé dans un témoignage présenté au Parlement, que « l'Islam est une idéologie se faisant passer pour une religion. L'Islam est intolérant et trompeur, et ses adhérents sont enjoint à renverser notre mode de vie et à le remplacer par la Charia ».

Dans cette même veine, la propagande anti-immigration et anti-islamique exercée par certains médias a inspiré certains groupes à profiter de l'ignorance que les gens ont des Musulmans pour relier l'Islam et les Musulmans au terrorisme. Des chefs de file islamophobes, tels que Pamela Geller, l'avocat David Yerushalmi, Daniel Pipes du Forum du Moyen Orient, le commentateur Steven Emerson, Robert Spencer et Frank Gaffney, jouent un rôle majeur dans le lobby anti-islamique - qui, sous Trump, concorde avec la politique de la Maison Blanche. Daniel Pipes admet que « il aura à jouer un rôle plus important dans l'administration Trump que dans l'administration Obama ... Nous y sommes plus connectés, nous connaissons plus de gens, et entretenons avec eux de meilleures relations ».

Le Centre de San Bernardino pour l'étude de la haine et de l'extrémisme, de l'Université d'Etat de Californie, a confirmé dans un récent rapport⁽²⁾ le rôle négatif joué par la rhétorique politique et considère que : « Il existe des preuves irréfutables que la rhétorique politique peut jouer un rôle à même d'influencer le comportement suite à une attaque terroriste ». Le rapport de ce centre impartial a examiné l'incidence des crimes haineux au lendemain de deux interventions de dirigeants politiques en réaction au terrorisme. Tout d'abord, le discours de George W. Bush à la suite des attentats du 11 septembre qui a déclaré : « L'Islam est la paix » et « le visage de la terreur n'est pas la vraie foi de l'Islam ». Puis celle de Trump appelant à interdire les Musulmans d'entrer aux États-Unis après l'attaque terroriste de San Bernardino. Le rapport a constaté une forte augmentation des crimes haineux suite aux remarques de Trump et une baisse significative des crimes haineux après le discours de

(2) <https://www.theatlantic.com/politics/archive/2016/09/trump-muslims-islamophobia-hate-crime/500840/>

Bush, par rapport au nombre de crimes haineux commis immédiatement après les premières attaques terroristes.

Dans son article publié le 3 mai 2017 sur Al Jazeera World intitulé « L'islamophobie aux États-Unis », Abdullah Elshamy met en évidence le fait que l'islamophobie a augmenté depuis la rhétorique antimusulmane de M. Trump,⁽³⁾ tout en dévoilant un réseau d'écrivains, de militants, de bailleurs de fonds et de politiciens islamophobes qui se sont donnés la main pour instaurer les conditions permettant à Donald Trump d'être élu président en novembre 2016. L'article cite l'éminent Musulman américain Edward Mitchell IV du Conseil des relations américano-islamiques (CAIR) qui a déclaré : « Lire la rhétorique anti-islamique sur Internet ou la voir sur Fox News est une chose, mais de là à l'entendre de la bouche même du président des États-Unis en est une autre. Ce qui fait que les Musulmans ordinaires sont pris entre ces deux forces opposées ... Nous nous trouvons essentiellement sur deux fronts dans la guerre de l'information ».

Dans un article du 23 janvier 2017 intitulé « Les six (6) règles d'islamophobie en Amérique »,⁽⁴⁾ le rédacteur du Huffington Post, Christopher Mathias, révèle les conclusions de son Projet d'islamophobie qui suit la violence anti-islamique, le vandalisme, la discrimination, la politique publique et le discours politique tout au long de 2016. Le projet a constaté que les partisans de Trump ont attaqué, harcelé ou projeté de tuer des Musulmans au moins 13 fois pendant le cycle électoral, démontrant ainsi le lien potentiel existant entre la rhétorique de Trump et les actes de ses partisans. En outre, nous avons relevé une hausse manifeste dans les incidents anti-islamiques pendant les vacances musulmanes. Le projet a documenté près de 400 récits de musulmans en Amérique attaqués, menacés, utilisés comme boucs émissaires et profilés, avec leurs lieux de culte vandalisés et leur foi avilie.

Le Conseil des relations américano-islamiques (CAIR) a publié, le 9 mai 2017, un rapport intitulé « L'autonomisation de la haine »,⁽⁵⁾ indiquant une augmentation de 57 pour cent des incidents anti-islamiques en 2016 par rapport à l'année précédente.

Le nouveau rapport du CAIR note également que, de 2014 à 2016, les incidents antimusulmans ont grimpé de 65%. « Il est temps que l'administration Trump s'attaque sérieusement au sentiment anti minoritaire croissant dans notre pays, motivé en partie, tout au moins, par sa rhétorique toxique lors de la campagne électorale, la nomination d'islamophobes aux postes décisionnels et l'introduction de politiques islamophobes, telle que 'l'interdiction des musulmans », a déclaré Corey Saylor, directeur du Département de surveillance et de lutte contre l'islamophobie au CAIR, co-auteur du rapport.

Les types les plus fréquents d'incidents documentés par CAIR en 2016, comprenaient le harcèlement, le FBI, les problèmes liés à l'emploi, les crimes haineux, et le rejet d'accommodements religieux. Ces incidents peuvent être énumérés comme suit :

(3) <http://www.aljazeera.com/programmes/aljazeeraworld/2017/05/islamophobia-usa-170501131435789.html>

(4) http://www.huffingtonpost.com/entry/islamophobia-america_us_587cf491e4b0e58057ff98e0

(5) <https://www.cair.com/press-center/14322-new-cair-report-shows-more-than-50-percent-spike-in-anti-muslim-incidents.html>

- Le harcèlement est un incident partial associé à comportement non violent ou non menaçant ; il représente 18% du nombre total d'incidents ;
- Les incidents au cours desquels le plaignant est interrogé par des fonctionnaires du FBI ou autrement, et semble être ciblé de façon inappropriée par cette agence ; ils représentent 15% des cas, soit la deuxième catégorie la plus importante ;
- Les problèmes liés à l'emploi - y compris le refus de fournir du travail, l'écartement du droit à la promotion ou le harcèlement par un superviseur ou un autre cadre supérieur - et représentent, avec 13 pour cent du total, la troisième catégorie ;
- Les crimes haineux viennent en quatrième position, et représente 12% des cas documentés par CAIR ;
- En 2016, l'appartenance ethnique ou nationale de la victime était le détonateur le plus répandu d'un incident antimusulman, et représentait 35 pour cent du total. Seize pour cent des incidents étaient motivés par le port d'un foulard. D'autres activités ou événements relatifs aux Musulmans - tels les rassemblements, les pique-niques communautaires, ou l'organisation d'une journée de visite principalement pour permettre aux Musulmans de visiter les législateurs au Parlement de l'État - représentent un supplément de 11 pour cent

Il ne fait aucun doute que la rhétorique et les activités antimusulmanes aux USA sont restées incontrôlées, de sorte que les promoteurs de la haine et les groupes extrémistes de l'Occident ont, tout comme dans le monde islamique, gagné en puissance et constituent un sérieux risque à la paix et la sécurité.

1.2. Le problème des immigrés et la résistance croissante en Europe⁽⁶⁾

Dans le contexte de l'intensification des sentiments populistes antimusulmans, attisés par les groupes d'extrême droite à des fins politiques, l'Europe continue d'être affectée par la vive opposition des anti-immigrants et anti-réfugiés, ainsi que par des attitudes négatives envers les Musulmans. La rhétorique anti-immigration et antimusulmane s'est également introduite dans les programmes électoraux où les partis populistes de droite faisaient des paysans et des réfugiés, en particulier les Musulmans, les souffre-douleurs de tous les maux de la société. La fausse prétention des éléments de droite d'assimiler le terrorisme à l'Islam a également contribué à l'intensification de l'islamophobie à travers l'Europe et son institutionnalisation progressive, avec toutes les conséquences négatives que cela peut avoir pour les communautés minoritaires musulmanes en Europe, dont certains membres y vivent depuis des générations et sont désormais des citoyens européens, ainsi que pour les nouveaux migrants et réfugiés venus de pays musulmans. Fait notable, ce sont les membres de l'UE ayant les plus petites communautés musulmanes, à savoir la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie, qui font montre d'une telle résistance.

(6) Extraits du rapport et de l'analyse présentés par la Mission permanente de l'Observatoire de l'Organisation de la coopération islamique à l'Union européenne, Bruxelles.

Dans plusieurs pays de l'UE, manifestement, les partis d'extrême droite ont orienté le débat migratoire en mettant l'accent sur les migrants musulmans, capitalisant sur le lien mal perçu entre l'immigration et la sécurité. La plupart des attaques terroristes récentes dans les pays de l'UE ont été perpétrées par des citoyens européens, mais l'association continue d'une attaque terroriste à un immigré, et la réaction immédiate qu'elle a entraînée, ont fortement résonné en Europe. Ceux qui ont accusé les immigrants de crimes et de terrorisme ont, en outre, engendré un climat social et politique qui a entravé l'intégration des migrants d'ores et déjà en Europe. Les attitudes négatives à l'égard des minorités musulmanes en Europe ou des nouveaux immigrants, ou encore des réfugiés provenant de pays musulmans ont également contribué à leur exclusion de leurs sociétés d'accueil, ce qui pourrait, à terme, favoriser leur radicalisation. Or dans cet intervalle, et pour justifier les restrictions qu'ils ont imposées sur l'accueil des réfugiés et l'octroi de demandes d'asile, les pays européens évoquent les problèmes de sécurité et d'emploi. Pourtant, le débat migratoire européen garde le silence sur le fait que des pays du Sud, comme la Jordanie, le Liban, l'Iran, le Pakistan et la Turquie, ont continué à l'accueil de la plus forte proportion de réfugiés en raison des conflits du Moyen-Orient, tout comme l'Afghanistan et le Bangladesh qui ont accueilli un grand nombre des Rohingyas du Myanmar. Il en est de même de la contribution des migrants à la croissance des économies européennes qui, en raison du déclin démographique qu'elles connaissent, ont un besoin accru de main d'œuvre, chose qui n'était pas suffisamment reflétée ou partagée avec la société. En revanche, les populistes s'extasient à mettre en relief, d'une part le fait que les migrants mettent la main sur les emplois, et que d'autre part, les Musulmans représentent une menace à la sécurité. C'est ainsi que les partis d'extrême droite s'emploient à substituer le nationalisme au fanatisme xénophobe, plaidant ainsi contre l'immigration, et en particulier contre l'immigration musulmane en invoquant des prétextes sécuritaires et économiques.

Lors d'une séance du Parlement européen organisée le 2 mai par le Réseau européen contre le racisme (ENAR), les gouvernements de plusieurs États membres de l'UE ont clairement indiqué que les migrants musulmans n'étaient pas les bienvenus. Il convient de noter que le terme «réfugié» a été délibérément évité dans ce discours afin d'échapper aux critiques portant sur la violation de la responsabilité de protection internationale, conformément au principe «non refoulement». Il a été également signalé que le Danemark et la Hongrie ont diffusé des annonces officielles tant au niveau national qu'à l'étranger indiquant on ne peut plus clairement que certains migrants n'étaient pas les bienvenus. Il y a lieu de croire que les Musulmans tendraient à tomber dans la catégorie des « indésirables ».

Les médias sociaux et les médias traditionnels ont également contribué à présenter les réfugiés comme des menaces, en diffusant de fausses informations sur la religion ou sur le statut de migrant de l'auteur d'un acte terroriste, influençant de cette manière une opinion publique déjà hostile aux migrants et en instaurant un climat général de suspicion contre les migrants musulmans. Le plus inquiétant, cependant, ce sont les nouvelles mesures sécuritaires et de lutte contre le terrorisme qui affectent invariablement et de façon disproportionnée les migrants, surtout s'ils sont musulmans. Le profilage religieux et racial est clairement visible dans presque tous les États membres de l'UE, en particulier devant les soupçons de radicalisation. Outre le nombre croissant de crimes racistes enregistrés, il était difficile d'obtenir des statistiques explicites sur la discrimination à l'égard des migrants

et des réfugiés qui ne sont généralement pas enregistrés en tant que tels. En Europe, tout comme dans de nombreux autres pays, la loi n'accorde pas aux migrants et réfugiés certains droits et privilèges, à l'instar des citoyens nationaux. Qui plus est, l'accès des migrants au marché de l'emploi est également difficile, en particulier pour ceux qui viennent de pays non européens. Etant dépendant principalement du marché informel, en particulier s'ils ont un statut de migrant irrégulier, ils se retrouvent inéluctablement soumis à la discrimination et l'exploitation.

Bien que les électeurs des Pays-Bas et de la France aient rejeté les partis populistes anti-immigrants et antimusulmans de l'extrême droite de Geert Wilders et Marie Le Pen - et on espère que les élections allemandes prévues en septembre suivront le même schéma - il n'en demeure pas moins que les sentiments anti-migrants et anti-réfugiés sont toujours aussi forts. Nous ne devons pas néanmoins relâcher notre vigilance après la défaite des partis populistes anti-immigration et antimusulman aux élections. Quoi qu'il en soit, ils ont réussi à polariser davantage la société par le récit du « nous » contre « eux ». Mais le risque de fragmentation de la société restera bien réel en Europe, surtout si l'on tient compte des inquiétudes publiques croissantes, motivés principalement par le mécontentement sur la question des immigrés, et la rhétorique antimusulmane haineuse grandissante.

Les Etats membres s'efforcent à assurer un contrôle plus rigoureux de leurs frontières, et face à la résistance nationale de plus en plus forte, il semble que l'UE, en tant qu'institution, n'a plus grand-chose à proposer, si ce n'est le maintien d'une approche globale à la gestion de la crise des émigrés/réfugiés. Le Sommet de La Valette de janvier 2017 a adopté une série de mesures visant à freiner le flux de migrants africains via la Libye. Il s'est déjà engagé dans un nouveau partenariat de migratoire visant le développement socio-économique des pays d'origine/de transit, principalement en Afrique, y compris l'Égypte et la Libye, pour résoudre le problème lié aux routes de migration vers la Méditerranée centrale. Il a, en outre, entamé des discussions avec le Liban et la Jordanie, sur les bases de l'accord de mars 2016 entre l'UE et la Turquie. L'agenda de l'UE sur la migration, qui vise la délocalisation des migrants au sein de ses membres afin d'alléger la pression exercée par l'Italie et la Grèce, est resté largement inexploité, principalement en raison du rejet du principe de « solidarité et partage équitable » par certains États, dont l'Autriche, le Danemark, la Hongrie et la Pologne.

Les musulmans vivant en milieu européenne continueront en 2017 à subir les retombées perverses du flux migratoire, combinées à la résurgence de la campagne de dénigrement de l'extrême droite qui profite du phénomène d'immigration pour obtenir un soutien populaire, en particulier en Autriche, aux Pays-Bas, en France, en Allemagne et en Italie. Un sondage publié par un groupe de réflexion à Londres révèle que 55% des Européens sont contre l'immigration venant de pays à majorité musulmane. Ce type de négativisme procède également de la peur ou de la fausse idée tenue par bon nombre d'Européens en vertu de laquelle la population musulmane augmente obstinément et, d'ici 2050, elle sera la population dominante.

Les études, mais aussi la réalité mettent en lumière le besoin de lutter contre les stéréotypes qui engendrent l'islamophobie, notamment au moyen de campagnes de sensibilisation et la promotion du dialogue interculturel et interreligieux. Mais il est aussi une note optimiste en vertu de laquelle, dans de nombreux pays, des initiatives ont été lancées axées sur les

citoyens, telles que les marches « d'accueil des réfugiés » et les contre-protestations. Il existe d'autres initiatives élaborées par la société civile et les groupes de réflexion en vue d'organiser des événements sur le dialogue interculturel et interreligieux susceptibles de promouvoir la tolérance envers la diversité et l'inclusion des migrants. On espère seulement que, à un moment ou à un autre, le bon sens prévaudra chez les décideurs politiques européens et qu'ils reconnaîtront qu'une Europe qui vieillit rapidement et se dégrade démographiquement, a tout à gagner du flux d'immigrants et de la tolérance envers les minorités musulmanes. Les décideurs européens commencent à se rendre compte que la montée de la xénophobie et de la haine antimusulmane déclenche non seulement un cercle vicieux de haine et d'intolérance chez les diverses communautés, mais affecte également l'ensemble du tissu socioéconomique, tout en attisant le radicalisme endogène. L'UE a pris certaines mesures dans la bonne direction, y compris la nomination d'un coordinateur de l'UE chargé de la lutte contre la haine antimusulmane et la signature par la Commission européenne et les entreprises TI, en mai de l'année dernière, d'un code de conduite pour lutter contre la propagation en ligne du discours haineux illégal en Europe. La Commission européenne a également mis en place un Groupe de haut niveau sur le racisme, la xénophobie et autres formes d'intolérance. L'Inter groupe «Racisme et la diversité» (ARDI) du Parlement européen tente également de promouvoir l'égalité et la non discrimination raciale (y compris les discriminations fondées sur la religion et la nationalité) dans les travaux du PE.

1.3. La montée du populisme et de l'extrême droite en Europe

Les partis populistes d'extrême droite ont continué, au cours de ces dernières années, de gagner en popularité et marquer des succès électoraux partout en Europe. Plusieurs nouveaux acteurs de l'extrême droite ont commencé à modifier le paysage politique européen, et de nombreux pays UE sont encore soumis à des courants politiques internes déstabilisant. Dans certains pays européens, y compris la Finlande, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Norvège et la Suisse, les partis d'extrême droite participent aux gouvernements. Le Parti de l'indépendance du Royaume Uni (UKIP), le Front national français, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), le Parti autrichien de la liberté (FPÖ) et le Parti néerlandais pour la liberté (PVV) bénéficient désormais d'une popularité record. La décision du Royaume Uni de quitter l'UE et la victoire de Donald Trump ont contribué à la montée du populisme et des partis d'extrême droite en Europe, qui ont obtenu au cours des récentes élections des résultats éloquentes dans l'ensemble du continent.

D'après les analyses, le populisme croissant et le récent succès des partis de droite ne s'expliquent pas uniquement par l'immigration et la crise financière continue. En effet, bien que la Suisse, l'Autriche, la Norvège et le Danemark se classent parmi les pays les plus riches du monde, leurs partis populistes de droite ont le plus de succès en Europe. Le Parti suisse du peuple (Schweizerische Volkspartei - SVP) est constamment présent dans la coalition gouvernementale nationale. Or s'il est vrai que la crise financière de 2008 ait contribué à la réapparition d'organisations néo-nazies fascistes, tels les partis Aube dorée en Grèce et le Jobbik en Hongrie, dans de nombreux autres pays, les électeurs ont exprimé leurs

(7) Extraits du rapport et de l'analyse présentés par la Mission permanente de l'Observatoire de l'Organisation de la coopération islamique à l'Union européenne, Genève.

préoccupations nationales face à une diversité d'enjeux sociopolitiques dont, notamment, la crainte de perdre leurs emplois, l'autonomie nationale, les us et coutumes et valeurs séculaires, leur déception des politiques générales, la responsabilité gouvernementale, les inégalités économiques et le profond scepticisme envers l'Union européenne, auxquels s'ajoutent les stéréotypes et préjugés concernant les immigrés, le tout empreint de connotations xénophobes, anti-immigration et anti-islamique.

Outre les politiciens, des personnes influentes du monde universitaire et médiatique alimentent la rhétorique anti-islamique et, aujourd'hui, contestent la notion même d'islamophobie prétendant que ce n'est pas un rejet de l'Islam, mais un outil conçu pour décourager les gens de critiquer l'Islam.

Il convient de noter, cependant, que les partis populistes nationaux et de l'extrême droite ont différents objectifs et programmes, quand bien même ils doivent leur ascension aux mesures d'austérité et à l'immigration. Selon la professeur Ruth Wodak, les analyses multidimensionnelles indiquent que le soutien dont certains partis d'extrême droite bénéficie procède d'une relation ambiguë avec le passé fasciste et nazi (Autriche, Hongrie, Italie, Roumanie et France). D'autres se concentrent principalement sur leur perception de l'Islam en tant que menace (Pays-Bas, Danemark, Pologne, Suède et Suisse). D'autres limitent leur propagande à la menace que les minorités ethniques représentent pour leurs identités nationales (Hongrie, Grèce, Italie et Royaume Uni). D'autres encore soutiennent un programme fondamentaliste conservateur réactionnaire chrétien (Pologne, Roumanie, Bulgarie, Ukraine et Russie).

Dans l'intervalle entre novembre 2016 et mai 2017, les élections présidentielles en Autriche et en France, ainsi que celles des Pays-Bas, ont amené sur le devant de la scène des candidats d'extrême droite qui, nonobstant leur échec de prendre le pouvoir, n'en ont pas moins obtenu des résultats probants.

En Autriche, les électeurs ont rejeté Norbert Hofer du Parti autrichien de la liberté (FPÖ) lors du deuxième tour des élections présidentielles du 4 décembre 2016. Alexander Van der Bellen, professeur retraité d'économie, soutenu par le Parti vert, a été élu président du pays. La présidence autrichienne est en grande partie cérémonielle, mais le président peut exercer sa prérogative de dissoudre le gouvernement. Hofer avait prévenu qu'il n'hésiterait pas à dissoudre le gouvernement s'il ne prenait pas partie contre l'immigration.

Au premier tour des élections de mai 2016, le ministère autrichien de l'Intérieur a confirmé que le score final de Hofer était de 49,7%, contre 50,3% pour Van der Bellen. Pendant la campagne, Norbert Hofer, candidat d'extrême droite bloquant la question des réfugiés, a appelé à mettre totalement fin à l'immigration, déclarant que « il n'y a pas de place pour l'Islam en Autriche ». Hofer était responsable de l'élaboration du nouveau manifeste du Parti de la liberté, qui met l'accent sur « l'identité » et la « culture ethnique » du pays, spécifique aux Autrichiens autochtones, et non aux immigrants ou leurs enfants. Il a déclaré que porter des armes à feu est une « conséquence naturelle » de l'immigration.

S'adressant en janvier 2017 à la réunion annuelle du Nouvel an du FPÖ à Salzbourg, Hofer a comparé le nazisme aux croyances islamistes extrémistes, déclarant que si d'autres trouvaient les règles démocratiques européennes inacceptables, ils « sont libres de retourner

dans leurs pays musulmans ». Au cours de cette même réunion, Heinz-Christian Strache, président du parti, a critiqué l'Islam comme étant fasciste, et prôné la promulgation d'une loi « efficace » interdisant l'Islam politique. Il a déclaré que cette interdiction s'appliquerait à tout parrainage étranger d'institutions et d'organisations islamiques en Autriche.

Aux Pays-Bas, des élections générales ont eu lieu le 15 mars 2017 pour élire 150 membres de la Chambre des représentants. Le Parti de la liberté (PVV) antimusulman et anti-immigrant de Geert Wilders a remporté 19 sièges, marquant ainsi la montée de popularité la plus importante que les électeurs néerlandais ont jamais vu jusqu'ici.

Au cours de la campagne, Wilders faisait connaître le manifeste de son parti « Make the Netherlands Ours Again » (Faisons des Pays-Bas de nouveau notre nation) qui appelle à la « dés-islamisation » du pays, la suspension définitive de toute immigration venant de pays musulmans, la fermeture des mosquées et écoles islamiques et des centres d'accueil, l'interdiction du Coran et l'emprisonnement des musulmans radicaux à titre « préventif », quand bien même ils n'aient commis aucun crime.

En France, le 2^{ème} tour des élections présidentielles, tenu le 7 mai 2017, a opposé Emmanuel Macron, centriste indépendant, à Marine Le Pen, candidate du Front national, parti de l'extrême droite. Macron a battu Le Pen par 66,1% des voix, contre 33,9%. La popularité de Marine Le Pen et de son parti du Front national d'extrême droite a augmenté ces dernières années, notamment après une série d'attaques terroristes qui ont ébranlé le pays. Depuis que Marine Le Pen a pris en main le parti en 2011, dirigé naguère par son père Jean-Marie Le Pen, elle a tenté de prendre ses distances avec la réputation de racisme et de xénophobie qui caractérise son parti.

Cependant, lors du discours du 5 février 2017 qu'elle a prononcé à Lyon pour lancer officiellement sa campagne présidentielle, Marine Le Pen a déclaré : « Nous ne voulons pas vivre sous la domination ou la menace du fondamentalisme islamique. Ils cherchent à nous imposer la discrimination sexuelle dans les lieux publics, des voiles couvrant le corps entier, des salles de prière dans les lieux de travail, la prière dans les rues, des mosquées gigantesques, et la soumission des femmes.

En Allemagne, les élections fédérales se tiendront le 24 septembre 2017 pour élire les membres du Bundestag. Depuis 2013, le parti anti-immigrant Alternative pour l'Allemagne (AfD) de Frauke Petry a adopté un sentiment anti-islamique, tout en attirant l'attention des médias pour ses déclarations anti-immigrants. Les membres du parti ont apporté, en 2016, leur soutien à un manifeste électoral selon lequel l'Islam n'est pas compatible avec la constitution allemande et appelant à l'interdiction des minarets et de la burqa.

2. LES MANIFESTATIONS D'ISLAMOPHOBIE

2.1. L'islamophobie aux USA et au Canada

2.1.1. Sondages et rapports

La confirmation de la présidence de Donald Trump a suscité de vives préoccupations chez les Musulmans vivant aux États-Unis. Dès le départ, M. Trump a pris une position fortement opposée à l'Islam et aux musulmans, et qu'il n'a guère cherché à cacher pendant sa campagne politique. En déclarant que «l'Islam déteste les Américains», Trump a proposé aux Américains d'interdire aux Musulmans l'accès au pays et d'intensifier la surveillance des mosquées à travers le pays, donnant ainsi aux électeurs désabusés et fanatiques exactement ce qu'ils voulaient. Il a fait sien le langage haineux des gens qui brûlent le Coran et des protestations anti-mosquées. Le résultat fut, à peine une semaine après son élection, le signalement d'harcèlements ou d'intimidations islamophobes et racistes en masse, ce qui constitue un indicateur clair du degré d'ébranlement et de frayeur que l'élection de Trump représente pour les Musulmans américains. Autre détail intéressant, cette xénophobie croissante ne visait pas seulement les Musulmans, mais aussi les Juifs et certaines autres minorités ethniques et religieuses, à savoir les Américains noirs et hispaniques.

Selon les données du FBI, il y a eu 5 850 crimes haineux aux USA depuis l'an dernier (2016), et près de 60% des crimes haineux récemment signalés aux USA ont été suscités par des préjugés raciaux, en particulier les crimes contre des personnes de race noire, suivis de crimes contre des blancs et les Hispaniques. Plus de 20% des crimes de haine avaient un motif religieux. Les crimes antisémites ont été les plus courants, suivis par les crimes contre les Musulmans. Chose étonnante cependant, les crimes contre les Musulmans ont augmenté de 67% par rapport à 2014. Les crimes anti-gais représentaient environ 18% de tous les crimes haineux, les homosexuels masculins étant la cible la plus probable, alors que les crimes haineux fondés sur l'identité sexuelle étaient inférieurs à 2% de tous les crimes. L'intimidation et l'agression des personnes venaient en tête des crimes haineux, alors que le vandalisme et la destruction représentaient les crimes les plus courants contre la propriété. Un peu plus d'un tiers des crimes haineux signalés étaient sous forme de violence contre les personnes. Le FBI a collecté des données sur les crimes haineux depuis que le Congrès a adopté en 1990 la Loi sur les statistiques relatives aux crimes haineux (Hate Crime Statistics Act). L'agence définissait par le passé les crimes haineux comme ceux commis en raison de la race, de la religion, de l'orientation sexuelle ou de l'appartenance ethnique d'une personne, mais l'administration Obama a depuis élargi cette définition pour inclure le sexe et l'identité sexuelle, ainsi que les handicaps physiques et mentaux. Pourtant, malgré le dépouillement annuel du FBI, le nombre de crimes haineux commis chaque année demeure incertain. Le FBI relève généralement entre 5 000 et 7 000 crimes haineux par an,

selon les données nationales relatives aux crimes haineux. Le ministère de la Justice estime cependant, selon son rapport de 2013, que le nombre total moyen annuel serait de 260 000, soit 44 fois plus de crimes haineux qu'il n'en ressort des données du FBI. Le rapport du ministère de la Justice était fondé sur des réponses anonymes recueillies au cours de l'Enquête nationale sur les victimes de la criminalité, que le Bureau des statistiques du ministère de la Justice effectue chaque année. On constate également des écarts lorsqu'on compare les statistiques antérieures du FBI relatives aux crimes de haine et les données du gouvernement fédéral. A titre d'exemple, le FBI a rapporté qu'en 2013 les crimes haineux sur les campus universitaires se chiffraient à seulement 100 crimes, alors que le ministère de l'Éducation en dénombrait 781.⁽⁸⁾

Les crimes islamophobes les plus préoccupants aux USA concernent les actes violents ciblant les mosquées et les centres islamiques, crimes qui se sont répandus à travers aux USA depuis que la victoire de

M. Trump ait été confirmée. Le 7 janvier, le centre islamique du lac Travis à Austin a pris feu. Une semaine plus tard, le 14 janvier, le Centre islamique d'Eastside à Bellevue, Washington, a brûlé à son tour. Deux semaines après, le 27 janvier, quelques heures après que le Président Donald Trump ait signé son décret interdisant l'entrée d'immigrants de sept pays à majorité musulmane, un incendie a détruit le Centre islamique de Victoria, au Texas. Puis, le 24



février, un incendie s'est déclaré à l'entrée de la mosquée Daarus Salaam, près de Tampa. Les autorités américaines ont conclu que trois des quatre incendies étaient des actes criminels. Or ces incendies de mosquées interviennent dans un contexte de peur accrue suscitée par les crimes de haine contre les groupes religieux minoritaires. Au cours des dernières semaines, de nombreuses alertes à la bombe ont été reçues dans des centres communautaires et écoles juifs à travers le pays, et des cimetières juifs dans trois États ont été vandalisés. Le 25 février, quelqu'un a jeté une roche par la fenêtre de la mosquée Masjid Abu Bakr à Denver. À Redmond, Washington, des vandales ont détruit à deux reprises, et dans les deux mois suivant l'élection, le panneau d'entrée de la mosquée de l'Association musulmane de Puget Sound. Deux jours après l'inauguration, une femme a brisé les fenêtres du Centre islamique de Davis, en Californie, en laissant des tranches de jambon cru sur la poignée de porte. Dans la dernière semaine de février, un homme blanc a tiré sur deux indiens dans un bar du Kansas après leur avoir adressé des insultes racistes, mettant en cause leur statut d'immigrant et criant : « Sortez de mon pays ». À Bellevue, à Washington, six

(8) Voir l'article Motherjones.com News' " Hate Crimes Against Muslims Spiked 67 Percent ", in : <http://www.motherjones.com/politics/2016/11/heres-what-we-know-about-hate-crimes-us>, extrait le 19.11.2016

jours avant la prise de fonctions de M. Trump, des caméras de surveillance ont fait apparaître un homme se dirigeant vers le centre islamique d'Eastside et portant un sac à dos et un bidon. Moins d'une minute plus tard, la mosquée était en feu. Ainsi, à peine quelques heures après que le président Donald Trump ait signé le décret controversé interdisant l'immigration provenant de sept pays à majorité musulmane, quelqu'un a intentionnellement mis le feu au centre islamique de Victoria au Texas. Le feu a causé plus de 500 000 \$US de dégâts et détruit complètement la mosquée, bouleversant la communauté musulmane américaine dans le sud du Texas. S'agissant de l'incendie de la mosquée Daarus Salaam à Thonotosassa, en Floride, c'était au moins la troisième fois en sept mois qu'une mosquée de la région de Tampa ait été incendiée, faisant suite à des incidents au Centre d'éducation islamique en juillet et à la mosquée Masjid Omar en août.⁽⁹⁾

Certains signes indiquaient clairement que, suite à l'élection de Trump, les Musulmans américains se sont sentis ébranlés et perplexes. A la suite de l'élection de Trump, les Musulmans américains sont restés inquiets, d'autant que la campagne de Trump s'appuyait sur une rhétorique antimusulmane, assortie de propositions englobant l'interdiction pour les Musulmans d'entrer aux USA, ainsi que la surveillance accrue des mosquées dans tout le pays. Bon nombre des 3,3 millions de Musulmans vivant aux USA éprouvaient une peur irrationnelle, et certains rapports faisaient état de harcèlement. Ainsi, une étudiante de l'Université d'Etat de San Diego portant le hijab a déclaré qu'elle a été presque étouffée par des suspects qui ont fait des remarques sur la victoire de Trump. A New York, des centaines de personnes s'étaient assises coude à coude sur le grand escalier d'un centre étudiant pour exprimer leur solidarité après que le mot « Trump! » ait été griffonné sur la porte d'un lieu de prière musulman à l'école. Les élèves ont parlé d'amies qui portaient des foulards ou d'autres tenues vestimentaires traditionnelles, et qui avaient peur de prendre les transports en commun pour rentrer chez elles de peur d'être harcelées. Les plans de Trump en matière de politique sont restés un mystère, mais son administration peut radicalement remodeler le ministère de la Justice qui, naguère, était un allié sous le président Barack Obama pour la protection des droits civils musulmans. Trump peut également abroger un programme clé d'Obama qui empêche la déportation de certains immigrants, y compris des Musulmans, vivant illégalement dans le pays. Depuis son élection, les mosquées et les groupes musulmans organisent des réunions et des conférences communautaires pour se concerter sur la façon d'aller de l'avant.⁽¹⁰⁾ Cette crainte est d'autant plus perceptible chez les agents de sécurité musulmans, qu'elle a été mise en exergue lorsqu'un groupe d'officiers de police musulmans de New York ont demandé à rencontrer Trump après les attaques racistes. Le groupe de policiers, dont celui qui a été victime d'un crime haineux au début de décembre, avait demandé qu'une réunion soit tenue avec le président élu Donald Trump pour « avoir ses directives sur la façon dont ils seront protégés » au lendemain de ces crimes. Dans une lettre adressée à Trump, le président de la Municipalité de Brooklyn, Eric L. Adams,

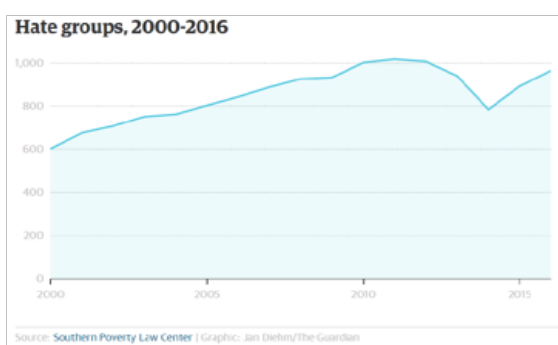
(9) Voir l'article de BuzzFeed News' intitulé " *Four Mosques Have Burned In Seven Weeks - Leaving Many Muslims and Advocates Stunned* ", in : https://www.buzzfeed.com/albertsamaha/four-mosques-burn-as-2017-begins?utm_term=.dfzWdaKVd#.clK4Xq1KX, extrait le 2.3.2017.

(10) Voir l'article d'ABC News " *Trump's Election Leaves American Muslims Reeling and Scared* ", in : <http://abcnews.go.com/>, présenté le 23.11.2016

soulignait les tensions accrues subies suite aux longues et pénibles élections nationales qui se sont traduites par des tendances criminelles dangereuses motivées par la haine tout autant dans les grandes que dans les petites villes américaines. Selon le *New York City Police Department* (Services de police de la ville de New-York - NYPD), les crimes haineux ciblant les communautés juives, LGBTA et musulmanes se sont accrus de 115 pour cent depuis le 8 novembre. Aussi a-t-il demandé une rencontre entre Trump et les représentants des 900 officiers musulmans-américains relevant du NYPD, la plus grande force musulmane dans le pays.⁽¹¹⁾

Au lendemain de la campagne électorale présidentielle qui a semé la discorde, plus de 700 incidents de harcèlement ou d'intimidation islamophobes et racistes ont été signalés. Le Southern Poverty Law Centre a publié des études sur les crimes de haine rapportés pendant la semaine qui a suivi l'élection de Trump président des États-Unis. Le rapport souligne que les cas de harcèlement ou d'intimidation verbale ciblant les Musulmans, les politiciens, les Juifs et d'autres groupes ethniques et religieux étaient nombreux. Le Ministère américain de la justice a mené une enquête pour déterminer si les récents rapports d'intimidation et de harcèlement, y compris dans les écoles et les églises, étaient en violation des lois fédérales relatives aux crimes de haine et autres droits civils. Les groupes de défense des droits civils ont attiré l'attention sur des agressions ciblant des minorités depuis que le Républicain Donald Trump a remporté l'élection présidentielle le 8 novembre. On a également signalé des actes de harcèlement touchant les partisans de Trump.⁽¹²⁾

Un rapport du *Southern Poverty Law Center* mentionne que les groupes de haine antimusulmans ont presque triplé aux USA depuis 2016, passant de 34 à plus de 100.



Le centre a imputé à la « *rhétorique incendiaire* » de la campagne présidentielle de Donald Trump cette flambée de haine antimusulmane, ainsi que la colère associée aux attentats terroristes, telle que la fusillade du night-club le Pulse à Orlando en juin 2016. Plusieurs hauts responsables de la Maison Blanche, dont Steve Bannon, Steven Miller et Kellyanne Conway, ont été cités comme étant « *d'inquiétants idéologues antimusulmans* ». Mark Potok, l'auteur

principal du rapport, a déclaré: « *Ce n'est pas le départ de Michael Flynn qui va atténuer la sérieuse offensive menée contre les Musulmans américains* ». Le nouveau rapport révèle qu'on en dénombre plus de 900 groupes haineux actifs à travers les USA, allant des sections du Ku Klux Klan aux organisations séparatistes racistes noires en passant par les pôles néo-

(11) Voir l'article d'IBTimes News « *Hate Crimes Against Muslims: NYPD Officers Request Meeting With Trump After Spike In Racist Attacks* », in : <http://www.ibtimes.com/hate-crimes-against-muslims-nypd-officers-request-meeting-trump-after-spike-racist-2458557>, extrait le 13.12.2016

(12) Voir l'article du Daily Sabah News « *More than 700 Islamophobic, racist incidents reported in a week in US, report says* », in : <http://www.dailysabah.com/americas/2016/11/21/more-than-700-islamophobic-racist-incidents-reported-in-a-week-in-us-report-says>, extrait le 21.11.2016

nazis, soit une hausse de moins de 3% depuis 2015, selon le décompte annuel du groupe. Or ce chiffre est légèrement inférieur au nombre record de 1.018 groupes haineux recensés en 2011. Dans sa conclusion, le rapport indique que la montée fulgurante de Trump au cours de l'an dernier a excité bon nombre de ces racistes et extrémistes d'extrême droite. Par la même occasion, la campagne de Trump aurait aussi probablement réduit l'énergie des rassemblements des extrémistes indépendants, les partisans d'extrême droite ayant choisi d'assister aux rassemblements de Trump. Toujours selon le rapport, le nombre d'événements extrémistes individuel a également diminué en 2016.⁽¹³⁾

Il n'était donc pas surprenant de lire, dans un autre rapport, que les Musulmans étaient les plus exposés à la discrimination aux USA. Un sondage du Centre de recherche Pew, publié en décembre 2016, a révélé que 82% des Américains croyaient que les Musulmans étaient victimes de discrimination aux USA. Une majorité de 57% pensent avoir subi un traitement injuste ou préjudiciable, soit une augmentation de 12% par rapport à 2013. L'enquête révèle, en outre, que les Américains estiment que les Musulmans sont les plus assujettis à la discrimination, avec les Noirs (76%), les homosexuels et les lesbiennes (76%), les Hispaniques (70%), suivis par les femmes (60%). L'enquête souligne également que beaucoup moins d'Américains pensent que les Juifs (44%) et les Chrétiens évangéliques (42%) aient été confrontés peu ou prou à une certaine discrimination. Environ 39% des Américains ont déclaré que les Blancs faisaient face à une certaine forme de discrimination aux USA. Elle conclue, par ailleurs, qu'environ 49% des Américains ne pensent pas que l'Islam soit plus susceptible que d'autres croyances de promouvoir la violence. Le pourcentage variait selon les différents niveaux d'éducation. Les Américains détenant des diplômes du 3ème cycle (64%) ou du 1^{er} et 2^{ème} cycle (57%) pensent que l'Islam n'est pas plus violent que les autres religions, tandis que 43% des diplômés du secondaire et 49% des Américains ayant quelque éducation universitaire, estiment que c'est bien le cas. L'enquête a eu lieu plusieurs semaines après la victoire de Donald Trump.⁽¹⁴⁾

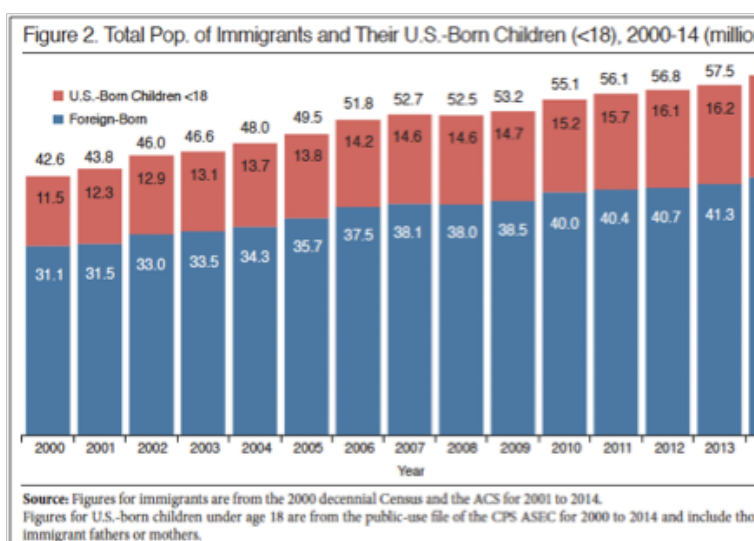
On pense que l'approche brutale de Trump à l'égard des Musulmans était essentiellement motivée par la question des immigrants aux USA. D'après un rapport, le nombre d'immigrants dans le pays atteint aujourd'hui les 42,4 millions. En d'autres termes, il y a maintenant plus d'immigrants en Amérique qu'il n'y en a jamais eu, alimentés par un flux massif provenant de pays musulmans et que, selon une nouvelle analyse des données du Bureau du recensement, ce nombre sans cesse croissant influe énormément sur des services publics tels que les écoles publiques.

Selon le *Centre for Immigration Studies*, le nombre d'étudiants provenant de familles d'immigrants a atteint 10,9 millions dans les écoles publiques, soit 23% de tous les étudiants des écoles publiques. Et quand bien même les portes frontalières restent ouvertes entre les USA et le Mexique, ce sont des pays à majorité musulmane que l'on compte la plus forte augmentation d'immigrants.

(13) Voir l'article de The Guardian News " *Anti-Muslim hate groups nearly triple in US since last year, report finds* ", in : <https://www.theguardian.com/us-news/2017/feb/15/anti-muslim-hate-groups-increase-far-right-neo-nazis>, extrait le 16.2.2017

(14) Voir l'article de Mic News " *Americans believe Muslims face the most discrimination in the US, new survey says* ", in : <https://mic.com/articles/161737/americans-believe-muslims-face-the-most-discrimination-in-the-us-new-survey-says#.6aboqkEhc>, extrait le 10.12.2016

Selon le directeur du centre publiant le rapport : « Les pays d'origine ayant les plus fortes augmentations d'immigrants vivants aux USA de 2010 à 2014 étaient l'Arabie Saoudite (+ 93 pour cent), le Bangladesh (+ 37 pour cent), l'Irak (+ 36 pour cent), l'Égypte (+ 25 pour cent) et le Pakistan, l'Inde et l'Éthiopie (chacun + 24 pour cent).⁽¹⁵⁾



Or en dépit la sévérité de l'islamophobie aux États-

Unis, le président Trump n'y a donné aucune suite depuis son accession à la Maison Blanche. Les mosquées sont vandalisées, voire incendiées ; d'éminents défenseurs musulmans des droits civils menacés d'agression physique ; d'étudiants universitaires musulmans ciblés avec des prospectus et de la propagande racistes ; or Trump et son administration n'ont presque rien dit de nature à rassurer les 3.3 millions de musulmans d'Amérique que leurs dirigeants, leurs institutions et leurs espaces sacrés n'ont rien à craindre. Corey Saylor, membre du Conseil des relations américano-islamiques (CAIR), a déclaré que son organisation attendait que Trump s'exprime après l'accroissement significatif des incidents antimusulmans l'an dernier. Mais avant même de gagner les élections, Trump apparemment ne semblait pas être en mesure de comprendre les craintes et préoccupations des musulmans américains. Au cours d'un débat présidentiel, lorsqu'un Musulman américain lui a demandé comment il comptait combattre l'islamophobie, Trump a saisi l'opportunité que la question lui offrait pour se lancer dans une diatribe contre le terrorisme radical islamique. Les Musulmans américains ont constaté une résurgence de cette attitude à la Maison Blanche lorsque, lors d'une conférence de presse, un journaliste a questionné le Porte-parole de la Maison Blanche, Sean Spicer, sur la montée des groupes de haine antimusulman mais Spicer a éludé la question pour ne parler que du terrorisme islamique radical. Et tout comme son chef, il a fait l'impasse sur les groupes islamophobes qui nourrissent la haine et prônent la violence contre leurs concitoyens américains. Des rapports signalant un harcèlement des musulmans ont fusé immédiatement après les élections, certains chefs affirmant même que c'est la rhétorique de Trump qui a enhardi les groupes de haine. Il en était de même de l'antisémitisme, qui marquait une hausse. L'Anti Defamation League a enregistré une poussée inquiétante dans le discours contre les journalistes juifs en ligne. Après l'élection, de nombreuses écoles et universités ont signalé une hausse dans le vandalisme antisémitique de leurs campus. Depuis janvier 2017, des Centre communautaires juifs au

(15) Voir l'article du Washington Examiner News " Record 42.4M immigrants, 23% of school kids, Muslims biggest jump ", in : <http://www.washingtonexaminer.com/census-record-42.4m-immigrants-23-of-school-kids-muslims-biggest-jump/article/2603543>, extrait le 5.10.2016

(12) Voir l'article du Huffington Post News " Anti-Muslim Hate Crimes are Spiking in the US Donald Trump Won't Speak Up ", in : http://www.huffingtonpost.com/entry/trump-islamophobia-anti-Semitism_us_58b08debe4b0780bac2938b4, extrait le 28.2.2017

nombre de 55 à travers le pays ont reçu au moins 69 menaces de bombes, suscitant la crainte et l'exaspération dans la communauté juive.⁽¹⁶⁾

Mais plutôt que de s'attaquer au problème, Trump a fait clairement entendre que l'Islam était l'Ennemi public N° 1. Parmi les cas les plus notoires, il convient de citer la promulgation d'une provocation raciste, islamophobe et parrainée par l'Etat, qui a fait voler en éclat les valeurs autoproclamées de l'Amérique en matière de liberté et d'égalité. La politique a été libellée «Ordre exécutif protégeant la nation contre l'accès aux USA de terroristes étrangers», qui interrompt l'entrée aux ressortissants de certains pays musulmans.

La colère et la consternation se sont répandues à travers le monde alors que les politiciens, les responsables communautaires et même une vedette sportive ont réagi à cette interdiction d'entrée que le président américain Donald Trump a imposée aux réfugiés et aux citoyens de sept pays à majorité musulmane. C'était la condamnation mêlée à l'inquiétude à l'égard des familles dont les membres absents ne peuvent plus retourner aux USA, ce pays censé être leur foyer. Le champion olympique de longue distance, Mo Farah, né en Somalie, citoyen et chevalier de Grande Bretagne, résident américain et s'entraînant actuellement en Éthiopie, s'est demandé comment il dirait à ses enfants que « *papa ne pourrait probablement pas rentrer chez lui* ». Dans une déclaration sur sa page Facebook, Farah a indiqué que cette interdiction « *vient d'un lieu d'ignorance et de préjugés* » et « *semble avoir fait de moi un étranger* ». La compagnie aérienne nationale des Emirats arabes unis, Etihad Airways, a déclaré que certains de ses passagers ont été touchés par les nouvelles politiques et qu'elle collaborait étroitement, à l'instar d'autres grandes compagnies aériennes, avec les responsables américains sur cette question. Les dirigeants de Grande Bretagne et d'Allemagne ont rejoint d'autres alliés américains pour critiquer l'interdiction d'entrée de Trump, quand bien même certains politiciens d'extrême droite ont exprimé l'espoir que le mouvement inspirerait des mesures similaires en Europe. La Première ministre britannique, Theresa May, a exprimé son désaccord avec le décret de Trump, affirmant qu'elle contesterait la décision du gouvernement américain pour peu qu'elle se révèle néfaste pour les ressortissants britanniques. Une pétition diffusée sur le site Web du Parlement britannique a attiré des centaines de milliers de signatures pour soutenir l'appel lancé à Trump, invité à rencontrer la Reine Elizabeth II, de rebrousser chemin en raison de sa misogynie et sa vulgarité. La chancelière allemande Angela Merkel, qui s'est attiré les foudres en raison de la politique de son gouvernement en matière d'accueil des réfugiés, a exprimé également ses regrets à l'égard du décret d'interdiction de Trump. Federica Mogherini, cheffe de la politique étrangère de l'Union européenne, a également été acerbe dans sa critique de la décision de Trump. Le décret de Trump portait sur une interdiction de voyager aux USA de 90 jours pour les citoyens de l'Irak, de la Syrie, de l'Iran, du Soudan, de la Libye, de la Somalie et du Yémen, ainsi que sur une suspension de 120 jours du programme américain de réfugiés.⁽¹⁷⁾

L'on constate cependant avec optimisme qu'au milieu de la recrudescence de la haine et de la violence qui ont suivi l'investiture de Donald Trump, le nombre d'Américains qui portent un regard positif sur les Musulmans et les Juifs continue de croître. Et tandis que le président

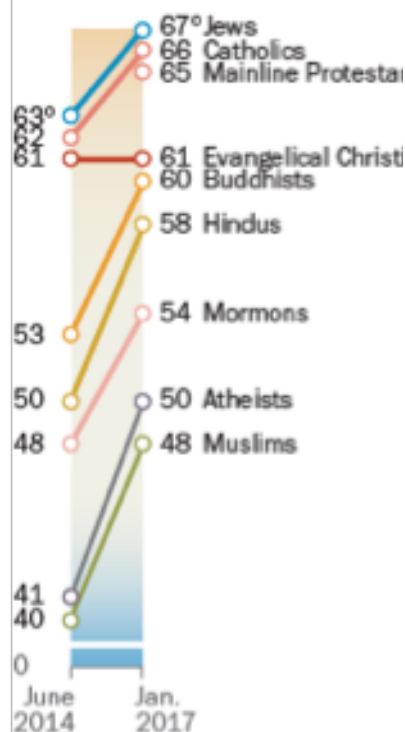
(17) Voir l'article de Yahoo News « *President Trump's Immigration Ban Fuels Anger around the World* », in : <https://www.yahoo.com/celebrity/president-trump-immigration-ban-fuels-231539752.html>, extrait le 31.1.2017

Donald Trump entrant à la Maison Blanche au moyen d'une campagne soutenue par des gens qui se distinguaient par leur opinions antimusulmanes et antisémites, la population américaine avait globalement une vision de plus en plus positive envers les Musulmans et les Juifs. Une enquête réalisée par Pew Research Center a conclu que les Américains avaient des sentiments plus chaleureux envers presque tous les groupes religieux que trois ans auparavant. En juin 2014, les adultes américains donnaient aux Musulmans une note de 40 sur un « thermomètre de sentiments » gradué de 0 à 100. En 2017, les Musulmans étaient cotés 48. En 2014, les Juifs étaient à 63 avant de passer aujourd'hui à 67, qui est la note la plus élevée, tous groupes religieux confondus. Tous les groupes religieux mesurés étaient désormais considérés comme neutres ou chaleureusement, sur la base du thermomètre de sentiments de Pew.

Bien que les musulmans soient restés le groupe le moins coté, ils passent cependant de 'cool' à 'neutre'. En général l'amélioration des sentiments vis-à-vis des autres groupes religieux était constante, quels que soient l'appartenance politique, le sexe et l'âge. Pour certains, la différence d'âge compte : les jeunes considèrent les Musulmans beaucoup plus positivement que les personnes âgées de 30 ans et plus. Ceux entre 18 et 29 ans donnent aux Musulmans une note de 58 sur le thermomètre, cette note diminuant successivement pour les participants plus âgés. Les juifs ont la cote la plus positive parmi les groupes religieux âgés de 30-49 ans et 50-64 ans. Les Américains plus jeunes donnent aux Bouddhistes la note 66, qui est la plus élevée, contrairement aux Américains les plus âgés qui accordent aux Protestants la note la plus élevée, soit 75. Il y a aussi les différences entre Républicains et Démocrates. Les Républicains considèrent les Chrétiens évangéliques avec le plus de chaleur, et les Musulmans avec une chaleur minimale. Quant aux Démocrates, ce sont les Juifs qui sont vus avec le plus de chaleur, à l'inverse des Mormons, qu'ils considèrent avec un minimum de chaleur. Les Républicains donnent aussi une note plus chaleureuse à des groupes religieux que les Démocrates, et où les Chrétiens évangéliques, les Catholiques, les Juifs et les Protestants bénéficient d'une cote plus élevée que la notation la plus chaleureuse accordée par les Démocrates, Juifs. En parlant de ' l'interdiction des Musulmans » Trump a suscité l'inquiétude des Musulmans lorsqu'il a signé le décret restreignant l'immigration légale provenant de sept pays à majorité musulmane. Ce décret est à présent suspendu et examiné par les tribunaux. Les juifs ont également été ébranlé, d'une part lorsque Stephen Bannon a été nommé par Trump en tant que conseiller

Americans feeling warmer toward variety of religious groups

Mean thermometer ratings



Note: Based on respondents who received version of "feeling thermometer" question that used slider; see topline for more detail. In June 2014, respondents were not asked to rate mainline Protestants. Source: Survey of U.S. adults conducted Jan. 9-23, 2017.

"Americans Express Increasingly Warm Feelings Toward Religious Groups"

PEW RESEARCH CENTER

présidentiel à la Maison-Blanche, et d'autre part lorsque la déclaration de l'administration sur la Journée commémorative de l'Holocauste qui a omis de faire la moindre mention des Juifs. Les Chrétiens évangéliques ont fortement soutenu Trump dans les élections, avec 81 pour cent des voix pour le Républicain. Chaque religion demeure, cependant, plus susceptible de considérer son propre groupe de la façon la plus positive.⁽¹⁸⁾

L'enquête révèle, en se basant sur différentes études, une augmentation des opinions favorables aux Musulmans aux USA - en dépit des actes de terrorisme de San Bernardino, de Californie et d'Orlando. L'enquête montre également que les Juifs et les Catholiques d'être les mieux notés, avec respectivement 67 et 66. Les Chrétiens évangéliques restent le seul groupe dont la notation se maintient à 61 depuis 2014. Les Bouddhistes et les Hindous ont également obtenu une hausse dans le nouveau sondage, où ils ont été classés respectivement 60 et 58, alors que les Protestants, qui n'étaient pas classés en 2014, ont bénéficié d'une note de 65. Les membres de l'Église de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours (*Church of Jesus Christ of Latter-day Saints*), basée en Utah, ont obtenu la note la plus élevée (66) émise par les adhérents juifs et la plus basse (40) par les athées. Les gens des deux côtés de l'échiquier politique considèrent plus favorablement les Mormons qu'en 2014, alors que les Américains de gauche les considèrent comme le groupe religieux le plus défavorable, contrairement au groupe de droite qui est le moins favorable aux Musulmans. Les jeunes répondants de moins de 30 ans ont les sentiments les moins chaleureux envers les Mormons (54) et les plus chaleureux envers les Bouddhistes (66). Les participants de plus de 65 ans ont exprimé une vision plus polarisée, cotant les Musulmans et les athées à 44 ans, alors que les Protestants sont à 75, et les Mormons à 59.⁽¹⁹⁾

2.1.2. Discours et campagnes islamophobes

- " 5 novembre, nuit nationale d'incendie des mosquées. " -

Des remarques islamophobes ont été postées par un homme qui a créé le profil « Shuff Mohammad », et diffusé des commentaires sur le prophète Muhammad. L'un des commentaires disait que « les images des différentes mosquées indiquent que les sites sont situés dans la région de Stoke-on-Trent. L'une des images montrait un homme masqué à l'extérieur de la mosquée centrale de la ville, à Hanley, ainsi que des photos de la mosquée Normacot, un centre islamique à Cobridge, ainsi qu'une ancienne école qui avait été convertie en centre communautaire avec salles de prière. Les messages offensant ont été repérés par des membres du public qui ont alerté la police.⁽²⁰⁾

(18) Voir l'article du Bradenton Herald News " *Amid Trump rise, more Americans see Muslims and Jews positively* ", in : <http://www.bradenton.com/news/nation-world/national/article133107654.html>, extrait le 17.2.2017

(19) Voir l'article de Mic.com News " *Muslims, Mormons viewed more favorably in America today than in 2014, survey finds* ", in : <https://mic.com/articles/168857/people-want-south-carolina-schools-to-stop-using-textbooks-that-teach-islam-to-students#w8jWz4OzQ>, extrait le 17.2.2017

(20) Voir l'article de l'Express News " *Man arrested after Facebook threats to burn down mosques on Bonfire Night*", in : <http://www.express.co.uk/news/uk/729133/Man-arrested-Facebook-threats-burn-down-mosques-Bonfire-Night>, extrait le 6.11.2016

- “ Le seul bon musulman est un Musulman mort ” -

Le FBI a déjoué un complot visant à assassiner 120 immigrants somaliens dans un complexe d'appartements au Kansas. Les autorités ont déclaré que trois hommes blancs tentaient d'entamer une guerre religieuse. L'un des suspects a déclaré: «Le seul bon musulman est un musulman mort », selon une plainte fédérale. Dans la période précédant le jour de l'élection, le GOP du Kansas avait apparemment repris la même mission, celle d'éliminer l'islamophobie pour gains politiques. Le Parti républicain du Kansas a été critiqué pour sa distribution de courriers suggérant que les Musulmans de l'Etat pourraient bien être des combattants de l'Etat islamique (EI). L'un des fascicules à l'appui du républicain Joseph Scapa disait : « *Avez-vous rencontré les nouveaux voisins?* » Le fascicule orné d'une image d'un combattant EI détenant une mitrailleuse a été envoyé dans des foyers de l'East House District 88 de Wichita. Clay Barker, Le directeur exécutif du GOP de l'Etat, a confirmé à l'Eagle que des lettres similaires ont été envoyées dans tous l'Etat. Un deuxième fascicule envoyé au District 88 au Kansas pour soutenir le représentant républicain de l'Etat Ken Corbet représentait des explosions dans la rue, assortie d'un texte disant « Des terroristes au Kansas » et des images d'enfants demandant : « *Qu'est-ce que l'EI? Me feront-ils mal* ». ⁽²¹⁾

- “ FK Allah ” -**

Un vandale a griffonné « F ** K Allah » sur un banc à l'intérieur de la gare de Fort Hamilton Parkway, voies F et G à la frontière entre Windsor Terrace et Kensington, ce qui n'a pas manqué de choquer les dirigeants locaux qui ont déclaré que c'était le premier graffiti islamophobe qu'ils voient dans la région depuis plus d'un an, tout en le mettant sur le compte de la victoire de Donald Trump qui a encouragé les intolérants à gâcher à nouveau les choses par leur haine. Kensington a été le théâtre d'agressions au graffiti, tant antimusulman qu'antisémites depuis déjà plusieurs années, depuis 2013, en particulier le long de l'Ocean Parkway, où les boîtes aux lettres et les vitrines sont fréquemment endommagées par des swastikas et des messages diffamant Allah. Le Metropolitan Transport Authority, qui n'était pas au courant du vandalisme jusqu'à ce qu'il fût contacté, a envoyé une équipe de nettoyage pour faire le nécessaire. ⁽²²⁾

- “ Le Coran est de la M** de bout en bout ’ -**

Un certain nombre de bibliothèques à travers les USA ont été les témoins d'un nombre accru d'actes de vandalisme et de discours haineux antimusulmans dans la foulée de l'élection du candidat républicain Donald Trump. Une enquête réalisée par l'American Libraries Association (ALA) a révélé que dans plusieurs bibliothèques des copies du Coran et des livres sur l'Islam ont été défigurés au moyen de swastikas et autres discours haineux. En Oregon et en Illinois, des bibliothèques ont signalé des ouvrages couverts de graffitis haineux. Un vandale de l'Illinois a défiguré sept livres, ajoutant des swastikas et des commentaires sur

(21) Voir l'article de Salon News “ *Kansas GOP shamelessly fuels Islamophobia with campaign flier warning Muslim residents might be ISIS militants* ”, in : <http://www.salon.com/2016/11/04/kansas-gop-shamelessly-fuels-islamophobia-with-campaign-flier-warning-muslim-residents-might-be-isis-militants/>, extrait le 6.11.2016

(22) Voir l'article de Brooklyn Daily “ *Islamophobic graffiti scrawled in subway station near Kensington* ”, in : <http://www.brooklyndaily.com/stories/2016/50/dtg-anti-muslim-graffiti-fort-hamilton-parkway-2016-12-09-bk.html>, extrait le 7.12.2016

le prophète Muhammad dans un exemplaire du *The Koran for Dummies*, des copies du Coran, des manuels scolaires, ainsi que dans l'ouvrage du commentateur conservateur Glenn Beck intitulé *All About Islam* (Tout sur l'Islam). D'autres incidents haineux récents dans les bibliothèques se résument comme suit : Une étudiante de l'Université du Nouveau Mexique étudiait dans la bibliothèque de l'école lorsqu'elle a été abordée par un homme qui a tenté de lui retirer son hijab ; les administrateurs du Reed College à Portland, Oregon, ont découvert des messages odieux et menaçants ainsi que des swastikas sur les murs de la bibliothèque du collège. Des graffitis antisémites étaient également griffonnés sur la fenêtre d'une branche de la bibliothèque à Toronto.⁽²³⁾

- “ Si la mosquée vient le Maire s'en va ” -

Les plans relatifs à la construction d'un centre communautaire musulman et une mosquée dans le New Jersey ont à nouveau été retardés par les autorités locales. Plus d'un an s'était passé depuis la tenue de la première réunion du Conseil de zonage de Bayonne, lorsque les partisans du pour et du contre la mosquée se sont affrontés. A l'époque, les manifestants anti-mosquées tenaient des panneaux indiquant « Si la Mosquée vient le maire s'en va », alors que d'autres ne portaient inscrit que « Trump ». Les contre-manifestants tenaient des panneaux « Non au RACISME » et « Intolérance antimusulmane ». Cette réunion était suivie d'une série de retards. Lors d'une pause de dix minutes, un membre du public utilisant une salle de bains encombrée demanda : « Y a-t-il quelqu'un qui veut une côtelette de porc ? » tout en appelant les Musulmans « Hadjis ». Il a ajouté : « Est-ce que personne ne prend mon Bayonne ». Les membres anti-mosquée de l'auditoire, l'un après l'autre, se sont alors défaits des ingénieurs embauchés par les Musulmans, soulignant que c'est à Bayonne qu'il incombe de mener des études à l'intention du Conseil de zonage sur le site de construction proposé, ainsi que son impact sur le trafic.⁽²⁴⁾

- “ Imaginez une Amérique exempte de Musulmans ” -

La police de la Louisiane enquêtait sur des dépliants antimusulmans collés à un panneau devant une mosquée. Le porte-parole de la ville de Bossier, Mark Natale, a déclaré que le premier, de la taille d'un papier format lettre, lisait « Imaginez une Amérique sans Musulmans », tandis qu'on pouvait lire sur le second dépliant « C'est le sang et le sol qui ont fait la grandeur de l'Amérique ». M. Natale a ajouté que les deux dépliants portaient le nom d'American Vanguard, qui s'est identifié sur son site Web comme un groupe nationaliste blanc. Le Conseil des relations américano-islamiques (CAIR) a demandé aux autorités d'enquêter sur ces dépliants qui représentent un crime de haine.⁽²⁵⁾

(23) Voir l'article de Raw Story “ *Bullsh*t hatred cover to cover: Vandals deface Korans and books about Islam in libraries across US* ”, in : <http://www.rawstory.com/2016/12/bullsht-hatred-cover-to-cover-vandals-deface-korans-and-books-about-islam-in-libraries-across-us/>, extrait le 13.12.2016

(24) Voir l'article de BuzzFeed “ *Muslims Trying To Get A New Mosque are Asked, 'Anybody Want A Pork Chop'?* » in : https://www.buzzfeed.com/talalansari/muslims-keep-waiting-for-bayonne-mosque?utm_term=.pvz2YEINY#.idDm48BG4, extrait le 25.1.2017

(25) Voir l'article de Toronto Sun “ *Police investigate anti-Muslim flier at Louisiana mosque* ”, in : <http://www.torontosun.com/2017/02/15/police-investigate-anti-muslim-flier-at-louisiana-mosque>, extrait le 16.2.2017

- « Le Coran est un livre saint plein de haine » et « L'islamisation de l'Europe est en cours » -

Bill Maher s'est consacré à focaliser son discours toxique sur l'islamophobie. Captivant un public de plusieurs millions, et jouissant du soutien d'un important réseau câblé et d'un flux régulier d'invités spéciaux, dont une pléiade de prétendus progressistes, Maher a largement réussi à atteindre son but. Selon Maher, « *l'Islam est la mère nourricière des mauvaises idées* », le Coran est un « *livre sacré rempli de haine* » et « *l'islamisation de l'Europe* » a commencé. Il a déclaré : « *Leurs cultures ne sont pas semblables aux nôtres* », justifiant l'exclusion des réfugiés syriens de l'Ouest. Parlant des musulmans, Il a dit : « *Ils sont pires !* », étiquetant l'Islam comme « *la seule religion qui agit comme la Mafia* ». Maher affirme que les Musulmans « *apportent ce qu'ils ont dans leur désert* » à l'Ouest et que « *si les hommes musulmans pouvaient se calmer davantage, nous n'aurions pas ce problème* ». Ironiquement, Maher était le plus ardent défenseur de la violence d'Israël contre les Palestiniens en territoires occupés, en particulier dans la bande de Gaza assiégée. Il s'est proposé de servir d'atout au gouvernement du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. A cet effet, Maher choisissait personnellement ses invités qui intervenaient pour amplifier ses vues toxiques sur les Musulmans, y compris son amie de longue date, Ann Coulter, qui avait injurié les étudiants musulmans américains : « *Prenez un chameau !* » et qui s'était une fois exclamée : « *Ce turban parle dur, ce turban paie le prix.* » Maher a commercialisé son accueil de Milo Yiannopoulos, le visage néo-nazi le plus marquant du mouvement néo-nazi « *alt-right* », en tant que défense du libre échange d'idées.⁽²⁶⁾

2.1.3. Surveillance de l'Islam et des Musulmans

Les Musulmans vivant aux États-Unis ont été placés sous étroite surveillance par les autorités américaines depuis l'attaque terroriste du 11 septembre 2001. L'Observatoire estime que cette activité de renseignement se poursuivait depuis mais qu'elle devrait s'empirer sous l'administration Trump, comme l'indiquent ses déclarations. Lorsqu'on lui a demandé pendant sa campagne s'il estimait que les États-Unis devraient créer une base de données des Musulmans dans le pays, Donald Trump a déclaré : « *Oh, je le mettrai certainement en place - absolument.* » Après les attentats terroristes de Berlin, M. Trump a affirmé que l'interdiction de l'accès des Musulmans aux États-Unis était toujours à l'ordre du jour et qu'il était prévu de mettre en place un registre des Musulmans. Trump a renouvelé ses appels pour mener des actes discriminatoires radicaux contre des musulmans d'outre-mer et la population musulmane américaine d'environ 3,3 millions de personnes. Dans son Mar-a-Lago Resort de Floride il a déclaré : « *Vous connaissez tout de mes projets et vous avez eu la preuve que j'avais 100% raison. Ce qui se passe est honteux* ». M. Trump parlait ainsi au lendemain du détournement d'un camion par un homme qui a tué le conducteur et précipité l'engin dans un marché de Noël, tuant au moins 12 personnes et blessant 48. Il faisait également allusion à l'ambassadeur de Russie en Turquie qui a été tué à Ankara. Faisait cependant marche arrière sur sa position dure initiale contre les Musulmans lorsqu'il promettait, dans sa déclaration de décembre 2015, de suspendre temporairement l'immigration musulmane, il a été constaté que cette déclaration a subitement disparu de son site Web le jour de l'élection. Il avait déclaré à l'époque : « *Donald*

(26) Voir l'article de Salon News « *Bill Maher's outrageous statements about Islam and Muslims are beyond the pale* », in : http://www.salon.com/2017/02/23/bill-maher-bigtime-bigot-his-outrageous-statements-about-islam-and-muslims-are-beyond-the-pale_partner/, extrait le 24.2.2017

J Trump appelle à une interdiction totale et complète d'entrée des Musulmans aux États-Unis jusqu'à ce que les représentants de notre pays puissent comprendre ce qui se passe ». Puis il a changé de politique pour ne suspendre que l'immigration venant de pays compromis dans le terrorisme, évitant ainsi de faire de discrimination envers une religion ayant plus de 1,6 milliard d'adeptes. En juin 2016, M. Trump déclarait ce qui suit dans un discours : « *Quand je serais élu, je suspendrais l'immigration provenant de régions dans le monde lorsqu'on a la preuve qu'elles sont impliquées dans une histoire de terrorisme contre les États-Unis, l'Europe ou nos alliés, et ce, jusqu'à ce que nous saurons comment mettre fin à ces menaces* ». M. Trump a d'abord appelé à interdire les Musulmans peu de temps après les attaques terroristes de Paris en novembre 2015. Après chaque agression liée à Daesh, M. Trump écrivait sur Twitter qu'il serait dur, malin et vigilant. Une semaine après les élections, le Secrétaire d'Etat du Kansas et le conseiller de Trump, Kris Kobach, ont annoncé que l'équipe cherchait les moyens de mettre en place un registre. Or M. Trump n'a jamais précisé exactement comment il comptait exécuter sa politique controversée. Depuis son élection, le Conseil des relations américano-islamiques a signalé au moins 900 crimes haineux contre des Musulmans à travers le pays, allant des mosquées vandalisées et incendiées, jusqu'aux Musulmans battus, abattus ou poignardés dans la rue.⁽²⁷⁾

Malgré les nombreuses controverses, une telle politique de surveillance continue jusqu'à ce jour à recevoir d'importants soutiens, étant attisée par les xénophobes pour attirer le soutien en faveur de leurs campagnes politiques. A titre d'exemple, le représentant Peter King encourageait Donald Trump à créer un programme fédéral de surveillance des Musulmans. Faisant allusion à l'ancien chef du Département de police de la ville de New York, Ray Kelly, il a dit : « *J'ai suggéré un programme semble à ce que le chef Kelly a fait ici à New York* ». Plus de cinq ans après les attentats terroristes du 11 septembre, Kelly a supervisé un programme de surveillance qui a ciblé les Musulmans de New York et du New Jersey en raison de leur foi. Des officiers de police de l'Unité démographique, aujourd'hui démantelée, ont infiltré des groupes d'étudiants musulmans, suivi les Musulmans qui ont changé leur nom de famille, écouté des conversations entre Musulmans, espionné des entreprises tenues par des Musulmans, enregistré des sermons d'imams et placé des agents infiltrés et des informateurs à l'intérieur des mosquées. King a déclaré que ce programme était «très agressif et tourné vers l'avant, surtout lorsqu'il s'agit de prévoir d'où la terreur pouvait venir». King a ajouté que le programme de surveillance de Kelly « *qui n'était malheureusement pas du goût de l'union des libertés civiles et du The New York Times... a été très efficace pour contenir le terrorisme et devrait vraiment servir de modèle pour le pays* ». Pendant sa campagne présidentielle, Trump a appelé à la création d'une base de données nationale sur les Musulmans, au profilage des Musulmans et à la surveillance des mosquées, et après l'attentat terroriste d'Orlando, en Floride, Trump a fustigé le maire de la ville de New York, Bill de Blasio, qui a démantelé cette unité du NYPD qui surveillait les musulmans.⁽²⁸⁾

(27) Voir l'article de l'Independent " *Donald Trump still wants to ban Muslims from US and build 'registry' despite backtracking after election* ", in : <http://www.independent.co.uk/news/world/americas/donald-trump-muslim-ban-registry-berlin-attack-twitter-you-know-my-plans-immigration-racism-a7489611.html>, extrait le 23.12.2016

(28) Voir l'article du Huffington Post News " *Rep. Peter King Urges Donald Trump to Create a Federal Muslim Surveillance Program* ", in : http://www.huffingtonpost.com/entry/peter-king-muslim-surveillance-trump_us_5852fdcae4b0b3ddfd8bc377, extrait le 16.12.2016

La création de cette base de données sur les Musulmans n'a pas manqué de rencontrer une certaine résistance. En décembre 2016, des centaines de membres du secteur de la technologie se sont penchés sur la question de savoir s'ils devaient contribuer à la construction d'une telle base de données, et la réponse fut « Catégoriquement Non ». Environ 590 ingénieurs en logiciel, concepteurs, dirigeants d'entreprises et personnel du traitement des données d'entreprises américaines telles que Google, Twitter, Microsoft, Mozilla et Palantir Technologies, ont choisi de signer l'engagement « *de se solidariser avec les Américains musulmans, les immigrants et toutes les personnes dont les vies et les moyens de subsistance sont menacés par les politiques de collecte de données proposées par la nouvelle administration.* » Dans le cadre de cet engagement, les individus concernés ont promis, entre autres, de : « *Refuser de participer à la création de bases de données qui permettraient au gouvernement de cibler les individus en fonction de la race, la religion ou l'origine nationale ; d'œuvrer au sein de leurs entreprises en vue de minimiser la collecte de données susceptibles de faciliter le ciblage ethnique ou religieux ; de détruire de façon responsable les ensembles de données et de sauvegardes à haut risque ; et de démissionner de leurs entreprises s'ils reçoivent l'ordre d'établir de telles bases de données.* » Il n'est cependant pas clair si le nouveau gouvernement s'appuierait sur le secteur de la technologie pour l'élaboration de ces bases de données, ou s'il serait réellement en mesure de tenir sa promesse d'interdire aux Musulmans d'entrer dans le pays. Dans les semaines qui ont suivi la victoire de Trump, l'équipe du président revint sur ses premières déclarations, affirmant qu'il n'a jamais été question de mettre en place un registre ou un système de surveillance des individus en fonction de leur religion. Il n'empêche cependant que le site Web de Trump continuait d'appeler à « *l'arrêt total et complet de l'entrée des Musulmans aux États-Unis* » - une proposition dont la mise en œuvre serait probablement irréalisable sans ladite base de données. L'on sait, par ailleurs, que le gouvernement américain a toujours fait pression sur le secteur de la technologie pour obtenir de l'aide - qu'il s'agisse de demander à Microsoft d'aider l'Agence de sécurité nationale à contourner le cryptage des chats sur Outlook.com, ou le FBI demandant à Apple d'aider à débloquent l'iPhone de l'un des tireurs impliqués dans l'attaque terroriste de San Bernardino - Microsoft s'y est conformé ; mais Apple a refusé. Il n'est cependant pas clair si un tel engagement aurait un effet matériel quelconque sur la création d'une base de données musulmane, du fait que les signataires ne représentent qu'une infime fraction du nombre de personnes travaillant pour les grandes entreprises du secteur de la technologie. A noter que Google, à lui seul, emploie près de 60.000 personnes, et que la plupart des cadres technologiques restent muets à ce sujet.⁽²⁹⁾

A noter l'évolution positive survenue en parallèle lorsque le service de police de New York a accepté un nouveau règlement dans un procès l'accusant de cibler illégalement les Musulmans aux fins de surveillance, après qu'un juge fédéral ait rejeté un accord antérieur. Le nouveau règlement conférait des pouvoirs supplémentaires à un représentant civil chargé de la révision l'action du département en matière de lutte contre le terrorisme. Arthur Eisenberg, directeur juridique de New York Civil Liberties Union, a déclaré dans un communiqué que

(29) Voir l'article de Los Angeles Times " *Tech workers pledge to never build a database of Muslims* ", in : <http://www.latimes.com/business/technology/la-fi-tn-tech-oppose-muslim-database-20161214-story.html>, extrait le 15.12.2016

le règlement était « *encore plus protecteur des libertés religieuses et politiques* » que la version annoncée en janvier 2016. L'organisation des libertés civiles représente les individus et les organisations musulmanes qui ont poursuivi la ville de New York en 2013 à la cour fédérale de Brooklyn, affirmant qu'ils étaient ciblés par la surveillance policière. Dans une décision rendue publique en octobre dernier, le juge du district américain de Manhattan Charles Haight a rejeté le règlement initial, qui faisait également appel à un représentant civil. Haight a déclaré que l'accord n'allait pas suffisamment loin dans un sens garantissant que le département de police appliquerait les règlements approuvés par les tribunaux, connus du nom de «lignes directrices de Handschu», qui limitent la façon dont les activités politiques et religieuses sont surveillées. Le nouvel accord conférait au représentant civil le pouvoir de signaler à la cour, à tout moment, les violations des lignes directrices et exigeait que le maire obtienne l'approbation du tribunal avant de retirer le représentant. La version précédente autorisait le maire à supprimer le poste après cinq ans. En outre, le représentant civil pouvait désormais examiner la manière dont les investigations sont menées, et pas seulement comment elles ont été entamées ou prolongées.⁽³⁰⁾ On s'attendait à ce que ce développement résiste davantage à l'intention de Trump d'appliquer le programme controversé.

2.1.4. La montée de l'extrême droite

Aux Etats-Unis, l'idée que Donald Trump puisse être élu Président des États-Unis était difficile à supporter par de nombreux électeurs américains. Certains groupes religieux, en particulier la communauté musulmane, s'inquiétaient déjà de son prochain mandat. Selon le rapport The Independent, certains groupes musulmans étaient déjà en proie à une énorme peur, certaines femmes soulignant qu'elles ont été prévenues de ne pas porter en public leurs hijabs traditionnels. Le Président républicain élu a été acerbe dans sa critique des groupes minoritaires et religieux tout au long de sa campagne et a même promis une « interdiction d'entrée totale et entière aux États-Unis pour les Musulmans ».⁽³¹⁾ Trump avait fait de l'interdiction d'entrée des Musulmans dans le pays le cheval de bataille de sa campagne - laquelle, à un certain moment, comprenait également des citoyens américains vivant à l'étranger. Il a également appelé à tuer des musulmans avec des balles immergées dans du sang de porc pour lutter contre le terrorisme, à enregistrer tous les musulmans dans une base de données fédérale



(30) Voir l'article de Reuters " New York City reaches new deal over police surveillance of Muslims ", in : <http://www.reuters.com/article/us-new-york-police-muslims-settlement-idUSKBN16D2FC>, extrait le 6.3.2017

(31) Voir l'article de MSN.com " Donald Trump's new national security adviser 'thinks fear of Muslims is 'rational' ", in : <https://www.msn.com/en-ca/news/world/donald-trumps-new-national-security-adviser-thinks-fear-of-muslims-is-rational/ar-AAkrVWF>, extrait le 19.11.2016

et à mettre sous surveillance toutes les mosquées du pays. Il a déclaré à maintes reprises que les Musulmans connaissaient tout des attaques avant qu'elles ne se produisent et ne les signalent pas, leur permettant ainsi de se produire. Au cours d'un débat républicain en mars 2016, il a déclaré que «l'Islam nous déteste», et après qu'on lui demanda s'il voulait dire l'ensemble de la population musulmane dans le monde, il a dit : « Je veux dire beaucoup d'entre eux ».

Donald Trump est une icône anti-islamique d'extrême droite. En fait, il est toujours, dans sa vie quotidienne, entouré d'anti-islamistes notoires. Par exemple, Trump et sa famille ont assisté à un sermon privé donné peu de temps avant son investiture officielle comme 45^{ème} Président des États-Unis. Ce sermon était donné par un pasteur du Texas, le révérend Robert Jeffress, qui appelle l'Islam le « démon » et qui se caractérise par un penchant controversé à vitupérer les Musulmans, les Mormons, les Catholiques et les homosexuels. Il avait dirigé la Première église baptiste de Dallas et allait avec ferveur dans le sillage de Trump au cours de sa campagne. Il écrivit sur Twitter que « Il serait honoré de faire un sermon privé en faveur des familles Trump/Pierce lorsque Dieu choisirait un chef ». En accueillant Jeffress sur le podium lors d'un rallye en septembre, à Dallas, Trump s'exclama « J'adore ce type ». Robert Jeffress, qui dirige une méga-église de 12.000 adeptes, s'est rendu tristement célèbre par ses offenses à l'Islam et au mormonisme qu'il qualifie comme étant issus de la fosse de l'enfer, et au Président Obama qu'il accuse de frayer la voie à l'antéchrist ; mais aussi en colportant de fausses informations sur la prévalence du VIH parmi les homosexuels qui, selon lui, mènent de vies misérables et sales. Il a également laissé entendre que l'Église catholique a été influencée

par Satan et que l'Islam était une religion maléfique qui favorise la pédophilie.⁽³²⁾



A noter par ailleurs que le Conseiller à la sécurité nationale que Donald Trump a nommé pense que la peur de Trump des musulmans était «rationnelle». Lorsqu'il était encore président élu, Trump a proposé au retraité lieutenant-général Michael Flynn le poste de Conseiller à

la sécurité nationale - qui avait prétendu qu'il était rationnel de craindre les Musulmans (NB : plus tard Flynn a été démis de ses fonctions). Bien qu'il ait occupé des postes militaires élevés, y compris celui de chef du Service de renseignement au Pentagone sous le président Obama, plusieurs de ses anciens collègues ont critiqué ses opinions. Démocrate enregistré, M. Flynn, qui a été invité en février 2016 à agir comme conseiller à la campagne de Trump, était considéré comme un candidat potentiel. Le soldat retraité a suscité une controverse généralisée après avoir partagé une vidéo sur Twitter avec le commentaire suivant : « *La peur*

(32) Voir l'article du Daily News " Trump to get inauguration sermon from Rev. who calls Islam 'evil '", in : <http://thehill.com/homenews/315454-steinem-we-will-all-register-as-muslims-if-there-is-a-registry>, extrait le 21.1.2017

des musulmans est rationnelle : faites circuler celle-ci aux autres : la vérité ne craint pas les questions ...» La vidéo prétendait que le terme islamophobie était un oxymore, phobie étant la signification d'une peur irrationnelle, et que la crainte des Musulmans était une réaction logique. Elle énumère ensuite tous les auteurs d'attentats terroristes musulmans et explique pourquoi les communautés islamiques ne peuvent pas vivre avec d'autres groupes religieux. Dans une lettre d'opinion parue dans le New York Post, M. Flynn a déclaré : « Pendant cette dernière décennie j'ai été en guerre avec l'Islam, ou une composante de l'Islam ». M. Flynn a été démis de ses fonctions de Directeur de l'US Defense Intelligence Agency en 2014 par le Président Obama suite à des plaintes continues sur son style de leadership. M. Flynn affirme qu'il a été licencié en raison de son approche intransigeante de la menace de l'Islam radical. Il a démissionné de l'armée peu de temps après et créé un cabinet privé de conseil en matière d'intelligence. Au cours des élections, il a critiqué Hillary Clinton lors des rassemblements de Trump au sujet des courriels controversés, animé les chants de « lock her up » (enfermez-là), lui demandant à plusieurs reprises de se retirer comme candidate.⁽³³⁾

Kellyanne Conway est une autre figure parmi les plus rapprochées de Trump. En tant que Directrice de campagne, Kellyanne Conway avait l'habitude de proposer le « plan de cinq points de Trump pour vaincre l'Islam », une grande religion mondiale avec 1,6 milliard d'adeptes. Conway a fait des commentaires sur MSNBC, dans le cadre d'une démarche pour montrer la façon dont les médias couvrent Trump. Elle a dit : « Il a élaboré des plans. Il a établi un ... plan de cinq points destiné à vaincre l'Islam ». Conway voulait apparemment dire « l'Islam radical » ; nonobstant, les commentaires venant d'une directrice de campagne n'en étaient pas moins effrayants, surtout lorsque celle-ci n'a guère cessé de diaboliser l'Islam et les Musulmans.⁽³⁴⁾

Mais le pire de tous était Steven Bannon (NB : plus tard, Steven Bannon a également été démis de son poste). Le séditionnaire conseiller de Trump a soutenu que lui, Darth Vader et Satan ont été mal compris. Lors d'un entretien, Steve Bannon s'est comparé positivement aux méchants de la pop-culture et à l'un des personnages politiques américains les moins populaires de l'histoire récente. Bannon, qui a été nommé stratège en chef du président élu Donald Trump à la Maison Blanche, a déclaré qu'il a tiré profit des médias de gauche qui l'ont qualifié de méchant lorsqu'il a dit : « L'obscurité est bonne ». Il a ajouté : « Dick Cheney, Darth Vader, Satan. C'est le pouvoir. Cela ne nous aide que lorsqu'ils se trompent ; lorsqu'ils sont aveuglés devant ce que nous sommes et ce que nous faisons ».

La nomination de Bannon à un poste politique supérieur dans l'administration Trump a entraîné des réactions immédiates. Les critiques se sont attaqués à sa gestion de Breitbart News, dont la couverture était considérée à la fois comme antisémite et à connotation raciste. Le *Southern Poverty Law Center* et l'Anti - Defamation League ont demandé à Trump d'abroger la nomination de Bannon. Ils ont attiré son attention sur le soi-disant engagement de Bannon à fournir une plate-forme pour le mouvement d'extrême droite. Pendant ses

(33) Voir l'article de MSN.com News " *Donald Trump's new national security adviser thinks fear of Muslims is 'rational'* ", in : <https://www.msn.com/en-ca/news/world/donald-trumps-new-national-security-adviser-thinks-fear-of-muslims-is-rational/ar-AAkrVWF>, retrieved on 19.11.2016

(34) Voir l'article de Think Progress " *Trump's campaign manager touts his 'five point plan to defeat Islam'* ", in : <https://thinkprogress.org/conway-trump-defeat-islam-36e37c212358#.i4o3r4qmy>, extrait le 20.10.2016

fonctions à Breitbart, Bannon a supervisé la transformation de la publication, qui est devenue une publication d'extrême droite, contestataire, et porte-parole du nationalisme blanc, et qui, sur des questions telles que l'immigration et le commerce, tend davantage vers les partis européens d'extrême droite que vers le Parti républicain américain.⁽³⁵⁾

Avant son limogeage, l'observatoire était très préoccupé par la décision prise par Trump de donner à cette figure raciste un pouvoir important à la Maison Blanche. Mais le fait est que, en accédant à ce poste, Bannon aurait aussi un siège permanent aux réunions du Conseil de sécurité nationale de la Maison-Blanche, ce qui renforcerait son rôle d'un des membres les plus puissants du cercle restreint du président. Dans un décret signé en janvier, Trump a rehaussé Bannon tout en dégradant le statut du Directeur du Renseignement national et du Président du Comité mixte des chefs d'état-major au sein du Comité des directeurs du Conseil de sécurité. Ainsi qu'il était énoncé dans ledit décret, le Directeur et le Président ne seraient désormais présents qu'aux réunions traitant de questions relatives à leurs propres responsabilités et expertise. Grâce surtout à son succès dans l'organisation de la victoire électorale de Trump, Bannon a dirigé le site Breitbart News - décrit comme un havre pour le soi-disant mouvement 'alt-right', qui comprenait plusieurs néo-fascistes et suprématistes blancs. Le site a déclenché une controverse lors de la campagne présidentielle en raison de son alignement sur les nationalistes blancs et les antisémites. Des responsables républicains non identifiés ont déclaré aux médias que Bannon et Stephen Miller, conseiller politique de Trump, étaient les promoteurs de l'ordre présidentiel visant à cesser d'accepter les réfugiés syriens et à interdire l'immigration provenant de sept pays à majorité musulmane, y compris les détenteurs de cartes vertes entrant aux États-Unis.⁽³⁶⁾

La conséquence ne pouvait être plus prévisible : M. Trump peut rendre aux Musulmans encore plus difficile le libre exercice de leur foi, alors que l'attaque contre l'identité et les symboles islamiques serait susceptibles de susciter des soupçons sur son administration. Le gouvernement de Trump pourrait également provoquer un contrôle extrême des immigrants musulmans et, très probablement, empêcher l'entrée de réfugiés venant d'États déchirés par la guerre, tel que la Syrie. Ainsi, et quand bien même une interdiction musulmane à part entière n'ait pas été promulguée, la loi pourrait passer à travers des politiques radicales et strictes compromettant l'admission légale d'immigrants musulmans. Mais le plus alarmant est que le gouvernement américain pourrait adopter une nouvelle culture en vertu de laquelle le gouvernement autorise la discrimination et la violence envers les Américains musulmans. En d'autres termes, si le Président des États-Unis se révélait l'archétype de l'islamophobie, rien n'empêcherait alors d'assaillir les Musulmans, d'incendier les mosquées et d'agresser quiconque ressemblerait à un Musulman. Vue sous cet angle, l'islamophobie ne serait plus une campagne ou stratégie de communication, mais bel et bien une politique gouvernementale formelle. Pis encore, la position du gouvernement sur cette question favoriserait davantage

(35) Voir l'article de Business Insider News 'Darkness is good': Inflammatory Trump adviser Steven Bannon argues he, Darth Vader, and Satan are misunderstood", in : <http://www.businessinsider.com/steve-bannon-donald-trump-satan-darth-vader-2016-11>, extrait le 20.11.2016

(36) Voir l'article de TelesurTV " 'Very Dangerous': Trump Gives Racist Steve Bannon More Power ", in : <http://www.telesurtv.net/english/news/Very-Dangerous-Trump-Gives-Racist-Steve-Bannon-More-Power-20170129-0037.html>, extrait le 30.1.2017

les sentiments anti-islamiques existant d'ores et déjà au niveau communautaire, ce qui contribuerait à exciter davantage l'islamophobie, dont l'intensité est déjà alarmante aux USA.

Une telle préoccupation n'était pas sans motifs ou preuves, d'autant que la rhétorique islamophobe de Trump intervenait pour animer les sentiments négatifs de la communauté. A titre d'exemple, une lettre menaçante dénigrant les Musulmans a été envoyée par la poste à un Centre islamique de New Haven à West Haven. La lettre, adressée aux « *Enfants de Satan* », utilisait un langage vil et vraiment inquiétant pour décrire les Musulmans, tout en invoquant le nom du président élu Donald Trump. Des lettres similaires ont été envoyées aux mosquées du Massachusetts, du Rhode Island, de la Californie et de la Géorgie. La lettre disait : « *Vous les musulmans êtes des gens ignobles et sales. Vos mères sont des putes et vos pères sont des chiens. Vous êtes méchants. Vous adorez le diable. Mais votre jour du jugement est arrivé. Il y a un nouveau shérif en ville - le président Donald Trump. Il va nettoyer l'Amérique et la faire rayonner à nouveau. Et c'est par vous les Musulmans qu'il va commencer. Il va vous faire, à vous les Musulmans, ce qu'Hitler fit aux Juifs. Vous, les Musulmans, seraient assez sage d'emballer vos bagages et de quitter Dodge. C'est un grand moment pour les patriotes Américains. Vive le président Trump et que Dieu bénisse les USA* ». ⁽³⁷⁾ En Caroline du Sud, les gens voulaient que les écoles cessent d'utiliser des manuels scolaires qui enseignent l'Islam aux étudiants. Cette situation prit l'aspect d'un champ de bataille où d'aucuns voulaient effacer l'Islam des manuels scolaires. Le ministère de l'Éducation de Caroline du Sud a reçu de nombreuses plaintes au sujet du programme d'études sociales des élèves de sixième année, qui comprenait des cours sur les fondements de l'Islam. Plus tôt, en février, à la chaîne de télévision locale, le parent d'un étudiant de l'école Alston Middle School s'était plaint du fait que classe de son enfant avait reçu un exercice portant sur les cinq piliers de l'Islam. Or, selon Brown, l'Islam était inscrit au programme d'études sociales normales de sixième année de la Caroline du Sud, et qu'il est beaucoup moins mentionné que le Christianisme dans les manuels scolaires. ⁽³⁸⁾



L'idéologie anti-islamique de Trump a également gagné du terrain au Canada, l'Association des étudiants musulmans ayant été alors ciblée par un groupe d'extrême droite au Québec qui prétendait s'inquiéter de la montée de l'Islam radical. Cette conclusion a été démontrée lorsque l'Association des étudiants a organisé un événement en novembre 2016 dans le 'English-language CEGEP' de Montréal, où les étudiants ont été invités à essayer de porter un hijab. Bien que l'association tienne chaque semestre des activités similaires dans le cadre

(37) Voir l'article de The Hartford Courant News " *Letter Threatening, Denigrating Muslims Mailed To Connecticut Mosque* ", in : <http://www.courant.com/breaking-news/hc-mosque-threat-letter-1208-20161207-story.html>, extrait le 9.12.2016

(38) Voir l'article de Mic.com News " *People want South Carolina schools to stop using textbooks that teach Islam to students* ", in : <https://mic.com/articles/168857/people-want-south-carolina-schools-to-stop-using-textbooks-that-teach-islam-to-students#.w8jWz4OzQ>, extrait le 17.2.2017

de la Journée de sensibilisation islamique, cette fois, elle a reçu bon nombre de plaintes, y compris des courriels, des messages téléphoniques et des messages sur Facebook. Suite au tollé que cet événement a soulevé, l'administration du CEGEP a contacté la MSA et encouragé les membres du groupe à appeler la sécurité si jamais ils se sentaient menacés.

En février 2017, plus d'une douzaine de personnes portant des haut parleurs et des bannières se sont rassemblées à l'extérieur d'une mosquée, au cœur du centre-ville de Toronto, scandant des slogans sur l'interdiction de l'Islam, alors que des Musulmans se rassemblaient à l'intérieur pour prier. La protestation s'est produite lors de la prière du vendredi à l'extérieur de Masjid Toronto, sur la Dundas Street West, près de University Avenue. Un membre de la mosquée a déclaré que c'était la première fois qu'il constatait cette vive réaction que sa religion produisait.⁽⁴⁰⁾ Le Canada a défrayé la chronique internationale par l'incident de janvier 2017 lorsqu'un violent partisan de l'extrême droite a saccagé une mosquée à Québec et ouvert le feu sur plusieurs Musulmans. L'incident a été suivi par une flambée de crimes islamophobes haineux dans la province, ainsi qu'il a été signalé par Alexandre Bissonnette, du Département de police de la ville. L'accusé dans les fusillades, qui n'était affilié à aucun groupe politique, était un admirateur de Donald Trump et de Marine Le Pen. Ses camarades ont déclaré qu'il possédait des opinions antimusulmanes et anti-immigrantes - des idées qui s'harmonisaient avec l'idéologie de l'extrême droite du Québec.⁽⁴¹⁾

2.2. L'Islamophobie en Europe

2.2.1. Sondages et rapport

L'élection de Trump a également exacerbé les sentiments anti-islamiques ailleurs dans le monde, en particulier dans les pays européens où le paysage politique était en cours de restructuration. Cette situation était tout à fait prévisible, car les pays de cette région étaient en butte à de graves problèmes de dette, associés au niveau élevé de chômage, suscité par la crise économique de 2008. Les débats nationaux qu'elle a engendrés se sont articulés autour des questions brûlantes de l'heure, notamment les immigrants, les étrangers non européens, l'assimilation et l'insertion, l'identité nationale, etc., situation qui s'était aggravée par l'afflux de réfugiés fuyant la guerre civile syrienne ainsi que les attaques terroristes périodiques. Tous ces ingrédients réunis ont favorisé la création du climat nécessaire permettant aux partis et figures de droite de prospérer, en parallèle avec la politique de l'Union européenne en matière d'intégration, qui a endossé le blâme pour la situation présente. C'est ainsi que les plateformes anti-UE, anti-immigration et antimusulmanes ont gagné un terrain fertile qui leur a permis d'impulser le sentiment d'islamophobie à travers l'Europe. Un

(39) Voir l'article de CBC Canada News " *Dawson's Muslim Students Association targeted by far-right group* ", In : <http://www.cbc.ca/news/canada/montreal/quebec-far-right-dawson-college-la-meute-1.3902425>, extrait le 21.12.2016

(40) Voir l'article de CBC News " *Protesters outside Masjid Toronto call for ban on Islam as Muslims pray inside* ", in: <http://www.cbc.ca/news/canada/toronto/anti-muslim-protest-masjid-toronto-1.3988906>, extrait le 18.2.2017

(41) Voir l'article de CBC " *Quebec's growing far right fringe faces scrutiny after the mosque attack* ", in : <http://www.cbc.ca/radio/day6/episode-323-quebec-s-far-right-super-bowl-prop-bets-pomonomics-steve-bannon-s-political-power-and-more-1.3960621/quebec-s-growing-far-right-fringe-faces-scrutiny-after-the-mosque-attack-1.3960645>

sondage a révélé que la majorité des Européens voulaient que l'immigration provenant de pays à majorité musulmane soit interdite. En moyenne, 55% des personnes des 10 pays européens objets de l'enquête voulaient l'immigration future provenant principalement de pays à majorité musulmane soit arrêtée. L'étude menée par Chatham House, qui précédait la signature par le Président américain Donald Trump du décret interdisant l'immigration aux États-Unis à partir de sept pays à prédominance musulmane, a trouvé que la majorité des dix États, à l'exception de deux, était opposée à l'immigration provenant de pays à majorité musulmane. Seuls 20% étaient en désaccord, alors que 25% disaient qu'ils ne savaient pas. L'interdiction était appuyée par 71 pour cent de la population en Pologne, 65 pour cent en Autriche, 53 pour cent en Allemagne et 51 pour cent en Italie. Au Royaume-Uni, 47 pour cent soutenait l'interdiction. Dans tous ces pays, l'approbation relative à l'interdiction était supérieure à 32 pour cent. Parmi les enquêtés, l'opposition à l'immigration musulmane était particulièrement accentuée chez les personnes âgées, alors que chez les moins de 30 ans, l'opposition était moindre. Le contraste était également perceptible entre les titulaires de qualifications de niveau secondaire, dont 59% s'opposaient à l'immigration musulmane, et les universitaires, dont moins de la moitié soutenait l'interdiction à l'immigration. Par ailleurs, il ressort d'une enquête réalisée dans 10 pays européens par Pew en 2016, que dans cinq pays la majorité avait une opinion défavorable des Musulmans vivant dans leurs pays. 72 pour cent des Hongrois, par exemple, ont une vision négative des Musulmans, suivis par 69 pour cent des Italiens, 66 pour cent des Polonais, 65 pour cent des Grecs et 50 pour cent des Espagnols. Au Royaume-Uni, seulement 28 pour cent ont déclaré avoir une vision négative des musulmans, tandis qu'en Allemagne et en France, ils étaient 29 pour cent à se dire défavorables aux Musulmans.⁽⁴²⁾

En Allemagne, les chiffres procédant d'une réponse du Ministère allemand de l'Intérieur à une question parlementaire présentée en février 2017, font état de 3.533 agressions contre des asiles de réfugiés et des réfugiés individuels depuis 2016 dans le pays, indiquant une forte augmentation des violences perpétrées par l'extrême droite contre un groupe vulnérable de personnes qui ont connu la guerre, la persécution et la pauvreté. En 2015, lorsqu'un grand nombre de réfugiés venant de Syrie et d'autres zones de conflit sont venus en Allemagne, la population les a accueillis avec un grand élan de solidarité. Depuis, les groupes d'extrême droite ont été mobilisés contre eux au moyen d'une variété de scénarios menaçants. Sur les 3.533 agressions enregistrées, celles ciblant les abris des réfugiés s'élevaient à 988. Il s'agissait, entre autre, d'agressions (66 incendies volontaires et 4 avec des explosifs), des délits de propagande (211 cas), de dommages matériels (371 cas), ainsi que d'autres agressions. Par rapport à l'année précédente - à l'apogée du flux de réfugiés, lorsque 1.311 agressions contre des foyers de réfugiés ont eu lieu - ce nombre a diminué, mais la violence dans toutes les autres catégories continue d'augmenter fortement. On en dénombrait 2.545 cas de violence impliquant des agressions directes contre des réfugiés à l'extérieur de leur lieu d'hébergement. Au total, 560 personnes ont été blessées, dont 43 enfants. A cela s'ajoute 217 agressions contre des organisations d'aide et leurs bénévoles.⁽⁴³⁾

(42) Voir l'article de Red Ice TV " *Most Europeans Want Immigration Ban from Muslim-Majority Countries, Poll Reveals* ", in : <https://redice.tv/news/most-europeans-want-immigration-ban-from-muslim-majority-countries-poll-reveals>, extrait le 9.2.2017

(43) Voir l'article de WSWWS.org " *Massive increase in attacks on refugees in Germany* ", in : <http://www.wsws.org/en/articles/2017/03/07/refu-m07.html>, extrait le 8.3.2017

En France, à la veille de l'entrée en scène d'Emanuel Macron » (plus tard déclaré vainqueur), la cheffe du Front national anti-Islamique Marine Le Pen devenait la politicienne d'extrême droite



la plus populaire de France, après avoir obtenu un score plus important que l'ancien président Nicholas Sarkozy, qui espérait courir contre son rival socialiste François Hollande. Un sondage d'opinion pour la chaîne France 2 a révélé que près des trois quarts des électeurs conservateurs souhaitent que Le Pen ait plus d'influence et de pouvoir, avec près de la

moitié de la population qui lui est favorable. Seul un tiers des électeurs se sont déclarés avoir pour Sarkozy une opinion similaire, tandis que Hollande trainait derrière avec 27 pour cent. La plupart des électeurs français estimaient que Sarkozy et Hollande feraient tous deux de mauvais présidents. L'ancien Premier ministre français, Alain Juppé, bénéficiait du soutien de 72 pour cent de personnes qui croient qu'il devrait jouir de plus de pouvoir. Il était probable que lui et Sarkozy se battraient pour la candidature républicaine aux élections.⁽⁴⁴⁾ Cependant, un sondage Kantar Sofres-Onepoint révèle que le Pen perdrait la bataille et resterait hors du pouvoir, puisque la majorité des électeurs français considèrent la candidate présidentielle du parti du Front national de Marine Le Pen comme une menace à la démocratie. D'après ce sondage, 58 pour cent des répondants estiment que le parti anti-immigrant et eurosceptique représente un danger pour la démocratie, contre 47 pour cent enregistrés en 2013. Seuls 19 pour cent des enquêtés ont déclaré être en faveur de la présidence de Le Pen pour les cinq prochaines années, avec une minorité appuyant ses propositions d'abandonner l'euro et d'accorder la priorité à l'emploi des citoyens français plutôt qu'aux migrants légaux. L'enquête indique aussi qu'un tiers des personnes interviewées ont approuvé son idée principalement par rapport à la sécurité. Donc entre le candidat conservateur François Fillon, secoué par la tourmente provoquée par le scandale relatif à l'emploi de son épouse, d'une part, et la politique non vérifiée du centriste Emmanuel Macron, d'autre part, la plupart des sondages estimaient que Le Pen serait très susceptible de remporter le premier tour le 23 avril, mais tout en continuant à prédire sa perte dans la course aux élections présidentielles. Le Pen, qui a fait campagne en plaidant pour le nationalisme et la plate-forme contestataire, s'est engagée à réduire la migration, à renvoyer chez eux tous les migrants illégaux, et à imposer des taxes sur les contrats de travail des étrangers. Elle a également promis de renégocier le traité de l'Union européenne, de rétablir les frontières intérieures et la monnaie locale dès son élection. En 2012, Le Pen a terminé troisième dans la course aux élections présidentielle, mais a obtenu au premier tour un scrutin élevé inattendu. Environ 17,9 pour

(44) Voir l'article de Dailymail.co.uk " *National Front leader Marine Le Pen is the most popular right-wing politician in France* ", in : <http://www.dailymail.co.uk/news/article-3820001/National-leader-Marine-Le-Pen-popular-right-wing-politician-France-survey-finds.html>, extrait le 4.10.2016

cent des 44,6 millions de français ont voté pour une politique anti-immigration et l'abandon de l'euro.⁽⁴⁵⁾

Au Royaume-Uni, un sondage suggère que les gens font moins confiance à l'Islam et ses adeptes. Selon le rapport, les Britanniques sont plus susceptibles de penser que le terrorisme est inspiré par des opinions religieuses que pour toute autre raison, comme la pauvreté ou les maladies mentales. Dans un sondage en ligne YouGov qui examine les causes du terrorisme, dans lequel les répondants ont été invités à choisir dans une liste une ou deux causes possibles sous-tendant les actes de terrorisme, 33% des personnes interrogées ont opté pour les « opinions religieuses ». La deuxième réponse la plus souvent choisie était « ne sais pas », (neuf pour cent des répondants), suivie par « conditions sociales ou politiques », (seulement cinq pour cent des répondants). Les résultats restent globalement cohérents pour toutes les régions britanniques, avec Londres, par exemple, où les répondants ont le moins tendance à attribuer le terrorisme à des opinions religieuses (27%) et ceux des Midlands qui sont les plus susceptibles de le penser (37%). Entretemps, les jeunes sont à moitié moins susceptibles que les personnes âgées d'attribuer le terrorisme à la religion, alors que 20% des 18-24 ans tendent vers cette option, contre 41% des personnes de plus de 60 ans. Les jeunes cependant sont plus susceptibles d'être incertains des causes, avec 13% des 18-24 ans et 15% des 25-39 ans affirmant qu'ils ne savent pas pourquoi les gens se livrent à des actes terroristes. Le sondage, réalisé le 22 décembre, a interrogé 4.812 adultes britanniques, les résultats étant pondérés pour être représentatifs de la population britannique. A une question complémentaire où il s'agissait de répondre si «les actes terroristes commis par des Musulmans ne reflètent pas la nature de l'Islam», les répondants pensent en général que ce n'est pas le cas, avec 50 pour cent qui répondent par la négative, contre 33 pour cent qui ont déclaré qu'ils pensent que le terrorisme islamique reflète en quelque sorte la nature de l'Islam. Le sondage a été effectué quelques jours seulement après qu'un terroriste islamique ait foncé avec son camion sur les acheteurs au principal marché de Noël de Berlin, tuant douze personnes.⁽⁴⁶⁾

Aux Pays-Bas, avant la dernière élection du 15 mars, la montée de la xénophobie, du racisme et de la propagande anti-islamique a atteint des niveaux inquiétants. Geert Wilders et son Parti pour la Liberté (PVV), parti d'extrême droite, anti-islamique et xénophobe, continuaient à gagner en popularité et mettaient tout en œuvre pour gagner. Le parti de Wilders, le PVV, qui tenait une bonne avance dans les sondages, s'était promis de mettre fin à l'immigration des Musulmans, de fermer les mosquées et d'interdire les ventes du Coran aux citoyens néerlandais d'origine marocaine. Wilders a déchainé lui-même en février la colère du public lorsqu'il a qualifié les citoyens néerlandais d'origine marocaine de « racaille ». Le sondage hebdomadaire le plus récent, publié par l'Indicateur de sondage néerlandais 'Peilingwijzer', a prédit que le PVV gagnerait 25 sièges, juste un siège de plus que le parti au pouvoir, le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD) du Premier ministre Mark Rutte. Depuis ces

(45) Voir l'article de Famagusta Gazette " *Majority of French see Le Pen's far-right party threat to democracy: poll* ", in : <http://famagusta-gazette.com/majority-of-french-see-le-pens-far-right-party-threat-to-democracy-poll-p38906-69.htm>, extrait le 9.3.2017

(46) Voir l'article de Breitbart " *Most Brits Think Terrorism Is Inspired by 'Religious Views'* ", in : <http://www.breitbart.com/london/2016/12/23/brits-mostly-think-terrorism-inspired-religious-views/>, extrait le 24.12.2016

derniers mois et années, les Pays-Bas assiste à une recrudescence des agressions de haine raciste, antisémite et anti-islamique qui ont suscité de graves inquiétudes au sein de la population.⁽⁴⁷⁾ Mais alors que l'extrême droite récolte les votes aux Pays-Bas, les immigrants doivent faire face à des moments de plus en plus difficiles. Les sondages suggèrent que l'extrême droite doublera son vote lors des élections du 15 mars, ce qui sous-entend que l'identité nationale néerlandaise risquera de s'éroder après toutes ces longues années d'immigration musulmane, quand bien même les statistiques indiquent que les étrangers aux Pays-Bas qui le croit ne sont pas nombreux. De nombreux électeurs croient, par contre, que les immigrants musulmans ne seront pas en mesure d'intégrer un système de santé et de sécurité sociale naguère très généreux. Or même si le chef nationaliste fougueux Geert Wilders n'intégrerait pas la prochaine coalition au pouvoir en raison du refus des autres partis de travailler avec lui, il n'en aurait pas moins réussi à introduire son agenda politique anti-immigration. Dans la ville de Groningen, sur la côte Nord, des dizaines d'hommes et de femmes majoritairement musulmans - Africains, Arabes et certains Iraniens - attendaient des décisions sur les appels relatifs au rejet par le gouvernement de leurs demandes d'asile, un processus qui a trainé des années durant, pendant lesquelles les Pays-Bas ont commencé à réprimer sévèrement les migrants économiques.⁽⁴⁸⁾

Ce fut donc un soulagement lorsque le Conseil électoral néerlandais a annoncé les résultats officiels des élections législatives, qui se sont révélés très proches des prévisions électorales préliminaires et ont confirmé la victoire du Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD). Le VVD, parti du Premier ministre néerlandais Mark Rutte, a obtenu une victoire électorale en gagnant 33 sièges dans la chambre basse du parlement néerlandais sur 150, devenant ainsi la plus grande faction parlementaire, selon les données présentées par le Conseil électoral néerlandais. Son rival le plus proche, le Parti populaire pour la liberté (PVV) de Geert Wilders est venu en deuxième position, en assurant 20 sièges à la Chambre des représentants. Le parti du centre droit, l'Appel chrétien démocrate (CDA), partage la troisième place avec le parti social libéral démocrate 66, les deux parties gagnant 19 sièges chacun. La Gauche verte et le Parti socialiste néerlandais ont, quant à eux, gagné chacun 14 sièges. Le Parti travailliste néerlandais qui, avec ses 35 sièges, était le deuxième plus important groupe à la Chambre des représentants avant les élections, a subi une cuisante défaite, ne gardant désormais que neuf sièges. Le VVD de Rutte s'est également vu accorder deux sièges sur huit qui sont restés vacants après le dépouillement, tandis qu'un siège a été attribué à chacun des PVV, CDA, démocrates 66, socialistes, Green Lefts et le Parti travailliste. Selon le Conseil électoral néerlandais, la participation à ces élections législatives, tenues le 15 mars, était de 81,9%, la plus élevée depuis 1986. Au total, 13 partis étaient représentés au parlement, soit le nombre le plus élevé depuis 1972. Tard dans la journée du 15 mars, Wilders s'est avoué vaincu en reconnaissant la victoire de Rutte, peu de temps après la publication des résultats préliminaires du vote, tout en déclarant qu'il souhaiterait être invité à participer aux négociations de la coalition. Les négociations officielles concernant la

(47) Voir l'article de Daily Sabah News " *Rise of racism, xenophobia, Islamophobia worries in Netherlands* ", in : <https://www.dailysabah.com/europe/2017/03/11/rise-of-racism-xenophobia-islamophobia-worries-in-netherlands>, retrieved on 12.3.2017

(48) Voir l'article de Reuters " *As far right reaps votes, immigrants face tougher times in Netherlands* ", in : <http://www.dailymail.co.uk/wires/reuters/article-4296230/As-far-right-reaps-votes-immigrants-face-tougher-times-Netherlands.html>, extrait le 10.3.2017

S'agissant de la question des réfugiés, l'**Espagne** s'est avérée la seule « exception européenne » où les partis populistes de droite n'ont pas prospéré. Plus encore, en février 2017, environ 160.000 manifestants espagnols sont descendus dans les rues de Barcelone pour demander au gouvernement de prendre davantage de réfugiés. Les manifestants ont critiqué le gouvernement pour avoir manqué à son engagement de 2015 d'autoriser plus de 17.000 réfugiés d'entrer en Espagne dans un délai de deux ans. Cette gigantesque manifestation était un rappel saisissant

[illegible]

(49) Voir l'article de RT.com " *Dutch elections: PM Rutte's party wins, Wilder's far-right party second – official results* ", in : <https://www.rt.com/news/381689-netherlands-elections-official-results/>, extrait le 22.3.2017

(50) Voir l'article de Quartz " *Why right-wing populist parties have failed to flourish in Spain* ", in : <https://qz.com/914763/why-right-wing-populist-parties-have-failed-to-flourish-in-spain/>, extrait le 20.2.2017

2.2.2. Discours et campagnes islamophobes en Europe

- ***“ L’immigration islamique conquiert l’occident ”*** -

Geert Wilders a mis en garde ceux qui vivent dans le monde occidental, les avertissant que leur sécurité, leurs valeurs et leur mode de vie arriveraient à une fin imminente si les dirigeants nationaux continuaient à accepter des millions d’immigrants musulmans. Il a affirmé que l’islamisation n’est pas un événement isolé dans son pays, en Europe, dans le monde occidental, ou dans le monde. Dans cette veine, il a déclaré : « Maassluis n’est qu’une des nombreuses villes et quartiers néerlandais terrorisés par des gangs de jeunes marocains ou turcs. Il y a aussi Schilderswijk, Oosterwei, Kanaleneiland, Zaandam, Helmond. Il n’est donc pas surprenant qu’un sondage montre que 43 pour cent des Néerlandais veulent moins d’immigrants marocains dans notre pays ». Evoquant la récente vague mondiale de terrorisme perpétré par les djihadistes, Wilders a soutenu que les dirigeants du monde entier doivent cesser d’ignorer la menace évidente et prendre des mesures agressives à même d’empêcher les cellules terroristes isolées de surgir au sein de communautés musulmanes immigrées dans des dizaines de nations. Il a déclaré : « L’été noir du Jihad de 2016, avec des attentats terroristes partout dans le monde libre, nous rappelle que les ennemis de la liberté sont déjà parmi nous. Les élites dirigeantes du monde occidental ont accepté d’accueillir des millions de personnes dans nos pays sans leur demander de faire l’effort de s’insérer. »⁽⁵¹⁾

- ***“ L’Islam est comme la gangrène ”*** -

M. Le Maire, républicain et ancien ministre de l’Agriculture, a invité tous les socialistes désillusionnés à voter pour lui au premier et le plus décisif tour des élections françaises, prévues les 20 et 27 novembre. Il a déclaré à une revue française que l’Islam politique n’a cessé de ronger les valeurs laïques de la France pendant des années, et que les institutions islamiques sont dirigées à distance par de puissants leaders religieux établis dans des pays musulmans encore plus radicaux, dont l’Arabie saoudite et le Qatar. Il a affirmé que : « L’Islam politique est comme une gangrène. C’est une infection qui a entraîné le pourrissement des traditions libérales de la France. Il est urgent de reprendre le contrôle et de réorganiser les méthodes de fonctionnement des institutions islamiques basées dans notre pays ». Le Conseil français du culte musulman (CFCM) a intervenu pour donner aux dirigeants et militants salafistes-djihadistes une voix. Le conseil doit cependant devenir plus transparent et séculier s’il veut vraiment réussir à aider les Musulmans à s’insérer dans la société française ».⁽⁵²⁾

- ***“ La France a un problème avec l’Islam ”*** -

Le président François Hollande a déclaré que la France avait « un problème avec l’islam » et qu’il y avait trop d’immigrants arrivant dans le pays qui ne devraient pas être là. Hollande a précisé : « *Il est vrai qu’il y a un problème avec l’islam. Ça ne fait aucun doute. Ce n’est pas que l’Islam pose un problème au sens qu’il s’agit d’une religion dangereuse, mais dans*

(51) Voir l’article de Onenewsnow.com “ *Islamic immigration is conquering the West* ”, in : <http://www.onenewsnow.com/national-security/2016/10/02/wilders-islamic-immigration-is-conquering-the-west>, extrait le 3.10.2016

(52) Voir l’article du Sunday Express News “ *Islam is like ‘gangrene’ and wearing burqa is ‘serious crime’, says presidential candidate* ”, in : <http://www.express.co.uk/news/world/719641/Islam-like-gangrene-wearing-burqa-serious-crime-says-presidential-candidate-Bruno-Le-Maire>, extrait le 11.10.2016

la mesure où il veut s'affirmer comme une religion de la République. » Hollande a ajouté : « Je pense qu'il y a trop d'arrivées, d'immigration qui ne devrait pas être là ». L'immigration et l'identité nationale ont été parmi les thèmes clés de la campagne pour l'élection présidentielle de 2017. Une série d'agressions en France au cours de ces deux dernières années, conjuguée à la crise des migrants à l'échelle européenne, ont alimenté le sentiment anti-immigration. Un débat animé sur l'intégration musulmane dans la France résolument laïque avait atteint son point culminant en été lorsqu'une trentaine de villes ont interdit le maillot de bain «Burkini» couvrant le corps. La plus haute juridiction administrative de France a jugé qu'une telle interdiction constituait une violation grave des libertés fondamentales. Le très impopulaire Hollande n'avait pas encore déclaré s'il avait l'intention de se représenter aux élections. Mais son archirival Nicolas Sarkozy, dans la course à la nomination du Centre-droit, faisait campagne sur les thèmes populistes anti-immigration. Les politiques du gouvernement français - en particulier à la suite des attaques de Paris de 2015 et de la déclaration consécutive de l'état d'urgence - ont été sévèrement critiquées par des groupes de défense des droits pour la détention et le harcèlement des Musulmans à travers le pays.⁽⁵³⁾

- “ Il faut arrêter la construction de la mosquée ” -

L'archevêque d'Athènes et de toute la Grèce, Ieronymos II, a demandé de ne pas se presser à construire une mosquée à Athènes, et qu'il s'inquiétait sérieusement de la construction dudit édifice. S'exprimant sur une chaîne de télévision nationale, Ieronymos II a déclaré que les événements récents ont changé son avis positif concernant la construction d'une mosquée à Athènes, se référant à l'afflux récent de réfugiés et aux conflits sectaires dans les pays du Moyen-Orient. Il a exhorté les autorités à attendre avant d'entamer la construction que l'image s'éclaircisse concernant la situation des Musulmans à Athènes, à savoir si les nouveaux arrivants s'établiront provisoirement ou en permanence. Ieronymos II a également souligné que les mosquées sont susceptibles de devenir des centres de recrutement pour les groupes fondamentalistes, tout en faisant remarquer que la Grèce devenait à la fois moins chrétienne et moins grecque. A noter que le site prévu pour la construction de la première mosquée officielle a été pris d'assaut par des groupes radicaux portant une tenue militaire peu de temps après l'annonce de sa construction. L'agression a été dénoncée par des partis politiques grecs, y compris Syriza et Pasok, ainsi que par de nombreux groupes de défenseurs des droits de l'homme. Athènes demeure la seule capitale en Europe sans mosquée officielle, quand bien même le nombre des Musulmans qu'elle abrite se chiffre par centaines de milliers.⁽⁵⁴⁾

- “ Les Musulmans... tuez les tous ” -

La capitale Londres a été le théâtre d'un violent acte islamophobe lorsqu'un homme tenant un couteau à la main s'était écrié : « Je veux tuer un Musulman » avant de poignarder un autre homme sur un train de banlieue. Il aurait crié « retournez en Syrie » et « *Les Musulmans*

(53) Voir l'article de Aljazeera News “ *Hollande : France has a problem with Islam* ”, in : <http://www.aljazeera.com/news/2016/10/hollande-france-problem-islam-161013073501962.html>, extrait le 14.10.2016

(54) Voir l'article du Daily Sabah News “ *Greek archbishop calls for halt in Athens mosque construction* ”, in : <http://www.dailysabah.com/religion/2016/11/03/greek-archbishop-calls-for-halt-in-athens-mosque-construction>, extrait le 4.11.2016

... *tuez les tous* » avant de poignarder sa victime. Des témoins oculaires ont déclaré que l'attaquant était un homme noir qui a aussi menacé d'un couteau une femme portant un foulard avant l'agression violente. Tell Mama, un groupe britannique qui surveille les incidents antimusulmans, a déclaré que plus de 100 mosquées et organisations islamiques à travers le pays ont été la cible d'agressions anti-islamiques au cours des trois dernières années et demie. Dans un incident séparé, le meurtre de la députée britannique Jo Cox par un terroriste nationaliste démontre des tendances croissantes à travers le pays à la violence de la suprématie blanche, et des groupes néo-nazi et d'extrême droite. Le résultat du référendum de la Grande-Bretagne du 23 juin pour quitter l'Union européenne de 28 pays fut un choc. Lors d'une bataille référendaire menée dans le contexte de la pire crise migratoire d'Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, les partisans du pro-Brexit se sont appuyés énormément sur l'immigration dans leur campagne ainsi que sur la nécessité de reprendre le contrôle sur les frontières britanniques. Réagissant à la violence antimusulmane croissante et envers les réfugiés à travers le pays, le gouvernement britannique envisageait d'interdire le groupe d'extrême droite Action nationale en vertu de la loi de 2000 sur le terrorisme - la première fois qu'une organisation de droite est interdite dans le cadre de la législation. Une grande augmentation de crimes haineux en Grande-Bretagne a été constatée dans le sillage du référendum de juin, qui a permis aux Britanniques de voter pour sortir de l'UE, l'immigration étant l'une des questions clés. A leur apogée, les crimes haineux ont augmenté de 58 pour cent et la police a enregistré plus de 14.000 de ces crimes au cours de la période allant de la semaine précédant le vote jusqu'à la mi-août.⁽⁵⁵⁾

- “ Mohammed était un tueur pervers. Allah est le démon ” -

La mosquée de Tunbridge Wells a été fortement ébranlée par la carte ignoble et odieuse, reçue quelques jours avant Noël. Un expéditeur anonyme a envoyé la carte, où il était écrit, à la place des paroles bienveillantes habituelles, un message haineux disant : « Mohammed était un tueur pervers. Allah est le diable. Aucun vrai Dieu ne tolère le viol et le meurtre. Jésus-Christ triomphera. » La police de Kent a déclaré qu'elle se penchait sur l'incident. Un porte-parole a déclaré : « La police de Kent est au courant d'une carte offensante envoyée à une mosquée à Tunbridge Well. L'incident n'a pas été signalé directement, mais les agents mènent l'enquête et tout en apportant leur soutien à la mosquée ».⁽⁵⁶⁾

- “ Dans 10 ans nous serons tous Musulmans ” -

Monseigneur Carlo Liberati, l'archevêque émérite de Pompéi a prévenu que le Christianisme était en plein déclin et que l'Islam deviendrait bientôt la religion majeure en Europe, et d'ajouter « *Dans 10 ans, nous serons tous Musulmans de par notre stupidité* ». S'adressant au journal catholique italien La Fede Quotidiana le 14 janvier, l'archevêque a déclaré : « *Nous avons une foi chrétienne faible. Aujourd'hui, l'Église ne fonctionne plus comme il faut et*

(55) Voir l'article du Daily Sabah Europe “ *Man shouting ‘I want to kill all Muslims’ shows rising Islamophobia in UK* ”, in : <http://www.dailysabah.com/europe/2016/12/14/man-shouting-i-want-to-kill-all-muslims-shows-rising-islamophobia-in-uk>, extrait le 15.12.2016

(56) Voir l'article de The Sun “ *Tunbridge Wells Mosque receives Christmas card stating ‘Allah is the devil’* ”, in : <https://www.thesun.co.uk/news/2461380/tunbridge-wells-mosque-racist-christmas-card-allah-devil/>, extrait le 23.12.2016

les séminaires sont vides. Les paroisses sont la seule chose qui reste debout. Nous avons besoin d'une vraie vie chrétienne. Tout cela fraie la voie à l'Islam, sans compter qu'ils ont des enfants, mais pas nous. Nous sommes en pleine décadence ». L'archevêque a ajouté que le problème ne s'arrête pas à la seule immigration musulmane. Le nombre d'Européens de l'Est arrivant au cours de ces dernières années a également influé sur la qualité de vie des Italiens autochtones. Il a également critiqué l'Église catholique qui donne de l'argent aux migrants.⁽⁵⁷⁾

- “ Les Musulmans sont des parasites. Je les prendrais en chasse un par un ” -

Une femme a suscité l'indignation après s'être filmée urinant sur le Coran avant d'y mettre le feu. Dans la séquence incendiaire, la femme est debout devant un drapeau national slovaque alors qu'elle déclarait la guerre aux « parasites » musulmans. Dans cette vidéo, vraisemblablement filmée dans une forêt en Finlande, on peut voir la femme déchirant des pages du Livre sacré avant de baisser son pantalon et d'uriner. Elle a ensuite versé de l'essence à briquet et mis le feu. Puis parlant à la caméra, elle a menacé de chasser les Musulmans « un à un ». Elle a dit : « *Je n'ai que faire des plaintes pénales. Cela ne m'arrêtera pas. J'ai un message pour tout le monde, y compris la police - personne ne m'arrêtera* ». La vidéo a été transmise à la police en Slovaquie qui a procédé à une enquête.⁽⁵⁸⁾

- “ Arrêtons cette politique d'islamisation, sinon l'Europe aura une fin des plus brutales ” -

Heinz Christian Strache, le chef du Parti autrichien de la Liberté, d'extrême droite, a appelé à une interdiction totale de l'Islam. Il a déclaré à Salzbourg qu'il voudrait qu'une interdiction soit imposée aux symboles musulmans, à l'instar de la loi autrichienne qui interdit les symboles nazis. Il a également averti que l'Islam représente une menace existentielle pour l'Europe, déclarant qu'il faut « Mettre fin à cette politique d'islamisation... sinon les Européens arriveront à une fin abrupte ».⁽⁵⁹⁾

- “ L'Islam est plus dangereux que le nazisme ” -

Le politicien d'extrême-droite néerlandais, Geert Wilders, a de nouveau déclenché une vague d'indignation avec ses commentaires sur les Musulmans et la religion islamique. Dans une interview télévisée, Wilders a décrit l'Islam « *comme une idéologie qui est peut-être plus dangereuse encore que le nazisme* ». Il a plaidé en faveur de la fermeture des mosquées, qu'il compare à des temples nazis, déclarant à l'animateur radio néerlandais Rick Nieman que « *l'Islam n'appartient pas aux Pays Bas* ». Revenant sur sa promesse antérieure de criminaliser les détenteurs de Coran, Wilders n'en suggère pas moins que le texte religieux soit interdit

(57) Voir l'article de The Guardian News “ *Italian archbishop: In 10 years we will all be Muslims* », in : <https://www.theguardian.com/australia-news/2017/jan/17/malcolm-turnbull-says-australia-must-put-safety-first-when-asked-about-burqa-ban>, extrait le 18.1.2017

(58) Voir l'article de Metro.co.uk “ *Woman films herself urinating on Koran before setting it on fire* », in : <http://metro.co.uk/2017/02/16/woman-films-herself-urinating-on-koran-before-setting-it-on-fire-6451744/>, extrait le 17.2.2017

(59) Voir l'article de SOFREP “ *Austria's far-right party wants to 'ban' Islam* », in : <https://sofrep.com/72495/austrias-far-right-party-wants-ban-islam/>, extrait le 17.1.2017

dans les librairies et considéré dans la même optique que *Mein Kampf* d'Adolf Hitler. Il a ajouté que : « *Le Coran est beaucoup plus antisémite que Mein Kampf ; il est plein d'appels incitant à la violence* ». Il a déclaré aux téléspectateurs : « Nous fermerons les frontières et nous cesserons d'envoyer tout notre argent à l'étranger - vers l'Afrique, Bruxelles, la Grèce - C'est aux Hollandais vivant dans notre pays que nous le donnerons ». Malgré les promesses de ses opposants de ne pas travailler avec le PVV, Wilders a déclaré qu'il était confiant qu'il serait possible de former une coalition. Le Premier ministre Mark Rutte a déclaré sur Twitter le 13 février qu'il y aurait « zéro pour cent » de collaboration avec le leader d'extrême droite. Sa crédibilité avait été remise en question cependant par des critiques qui soulignent qu'il a essayé récemment de gagner les faveurs des électeurs PVV par le biais d'une lettre dans laquelle il avertit que les immigrants qui ne respectent pas les douanes néerlandaises rebrousseront chemin.⁽⁶⁰⁾

- “ *L'Islam et la liberté ne sont compatibles* ” -

Geert Wilders a déclaré que l'Islam menace les valeurs européennes et est incompatible avec la liberté. Wilders a déclaré : « *Les valeurs néerlandaises sont basées sur le Christianisme, sur le Judaïsme, sur l'humanisme. L'Islam et la liberté ne sont pas compatibles. Vous le voyez dans presque tous les pays où il domine. Il y a un manque total de liberté. La société civile, l'état de droit, la classe moyenne, les journalistes, les homosexuels, les apostats, ils sont tous en difficulté dans ces endroits. Et nous l'importons.* » Le leader du Freedom Party (PVV) a récemment réitéré ses déclarations controversées sur les immigrants marocains aux Pays Bas, les qualifiant de « racaille marocaine » avant de se reprendre : « Encore une fois, tous ne sont pas de la racaille, mais il y a quantité de racaille marocaine aux Pays Bas, principalement des jeunes qui rendent les rues dangereuses ».⁽⁶¹⁾

- “ *Je préférerais ne pas avoir le Coran aux Pays Bas dans la mesure où nous avons interdit Mein Kampf* ” -

Après avoir désigné de « racaille » la communauté marocaine en février et exprimé son souhait de fermer toutes les mosquées des Pays Bas s'il devenait Premier ministre, Wilders veut désormais interdire le Coran aux Pays Bas. Il a déclaré : « *e préférerais ne pas avoir le Coran aux Pays Bas dans la mesure où nous avons interdit Mein Kampf* ». Cela peut sembler symbolique, mais il aura au moins un effet tout aussi important. Si notre pays se prévalait d'une politique d'immigration plus rigoureuse que d'autres pays, les immigrants choisiraient d'autres pays.⁽⁶²⁾

(60) Voir l'article de l'International Business Times “ *Dutch politician Geert Wilders claims Islam is more dangerous than Nazism* ”, in : <http://www.ibtimes.co.uk/dutch-politician-geert-wilders-claims-islam-more-dangerous-nazism-1606492>, extrait le 15.2.2017

(61) Voir l'article du Independent.co.uk “ *Geert Wilders: Far-right Dutch PM front runner says Islam and freedom are not compatible* ” Politician, in : <http://www.independent.co.uk/news/world/europe/geert-wilders-dutch-pm-frontrunner-far-right-islamophobic-freedom-a7593466.html>, extrait le 23.2.2017

(62) Voir l'article de Morocco World “ *Wilders Wants to Ban Quran in the Netherlands* ”, in : <https://www.moroccoworldnews.com/2017/03/210321/wilders-wants-ban-quran-netherlands/>, extrait le 8.3.2017

Note de l'Observatoire d'islamophobie à l'égard de Geert Wilders :

Geert Wilders est une personne particulièrement axée sur la division, un politicien néerlandais qui, à l'origine, était membre du Parti populaire pour la liberté et la démocratie, avant de fonder le Parti pour la liberté en 2006 - un parti défini par son opposition à l'Islam et à l'immigration. Wilders répand toujours la haine et la campagne négative contre l'Islam et les Musulmans. Voici quelques-unes des déclarations les plus provocantes de Wilders, qui ont été consignées par l'Observatoire :

« Je préférerais n'avoir point de Coran du tout, sachant qu'aux Pays Bas nous n'en avons pas moins interdit Mein Kampf ». - lors d'un entretien avec Euronews, 2017.

« L'Islam est quelque chose que nous ne pouvons plus nous permettre aux Pays Bas. Je veux que le Coran fasciste soit banni. Nous devons arrêter l'islamisation des Pays Bas. En d'autres termes, plus de mosquées, plus d'écoles islamiques, plus d'imams ... Je ne dis pas que tous les Musulmans sont des terroristes, par contre presque tous les terroristes sont des Musulmans ». - Entretien avec The Guardian, 2008.

« Mes alliés ne sont pas Le Pen ou Jorg Haider ... Nous ne rejoindrons jamais les fascistes et les Mussoliniste d'Italie. J'ai très peur de m'être lié aux mauvais groupes fascistes de droite ». - Entretien avec The Guardian, 2008.

« J'ai une panic room dans ma maison, où je pourrais me réfugier si l'un des adhérents de la « religion de la paix » passait outre la sécurité permanente et accédait à mon domicile. En fait, ce n'est pas vraiment chez moi - Je vis dans une maison sécurisée du gouvernement, fortement protégée et étanche aux balles ». - Dans son ouvrage 'Marked for Death' (Marqué pour la vie) - La guerre de l'Islam contre l'Occident et moi », 2012.

« Il y a beaucoup de musulmans modérés, mais cela ne change rien au fait que l'idéologie politique de l'Islam n'est pas modérée : c'est un culte totalitaire aux ambitions mondiales ». Dans son livre 'Marked for Death - La guerre de l'Islam contre l'Occident et moi', 2012.

« Le Coran sur la table devant vous, c'est un manuel à l'intention des terroristes. Le sang coule goutte-à-goutte de ses pages. Il appelle à une guerre perpétuelle contre les non croyants. Ce Coran devant vous est le permis de chasse pour des millions de Musulmans. Un permis de tuer ». - Discours de Wilders à un débat parlementaire aux Pays Bas, 2014.

« Nous avons importé un monstre et ce monstre s'appelle l'Islam ». - Dans le magazine Times, 2016.

« La racaille marocaine aux Pays Bas ... encore une fois, tous ne sont pas de la racaille ... mais il y a pas mal de racaille marocaine aux Pays Bas qui rendent les rues dangereuses, surtout des jeunes ... et cela doit changer ». - Wilders en s'adressant à ses partisans à Spijkenisse, près de Rotterdam, 2017.

« L'instabilité à laquelle nous assistons en Angleterre pour le moment n'est que temporaire. A long terme, les Britanniques profiteront, tout comme nous, d'ailleurs, lorsque nous aurons quitté l'UE ». - Entretien avec Spiegel Online sur Brexit et un potentiel Nexit, 2016.

« Il y a une raison pour espérer. Il y a de la lumière au bout du tunnel. Des temps meilleurs viendront. Le vent a commencé à tourner l'année dernière. Cela nous a apporté la victoire - et ici, félicitations à - Donald Trump, le Président des États-Unis. » - Discours de Geert Wilders lors de la Conférence Europe of Nations and Freedom Conférence ' , 2017.

« Presque l'ensemble de l'Établissement, les universités des élites, les églises, les médias, les politiciens, compromettent les libertés que nous avons âprement gagnées. Jour après jour, et depuis des années, nous assistons à la dégradation de valeurs qui nous sont chères. L'égalité des hommes et des femmes, la liberté d'opinion et d'expression, la tolérance de l'homosexualité - tout cela est en recul ». - Discours de Geert Wilders à la conférence « Europe of Nations and Freedom Conférence », 2017.

2.2.3. La montée continue de l'extrême droite

Le Chapitre 1 s'est penché sur la montée de l'extrême droite et du populisme - caractérisé par un nationalisme exacerbé, un sentiment anti-immigrant, des ressentiments économiques et une profonde méfiance envers les alliances internationales et les pactes commerciaux - qui s'étaient développés à travers l'Europe depuis des années, en particulier dans les régions défavorisées. Ces mouvements populistes européens ont débouché sur une vue d'ensemble furieuse, motivés par des facteurs complexes qui varient considérablement d'un pays à l'autre, mais unis par un sentiment général d'injustice provoqué par *l'establishment politique* et tout ce qu'il représente. Or ceci arrive à un moment où les élections se déroulent en Autriche, aux Pays Bas et en France, et prochainement en Allemagne, c'est-à-dire les principales forces politiques et économiques européennes de l'Europe continentale.⁽⁶³⁾ Cette section examinera plus en détail la montée continue des extrêmes droites européennes, ainsi que sa connexion avec ce qui se passait aux USA.

Les partis d'extrême droite ont continué à bénéficier d'un soutien accru notamment en France, en Allemagne, en Autriche, aux Pays Bas, au Danemark, en Suède, en Hongrie et en Italie. En Autriche, bien que Norbert Hofer, du Parti de la Liberté, ait perdu le droit au deuxième tour de l'élection présidentielle en faveur du candidat indépendant soutenu par les Verts, Alexander Van der Bellen, son parti a quand même obtenu près de la moitié des voix. Aux élections législatives du Danemark, quelque peu auparavant, le Parti du peuple danois est arrivé en deuxième position. Aux Pays-Bas, le Parti pour la Liberté (PVV) d'extrême droite, dont le chef Geert Wilders a récemment



(63) Voir l'article de The Star Democrat " Europe's populist right feels galvanized after Trump's win ", in : http://www.stardem.com/news/national/article_eb3e3516-904f-59b3-ab98-7d77af3db067.html, extrait le 4.12.2016

été reconnu coupable d'incitation à la discrimination raciale, devrait arriver en première ou deuxième position aux élections prévues en mars 2017. L'Alternative pour l'Allemagne (parti anti-immigrés) dirigé par Frauke Petry, qui a obtenu 2 millions de voix lors des élections de 2013, devrait gagner en 2017 des sièges au Parlement. Nonobstant, aucun des partis d'extrême droite n'était en mesure de gagner une véritable majorité électorale dans tous les pays européens ; mais ils pourraient par contre façonner résolument les débats politiques et obliger d'autres partis à adopter certaines de leurs idées. Une telle tournure est d'ores et déjà vérifiable, en Allemagne par exemple où Angela Merkel, qui avait défendu sa politique d'accepter plus d'un million de réfugiés en 2015, a été récemment appelé à interdire le voile intégral ou le niqab - une évolution qui pourrait passer pour une réaction à la pression exercée par l'extrême droite. Dans l'ensemble, la domination de l'extrême droite pourrait sembler irrésistible, pour peu que la tendance politique dans les principaux pays européens tende vers l'opposition de l'Islam. C'est ainsi qu'en France aussi la cheffe du Front national Marine Le Pen devenait la politicienne la plus populaire de France, quoiqu'elle ait été écartée des élections après qu'Emmanuel Macron ait remporté la victoire. Des circonstances analogues se sont également produites aux Pays-Bas, en Autriche et en Allemagne.

En Europe surtout, l'élection de Trump a renforcé les forces de l'extrême droite et peu de temps après l'entrée en fonction de Trump, les groupes d'extrême droite se sont joints en vue de fêter la victoire de Donald Trump aux USA. Geert Wilders a rejoint Marine Le Pen et plusieurs autres dirigeants des partis populistes dans ce qui a été décrit comme un rassemblement « sans précédent » des groupes européens d'extrême droite à Koblenz, en Allemagne, en janvier. S'adressant à son public, Wilders a déclaré : « *Hier, une Amérique libre, aujourd'hui Koblenz, et demain une nouvelle Europe* ». Wilders, deuxième orateur après Le Pen, a été présenté comme « *l'homme qui a renoncé à sa propre liberté* ». L'affirmation de Wilders que « L'Europe a besoin du chef de l'AfD, Frauke, et non d'Angela » a été accueillie par les plus forts applaudissements. Le rassemblement était organisé par le parti allemand Alternative für Deutschland (AfD), sous le signe « Liberté pour l'Europe ». Outre Le Pen et Petry, le



rassemblement comprenait des membres de la Ligue nordique italienne, le Vlaams Blok de Belgique et le FPO d'Autriche. Tous ces partis étaient membres de l'alliance « l'Europe des nations et de la liberté » au Parlement européen.⁽⁶⁴⁾ Ils ont condamné l'Union européenne et exigé la reprise d'un vaste train de mesures, actuellement sous le contrôle politique de Bruxelles, et ce, dans l'intention évidente d'interdire d'autres mouvements

(64) Voir l'article de The Dutch " *Wilders joins far-right parties in attack on EU, Islam and the press* ", in <http://www.dutchnews.nl/news/archives/2017/01/wilders-joins-far-right-parties-in-attack-on-eu-islam-and-the-press/>, extrait le 22.1.2017

de migrants. En cela ils ont été inspirés par le Brexit et encouragés par la politique ouvertement nationaliste de la « l'Amérique d'abord », du président Trump. Cependant, le Parti britannique de l'indépendance et certains militants racistes d'Alternatif fur Deutschland étaient absents du rassemblement de Coblenz, alors que la rencontre elle-même était caractérisée par la haine et la xénophobie.⁽⁶⁵⁾ Le politicien néerlandais d'extrême droite Geert Wilders a déclaré que la victoire de Donald Trump aux élections présidentielles américaines était un signe que l'Occident vivait un « printemps patriotique » qui insufflerait une nouvelle force aux partis populistes d'Europe, tel que le sien. Wilders, dont le parti anti-immigration et antimusulman est en tête des sondages dans les élections parlementaires de 2017, a déclaré que les politiciens traditionnels ont perdu la confiance des électeurs en Occident en ignorant les problèmes qui leur tiennent le plus à cœur. Il a déclaré : « La victoire de Trump m'a prouvé que les gens en ont assez des politiciens politiquement corrects qui sont concernés et impliqués dans des problèmes qui les regardent, et non ceux qui sont importants pour le public ». ⁽⁶⁷⁾

Plus tard, ces groupes d'extrême droite ont salué l'esprit et la lettre du décret du Président Trump visant l'immigration musulmane aux USA. Le décret interdit aux ressortissants de sept pays musulmans suivants de visiter les États-Unis : l'Iran, l'Irak, la Syrie, le Yémen, la Libye, le Soudan et la Somalie. Le décret s'appliquait également aux personnes titulaires de cartes vertes, aux demandeurs d'asile et aux personnes à double nationalité. Le politicien néerlandais d'extrême droite Geert Wilders a été l'un des premiers politiciens européens à se féliciter de ce décret. Qui plus est, il a évoqué la loi interdisant aux citoyens israéliens de se rendre dans les pays arabes, ce qui est un précédent, et a demandé pourquoi la gauche n'a pas protesté. Un argument similaire a été avancé par Nigel Farage, qui s'est félicité Donald Trump pour cette interdiction, disant que « c'est pour cette raison que les gens ont voté pour Trump » et, à ce titre, est habilité à agir dans ce sens. Bien que Farage n'ait pas établi un lien entre les réfugiés et migrants de ces pays et le terrorisme, il a souligné avec insistance que le Président américain a le droit de respecter sa promesse. Marine Le Pen a fait écho à cet argument, faisant entendre que dans la démocratie c'est la majorité absolue qui gouverne, avec peu de tolérance pour les minorités.⁽⁶⁷⁾

Marine Le Pen a également applaudi l'interdiction controversée de voyager décidée par le Président américain Donald Trump et a déclaré qu'une réaction négative à cette décision serait de pure mauvaise foi. Elle d'ajouter : « *C'est une mesure temporaire. Elle cible six ou sept pays, qui sont bien sûr responsables des menaces terroristes. Donc, je pense que Donald Trump et ses services de renseignement voulaient mettre en place des critères et des conditions pour empêcher l'entrée de terroristes potentiels aux États-Unis où ils pourraient commettre des agressions, à l'instar de celles qui ont été commises en France* ». Lorsqu'on lui a demandé si elle imposerait une interdiction similaire en France, elle a évité de répondre directement,

(65) Voir l'article de Saudi Gazette " *Ugly, dangerous forces gather in Europe* ", in : <http://saudigazette.com.sa/opinion/editorial/ugly-dangerous-forces-gather-europe/>, extrait le 25.1.2017

(66) Voir l'article de Mareeg.com " *Dutch Far right Geert Wilders said Donald Trump's victory 'patriotic spring'* ", in <http://mareeg.com/dutch-far-right-geert-wilders-said-donald-trumps-victorypatriotic-spring/>, extrait le 11.11.2016

(67) Voir l'article de NewEurope.eu " *Europe's far-right welcomes Trump's Muslim immigration ban* ", in : <https://www.neweurope.eu/article/europes-far-right-welcomes-trumps-muslim-immigration-ban/>, extrait le 31.1.2017

disant seulement que la France devait être très vigilante et garantir ses frontières. Le Pen a souligné que cette cascade de décrets signés pendant les premiers jours de l'investiture de Trump, qui comprenait notamment la réduction de fonds et leur affectation aux programmes destinés à ériger un mur le long de la frontière entre les États-Unis et le Mexique, ne l'a pas surprise. Le Pen a vu l'ascension de Trump et le vote de la Grande-Bretagne pour laisser l'Union européenne comme une aubaine à sa campagne présidentielle, qu'elle avait menée sur la plate-forme de l'anti-immigration. Elle a appelé à interrompre l'entrée des immigrants en France, tout en écartant l'idée de rééditer le mur de Trump pour protéger les frontières françaises.⁽⁶⁸⁾ Un chef de parti a déclaré que la France pourrait mettre en place une interdiction de voyager semblable à celle des États-Unis si la candidate du Front national Marine Le Pen était élue présidente. Steve Briois, vice-président du Parti du Front national et membre de la campagne de Le Pen, a déclaré qu'ils seraient favorables à la duplication en France de l'interdiction de Trump. Briois, qui était également le maire de Hénin-Beaumont, a déclaré : « *Nous ne sommes plus dans le monde des Câlins-ours. Nous sommes dans un monde horrible, si bien que parfois vous devez prendre des mesures autoritaires, aussi choquantes qu'elles soient. Il est vrai que les États-Unis sont une cible pour les djihadistes, alors si Trump veut se protéger en interdisant aux gens de ces pays l'accès à son territoire, c'est son droit* ». Le Pen elle-même n'a pas parlé publiquement de l'interdiction de voyager, mais depuis le début de sa campagne, elle a soutenu qu'elle voulait faire sortir la France de l'Union européenne, renforcer ses frontières et freiner l'immigration. Pendant la période de transition de Trump, Le Pen a été repérée à la Tour Trump à New York, bien qu'elle n'ait pas dit si elle avait alors rencontré le président élu.⁽⁶⁹⁾

Au cours de l'année 2017, l'Observatoire était très préoccupé par la domination potentielle des partis populistes et d'extrême droite en Europe, et les Pays Bas, la France et l'Allemagne faisaient l'objet d'une attention particulière. Le scrutin néerlandais de mars 2017 a été le premier de trois grandes élections qui ont impliqué, en 2017, des membres fondateurs de l'Union européenne (UE). L'élection présidentielle française a eu lieu en avril et en mai. En septembre, la chancelière allemande Angela Merkel brigait un quatrième mandat. Ces trois élections étaient cruciales pour l'avenir de l'UE, car la montée du populisme d'extrême droite et du nationalisme est susceptible de menacer les fondements même du projet européen. Tous les yeux étaient tournés vers Geert Wilders, du Parti de la Liberté, puisqu'il a eu l'occasion de mesurer sa popularité électorale à une époque de troubles politiques massifs. M. Wilders est anti-Islam, anti-immigration et anti-UE, et pendant toutes les étapes de la campagne électorale, il était en tête des sondages. Les médias internationaux aimaient le décrire comme le Donald Trump néerlandais, en dépit des différences majeures qui les séparent. En effet, et contrairement à M. Trump, qui jusqu'en 2016 n'a jamais brigué de charges publiques, M. Wilders était au Parlement néerlandais depuis près de 20 ans. Auparavant, il était conseiller local et membre du Parlement. Il a créé le Freedom Party en 2004 après avoir quitté le Parti du

(68) Voir l'article de KPAX.com " *France's far-right leader Le Pen applauds Trump's travel ban* ", in : <http://www.kpax.com/story/34399549/frances-far-right-leader-le-pen-applauds-trumps-travel-ban>, extrait le 2.2.2017

(69) Voir l'article de Pittsburgh Post-Gazette " *France's far-right party says it could replicate Trump's ban if Le Pen is elected* ", in : <http://www.post-gazette.com/news/world/2017/02/01/France-s-far-right-party-says-it-could-replicate-Trump-s-ban-if-Le-Pen-is-elected/stories/201702010161>, extrait le 2.2.2017

centre-droit VVD. En 2010, il a remporté 24 sièges au Parlement néerlandais après obtention de 15 pour cent des voix. Mais alors que M. Trump limitait son interdiction contestée de voyager contre à seulement six pays à majorité musulmane, M. Wilders voulait aller encore plus loin. Il promettait de dé-islamiser les Pays Bas en fermant les mosquées et les écoles islamiques, en interdisant le Coran, et en réduisant à zéro le nombre de demandeurs d'asile et d'immigrants provenant des pays islamiques. Et si M. Trump a fait du travail et de l'économie les vecteurs de son programme, M. Wilders se concentrait davantage sur les questions d'identité nationale. Une grande partie de son manifeste électoral d'une page porte sur sa politique anti-islam et anti-UE. Or il n'y a point de place à l'emploi dans sa perspective. On peut lire dans le premier paragraphe de son manifeste : « »⁽⁷⁰⁾

Si Wilders avait été élu Premier ministre, sa victoire aurait été l'initiatrice de cette même idéologie qui a valu à Geert Wilders sa victoire, et il y avait une bonne raison pour susciter cette inquiétude. Le parti dirigé par Geert Wilders aurait pu battre les libéraux conservateurs du Premier ministre Mark Rutte si les élections avaient eu lieu plus tôt. Le Parti de la Liberté (PVV) pouvait compter sur 29 sièges sur les 150 sièges de la Chambre, selon un centre de sondage fiable, ce qui aurait fait le plus grand parti aux Pays Bas. En l'espace d'un mois, la popularité du PVV s'est amplifiée, gagnant six sièges supplémentaires. Les données suggèrent que l'eurosceptique M. Wilders pourrait devenir le prochain Premier ministre néerlandais, augurant ainsi la fin potentielle de l'adhésion néerlandaise à l'Union européenne. Les frustrations se sont accrues avec l'actuel gouvernement de coalition, et associées à un procès judiciaire en cours impliquant M. Wilders ont tôt fait de renforcer son soutien. M. Wilders, qui surfait une vague de populisme sur un édifice en cours d'effondrement, a demandé la fermeture des mosquées et des écoles islamiques. Son manifeste appelait à l'interdiction du Coran, tout en déclarant qu'il « ne voulait plus d'immigrants des pays islamiques ».⁽⁷¹⁾ Geert Wilders voulait « dé-islamiser » les Pays-Bas et interdire le Coran, comparant le Livre saint à Mein Kampf. Dans une interview télévisée, le fondateur anti-islamique du Parti néerlandais de la liberté a également comparé les mosquées aux temples nazis. Le politicien controversé avait déjà proclamé que l'Europe était sur le point d'entrer dans un « Printemps Patriotique » dans lequel les partis populistes triompheraient et aux Pays Bas et en France, après le Brexit et l'élection de Donald Trump à la présidence américaine. Au cours de cet entretien, Wilders a répété les remarques qu'il avait faites fréquemment dans le passé, en comparant le Coran à l'autobiographie de Hitler 'Mein



(70) Voir l'article de ABC.net.au " *Geert Wilders, Dutch right-wing politician, pledges to 'de-Islamise' the Netherlands ahead of election* ", in : <http://www.abc.net.au/news/2017-03-13/geert-wilders-pledges-to-de-islamise-the-netherlands/8348206>, extrait le 14.3.2017

(71) Voir l'article de Express " *EU set for another hammerblow: Geert Wilders' Freedom Party soars ahead in polls* ", in : <http://www.express.co.uk/news/politics/741449/geert-wilders-freedom-party-election-polls-ahead-eu>, extrait le 9.12.2016

Kampf.⁽⁷²⁾ Il a de nouveau déclenché l'indignation en février 2017 lors de sa campagne pour les élections législatives en attaquant la communauté marocaine aux Pays Bas, la désignant comme « la racaille » et en exprimant son désir de « nettoyer » le pays du « détritux marocain » avant de « le rendre au peuple néerlandais ». Wilders s'adressait ainsi à la presse dans la petite ville de Spijkenisse, au Sud de Rotterdam, en parlant de « la racaille marocaine aux Pays Bas ... Encore une fois, ils ne sont pas tous de la racaille, mais il y a quantité de racaille marocaine aux Pays Bas, principalement des jeunes qui rendent les rues dangereuses... et cela devrait changer ... Si vous voulez retrouver votre pays d'antan, si vous voulez que les Pays Bas reviennent aux habitants des Pays-Bas, retrouvez à nouveau votre maison, vous ne pouvez alors que voter pour le Parti de la liberté. S'il vous plait, faites-en sorte que notre pays, les Pays Bas, redevient à nouveau néerlandais ». Mais ce n'est pas la première fois que Wilders émette de tels commentaires à l'égard de la communauté marocaine néerlandaise. Le leader populiste a été condamné en décembre 2016 pour incitation à la discrimination et insultes à l'endroit des Marocains, avant et après les élections locales de 2014. Les déclarations de Wilders contre l'Islam lui ont valu, par ailleurs, le surnom « d'homme le mieux protégé des Pays Bas », en raison de la grande sécurité dont il jouit pendant ses voyages, après avoir reçu plusieurs menaces de mort pour ses opinions discriminatoires.⁽⁷³⁾

Plus encore, Geert Wilders a déclaré que l'Islam est une idéologie totalitaire, et non une religion. Aussi a-t-il appelé à ce que l'engagement constitutionnel néerlandais en faveur de la liberté de religion ne lui soit pas appliqué. Le politicien et chef du Parti néerlandais pour la liberté (PVV) a déclaré que même si l'Islam comportait bon nombre des attributs de la religion, il avait beaucoup plus à partager avec les idéologies totalitaires telles que le communisme et le fascisme, et devrait être de ce fait traité comme tel. Et de citer sa propre déclaration : « Non seulement on trouve plus d'antisémitisme dans le Coran que dans Mein Kampf - un autre livre terrible - mais il comporte un autre signe de totalitarisme, à savoir que l'on ne peut plus y renoncer. N'est-ce pas là une preuve du totalitarisme. L'Islam, en tant qu'idéologie ne permet aucune liberté. Regardez presque tous les pays où l'Islam prédomine dans le monde - vous constaterez un manque total de société civile, de règle de droit, de liberté de presse, ou encore pour les femmes, les chrétiens ou même ceux qui veulent abandonner l'Islam, les apostats. Vous pouvez, par exemple quitter le Christianisme ou le Judaïsme et devenir athée ou adepte d'une autre religion ; par contre vous n'êtes pas autorisé à quitter le fascisme, vous n'êtes pas autorisé à quitter le communisme. Et encore aujourd'hui aux Pays Bas, en Allemagne, dans le monde arabe, la peine est la mort si vous voulez quitter l'Islam. Ce type de réflexion, ce mode de violence au sein d'une idéologie est quelque chose que nous ne devrions pas importer ». Reconnaissant que son opinion est minoritaire et que la constitution des Pays Bas ne changerait probablement pas si son parti était victorieux lors des prochaines élections, il a précisé cependant que son objection s'adressait à l'Islam comme un ensemble d'idées, et non pas aux Musulmans.⁽⁷⁴⁾

(72) Voir l'article de Sbynews.blogspot.com " Geert Wilders promises to 'de-Islamize' the Netherlands ", in : <http://sbynews.blogspot.com/2017/02/geert-wilders-promises-to-de-islamize.html>, extrait le 15.2.2017

(73) Voir l'article de Morocco World " Populist Leader Geert Wilders Calls Moroccan Immigrants 'Scum' ", in : <https://www.moroccoworldnews.com/2017/02/208744/netherlands-populist-leader-geert-wilders-calls-moroccan-immigrants-scum/>, extrait le 20.2.2017

(74) Voir l'article de BlueWhite " Geert Wilders: Islam Is Not a Religion, It's a Totalitarian Ideology ", in : <https://bwi.forums.rivals.com/threads/geert-wilders-islam-is-not-a-religion-it%E2%80%99s-a-totalitarian-ideology.168323/>, extrait le 1.3.2017

Il a déjà fait mention, quoique précocement, d'un cauchemar ridicule qu'il ferait vivre aux Musulmans. Il a dit qu'il interdirait à l'ensemble du Cabinet turc de visiter les Pays Bas pour empêcher les ministres de faire campagne aux Pays Bas en faveur du référendum sur le changement de la constitution de la Turquie. Wilders a déclaré aux journalistes étrangers que le président turc Recep Tayyip Erdogan était un « leader islamo-fasciste ». Wilders a également accusé le gouvernement néerlandais de faiblesse pour ne pas avoir interdit au ministre turc des Affaires étrangères de tenir un rallye à Rotterdam pour soutenir la réforme constitutionnelle. Les médias néerlandais ont déclaré que le ministre des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu prévoyait un rallye à Rotterdam, où l'on compte une importante communauté de migrants turcs. Le Premier ministre Mark Rutte a considéré qu'un tel rallye était « indésirable » et a déclaré que son gouvernement n'y apporterait pas sa coopération. Les commentaires néerlandais ont fait suite à une discorde diplomatique la semaine précédente entre l'Allemagne et la Turquie à l'égard des rallyes référendaires.⁽⁷⁵⁾ Geert Wilders a menacé de dépouiller les 400000 Turcs ethniques du pays de leur double citoyenneté, les décrivant comme une « cinquième colonne ». Son appel venait en plein milieu d'une escalade de la confrontation opposant l'Europe occidentale et la Turquie, qui après avoir attisé les élections néerlandaises de mars, était susceptible d'assombrir le prochain sondage présidentiel français. Au cours du week-end, le gouvernement néerlandais a empêché deux ministres turcs de faire campagne dans le pays. Le Président Erdogan a frappé en accusant le gouvernement néerlandais d'agir comme des nazis, tout en avertissant que les Pays Bas pourraient faire face à de sévères sanctions.⁽⁷⁶⁾

Fort heureusement, c'est Mark Rutte qui est sorti vainqueur dans cette bataille éprouvante avec Geert Wilders, la figure raciste qui a lutté implacablement contre l'Islam, les Musulmans et tout ce qu'il pense que l'Union européenne n'a pas gagné. La victoire de Mark Rutte fut un revers pour le populisme après sa montée en Grande-Bretagne et aux USA, sauf que Geert Wilders et son idéologie anti-islam sont devenus plus populaires que jamais. Avec 20 sièges, son Parti pour la Liberté (PVV) est devenu après les élections le deuxième plus important parti au Parlement néerlandais, après le Parti populaire de Rutte pour la liberté et la démocratie (33 sièges). Néanmoins, l'Observatoire ne voit les choses de façon aussi simpliste. Wilders est hors de pouvoir, mais son influence est partout. Ses idées sur la menace que représente l'Islam, longtemps en marge du débat, gagnent de terrain sur le continent. Il a démontré comment les populistes peuvent changer les normes politiques, quand bien même ils sont perdants. Plus encore, les partis d'extrême droite peuvent influencer directement sur le gouvernement néerlandais et, par voie de conséquence, asseoir encore plus profondément l'idéologie anti-islamique dans le pays. L'élection induit des pressions sur le vainqueur, quel qu'il soit, pour se rapprocher davantage de l'ordre du jour de Geert Wilders. La Chambre des représentants néerlandaise compte 150 membres. Leur Chambre basse est élue selon un système de représentation proportionnelle, en vertu duquel les sièges sont

(75) Voir l'article de BayNews9.com " *Dutch populist Wilders: Ban Turkish Cabinet visits* ", in : http://www.baynews9.com/content/news/baynews9/news/article.html/content/news/articles/ap/2017/03/05/Dutch_populist_Wilders_Ban_Turkish_Cabinet_visits.html, extrait le 7.3.2017

(76) Voir l'article de The Times News' entry, in : <https://www.thelocal.it/20170308/italian-region-bans-veiled-women-from-entering-hospitals>, extrait le 13.3.2017

partagés entre un éventail de partis majeurs et mineurs. Le prochain Premier ministre devrait probablement former une coalition avec tout éventail de partis, alors que les principaux partis ont tous écarté l'idée d'un accord de partage du pouvoir avec M. Wilders, même s'il ne gagne pas le vote. En d'autres termes, Mark Rutte sera appelé à diriger une coalition dans un parlement n'ayant pratiquement plus de centre. Le soutien que le Parti travailliste de centre gauche devait apporter a connu une débâcle totale, n'ayant remporté que neuf sièges contre les 29 dont il disposait auparavant. Entretemps, une importante minorité d'électeurs néerlandais a soutenu des partis plus à gauche, y compris le parti écologiste GreenLeft et le parti progressiste libéral D66. Cela impliquerait que Mark Rutte, en dépit de sa réticence à collaborer avec Wilders, dispose d'un choix réduit pour former un gouvernement composé de partis dont le seul principe d'union est « Jamais Wilders ».

La France allait, à son tour, assister à un autre cauchemar potentiel, puisque Marine Le Pen de l'extrême droite était en tête des scrutins, alors que les campagnes se réchauffaient avant le premier tour des élections présidentielles françaises du 23 avril 2017. Malgré les craintes d'une autre victoire populiste et des menaces très réelles qui pèsent sur l'avenir de l'Union européenne, le sondage augmentait en sa faveur de jour en jour, atteignant alors 26 pour cent des voix. La campagne présidentielle de l'ancien Premier ministre français François Fillon était tombée en lambeaux après que le parquet financier ait entamée une enquête ouverte concernant les «emplois fictifs» dont il était accusé. Le scandale, portant sur des centaines de milliers d'euros provenant de l'argent des contribuables et versés à sa femme pour du travail qu'elle aurait ou n'aurait pas fait, a coûté à Fillon ses chances d'arriver à l'Elysée. Le centriste Emmanuel Macron a tiré profit de la chute en disgrâce de Fillon, qui a chuté jusqu'à 23 pour cent dans les sondages pré-électoraux. Emmanuel Macron est un anti-Trump français, et il entrait en lice pour l'Elysée. Un second tour est prévu le 7 mai 2017 pour le départage des voix entre les deux principaux candidats du premier vote.⁽⁷⁷⁾

Si seulement Le Pen avait été élue Présidente, on aurait assisté à l'introduction en France de la même idéologie « ultranationaliste » plébiscitée par Geert Wilders aux Pays Bas.



Marine Le Pen a dévoilé sa plateforme envisageant, d'une part une nation florissante « *Made in France*», privilégiant d'abord ses propres citoyens pour bénéficier des services de l'Etat et, d'autre part, un Etat détaché des règles fixées par l'Union européenne. Dans l'optique de Le Pen, les Français assureront la garde de leurs propres frontières, dépenseront des francs au lieu des euros et se défendront selon les plans du leader du Front national. Il

(77) Voir l'article de Yahoo News " *French fears as far-right Le Pen leads presidential polls* ", in : <https://uk.news.yahoo.com/french-fears-far-le-pen-173138956.html>, extrait le 17.2.2017

s'agit également de juguler l'immigration, surtout par les Musulmans. Dans l'esprit de Le Pen, les citoyens français auraient, grâce à sa politique de « priorité nationale », la préférence sur les citoyens de l'UE et les immigrants en matière de logement public et autres services, et réduire l'influence des fortes populations musulmanes françaises. Le Pen a exprimé l'espoir que la décision britannique de quitter l'Union européenne et l'élection du Président américain Donald Trump pourraient donner une impulsion morale aux électeurs populistes d'extrême droite. A ce propos, elle a déclaré : « *La France est une terre aux racines chrétiennes, de droit romain et de philosophie grecque. Nous avons le droit d'exiger que les cultures importées par ces nouveaux arrivants s'inclinent et s'effacent devant notre patrimoine* ». Le Pen a dirigé le Front national depuis 2011 et est venu en troisième position au scrutin présidentiel en 2012. Elle a cru en ce qu'elle appelait « patriotisme économique » et « protectionnisme intelligent ». Son plan prévoyait la réservation de marchés publics aux entreprises françaises si leurs offres étaient raisonnables, et une taxe pour les travailleurs étrangers. Le Pen a dénoncé ce qu'elle appelle le « modèle économique ultra libéral » de la mondialisation, les frontières ouvertes et une « immigration massive », notamment des Musulmans. De son point de vue, les immigrants ont pris les emplois des Français, ont rehaussé le risque terroriste dans le pays et ont dépouillé la France de sa propre identité. Parmi les engagements pris par Le Pen : plus d'adhésion au commandement intégré de l'OTAN. Plus d'euro comme monnaie, plus d'Union européenne ou de frontières ouvertes, et plus de seconde chance pour les étrangers sous surveillance et soupçonnés d'être des terroristes potentiels avant d'être expulsés.⁽⁷⁸⁾

Au cours de la période concernée, certains pays d'Europe ont également été observés de près, en plus des Pays Bas, de la France et de l'Allemagne, en raison du fort indicateur d'islamophobie démontré par des institutions et des personnages de l'extrême droite. Il s'agit, en l'occurrence, du Royaume-Uni, de la Suisse, de la Slovaquie, de la Hongrie et de la Norvège.

Au Royaume-Uni, dans la capitale britannique, environ 300 personnes ont participé à un rallye en faveur de l'islamophobie. Organisés par des groupes anti-islamiques, *Britain First* et la *English Defense League*, les rallyes séparés, qualifiés de « guerre contre le terrorisme », ont été décriés par certains partisans comme une tentatives pour impulser l'islamophobie. Sur les 1,6 millions de partisans de Britain First sur Facebook, plus de 2.700 ont exprimé leur désir de participer à la démonstration. Environ le même nombre de personnes ont également participé à un contre-rassemblement,



(78) Voir l'article de The Big Story « *French far-right candidate Le Pen's plan : 'Made in France'* », in : <http://bigstory.ap.org/article/platform-french-far-right-candidate-made-france>, extrait le 5.2.2017

organisé par Unite Against Fascism (UAF). La police métropolitaine a arrêté 14 personnes après des affrontements entre les foules rivales.⁽⁷⁹⁾ Dans cette même veine, des centaines se sont mobilisés pour protester contre le projet de centre islamique dans la banlieue de Trafford. Les manifestants portaient des banderoles qui disaient : « *Plus de mosquées* », tandis que d'autres tenaient des pancartes prônant la protection de la ceinture verte. Un manifestant a déclaré : « *Si quelque chose doit être construit là-bas pourquoi pas quelque chose pour tout le monde, pas seulement pour les Musulmans* ». Après la protestation, un porte-parole de l'Association musulmane Altrincham et Hale a précisé : « La communauté musulmane dans la région d'Altrincham et Hale a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, et nos installations existantes ne sont plus adaptées à cet objectif.⁽⁸⁰⁾ »

Alors que **la Suisse** se préparait à un référendum controversé sur l'immigration en février 2017, les Chemins de fer fédéraux suisses étaient pressés d'éliminer les publicités politiques présentant une femme en burqa, que les critiques ont qualifié de « propagande offensante ». Le référendum du 12 février devait naturaliser jusqu'à 25.000 immigrants de troisième génération âgés de moins de 25 ans, sous réserve qu'ils parlent l'une des quatre langues officielles du pays, respectent le droit suisse et répondent à d'autres critères. Le Parti populaire suisse (SVP) d'extrême droite, qui a ordonné la campagne publicitaire, s'est opposé au référendum, affirmant qu'une naturalisation plus large aurait des « *conséquences néfastes pour la culture et l'identité suisses* ». Les publicités anti-référendum du SVP représentaient une femme dans une burqa - symbole de la non insertion », comme l'a déclaré un personnage politique du SVP - arborant le slogan de la campagne : « *La naturalisation incontrôlée ? Non à la naturalisation facilitée* ». Le chemin de fer subissait une forte pression car le SVP a fait paraître les publicités dans les gares où des milliers de passagers les voyaient tous les jours. Sur Facebook, les critiques ont décrit la publicité sur la burqa comme propagande raciste et haineuse. Les publicités ont été créées par Goal AG, une agence connue pour ses publicités controversées sur l'assimilation musulmane et l'immigration. En



(79) Voir l'article de PressTV « *PressTV-Islamophobic event draws no more than 300* », in :

<http://www.presstv.ir/Detail/2017/04/02/516407/Islamophobic-event-draws-no-more-than-300>, extrait le 2.4.2017

(80) Voir l'article de Manchester Evening « *Hundreds turn out to protest against plans for Islamic centre in Trafford suburb* », in :

<http://www.manchestereveningnews.co.uk/news/greater-manchester-news/hundreds-turn-out-protest-against-12063895>, extrait le 23.10.2016

2009, alors que la Suisse débattait de l'expulsion des immigrants qui ont commis des crimes graves, Goal AG a conçu une affiche sur laquelle un mouton blanc délogeait un mouton noir d'un drapeau suisse.⁽⁸¹⁾

Le gouvernement de **la Slovaquie** a clairement indiqué en 2016, ce qu'il considère être la place l'Islam dans ce pays. En mars, les partis populistes et d'extrême droite ont été les vainqueurs des élections parlementaires. Un parti néo-nazi a remporté des sièges au Parlement pour la première fois et, bien avant les élections, le Premier ministre slovaque Robert Fico a mis en garde contre le danger que représentent les Musulmans. En mai, Fico a donné une entrevue dans laquelle il a déclaré que l'Islam n'a aucune place en Slovaquie. En juillet, la Slovaquie a assumé la présidence du Conseil de l'UE, un événement pour lequel les autres responsables européens n'étaient apparemment pas très enthousiastes, d'autant que l'Europe était en proie à une crise de réfugiés et la Slovaquie s'efforçait de lutter contre le système de distribution des réfugiés, affirmant qu'elle ne voulait plus en prendre davantage. En novembre, la Slovaquie a présenté un plan à l'UE en vertu duquel les pays pourraient dépenser plus d'argent, sinon de renforcer les frontières extérieures ou d'expulser les gens, au lieu de prendre leur part de migrants. En outre, la Slovaquie a suggéré aux États membres de l'UE d'accepter des mesures d'urgence sur une base volontaire en réponse aux meilleurs arrivages de réfugiés. La Slovaquie, comme tous les autres pays Visegrad (Tchéquie, Hongrie, Pologne, Slovaquie), avait refusé d'accueillir des réfugiés et des migrants d'Italie et de Grèce malgré un nombre record de demandeurs d'asile arrivés en Italie par bateau en 2016. En décembre, le gouvernement slovaque a approuvé une loi qui interdit à l'Islam de devenir une religion d'état. La loi stipule qu'une religion doit avoir au moins 50.000 adeptes pour être admissible à une subvention étatique. La loi a été proposée par le Parti national slovaque et a été approuvée à la majorité des deux tiers. Le parti lui-même a été cité comme disant qu'ils doivent faire tout en leur pouvoir pour qu'aucune mosquée ne soit construite à l'avenir.⁽⁸²⁾

En Hongrie, Laszlo Toroczkai, le maire d'Asotthalom, un village reculé d'environ 4000 habitants sur la frontière méridionale de la Hongrie avec la Serbie, a déclaré que s'il souhaitait attirer plus d'habitants dans le village, il ne voulait pas attirer des Musulman, soulignant son désir de « *Préserver les traditions* ». Toroczkai, élue en 2013 et vice-président du parti d'extrême droite Jobbik, a déclaré que les autorités du village voulaient accueillir de nouveaux résidents d'Europe occidentale, affirmant que le flux de réfugiés pourrait conduire à la « *disparition de l'Europe* ». Il a déclaré : « Nous accueillons principalement des personnes d'Europe occidentale, des gens qui ne tiennent pas à vivre dans une société multiculturelle. Mais nous ne voulons pas attirer des Musulmans dans le village, quand bien même quelques résidents musulmans vivent déjà parmi nous à Asotthalom. Il est très important pour le village de conserver les traditions. L'Europe est petite. Elle ne peut pas absorber les milliards de personnes d'Afrique et d'Asie du Sud, où il y a une explosion démographique. A ce train-là,

(81) Voir l'article de Heatstreet " *Swiss Up in Arms Over Ad by Far-Right Party Featuring Woman in Burqa* ", in : <http://heatst.com/culture-wars/swiss-up-in-arms-over-ad-by-far-right-party-featuring-woman-in-burqa/>, extrait le 14.1.2017

(82) Voir l'article de Foreign Policy " *Once Again, Slovakia Makes Life Harder for Muslims* ", in <http://foreignpolicy.com/2016/12/02/once-again-slovakia-makes-life-harder-for-muslims/>, extrait le 3.12.2016

on assisterait bientôt à la disparition de l'Europe. Nous pouvons d'ores et déjà constater le grand nombre de communautés musulmanes vivant au sein des communautés occidentales et qui n'ont pas été en mesure de s'intégrer. Nous ne voulons pas que la même chose se produise ici ».⁽⁸³⁾

En Norvège, dans un article qui a été apprécié par 20.000 personnes, la ministre de l'Intégration, Sylvi Listhaug, a écrit : « *Je pense que ceux qui viennent en Norvège doivent s'adapter à notre société. Ici, nous mangeons du porc, buvons de l'alcool et montrons notre visage. Lorsque vous venez ici, vous devez respecter les valeurs, les lois et les règlements en vigueur en Norvège* ». Omar Gilani Syed, criminologue qui travaillait à l'intégration des réfugiés, s'est demandé si, avec de telles déclarations, Listhaug pouvait continuer à assumer la responsabilité de l'intégration dans le pays. Il a déclaré : « *Si elle ne comprend pas la complexité de ces problèmes sociaux et n'a pas l'expertise nécessaire pour y faire face, il serait temps de se demander si elle ne devrait pas revoir sa position* » Zaineb Al-Samarai, une politicienne du Parti du travail de la Norvège, a accusé Listhaug de chercher délibérément à diviser les immigrants musulmans du reste de la société norvégienne. Elle a dit : « Je ne crois pas que la culture norvégienne soit à ce point faible qu'elle menace de s'échiner et se désagréger si l'une ou l'autre choisissait de porter un hijab comme costume national. La culture norvégienne n'est pas aussi faible ou en danger que vous le croyez. Et la culture norvégienne ne se réduit pas porc et à la coiffure ».⁽⁸⁴⁾

2.3. L'islamophobie dans le reste du monde

2.3.1. Myanmar

L'Observatoire n'ignore pas que la cause principale du problème des Rohingyas est plus politique que procédant de l'islamophobie, car le problème est suscité par le refus du gouvernement birman de reconnaître l'identité birmane des Musulmans Rohingyas, quand bien même beaucoup ont vécu dans le pays pendant des générations. Les autorités Birmanes continuent d'insister auprès des Rohingyas pour qu'ils se déclarent Bengalis, un terme qui a la préférence du gouvernement qui les considère comme des immigrants illégaux venus du Bangladesh. Eu égard à ce qui est arrivé au cours des deux dernières années et de la calamité dont le peuple des Rohingyas fait les frais, le gouvernement du Myanmar a subi des pressions pour donner la citoyenneté à autant de Rohingyas que possible, mais la manière dont il a procédé a soulevé de nombreuses questions telle que la nécessité que les Rohingyas s'auto-identifient comme Bengalis, condition que beaucoup trouvent injurieuse. Pour cette raison, des milliers de Musulmans Rohingyas dans la partie occidentale de l'Etat de Rakhine se retrouvent virtuellement prisonniers dans des camps où l'alimentation, l'eau et la santé font défaut. Des centaines sont ainsi morts pour des raisons qui auraient pu être évitées, telles que la malnutrition et les maladies. Des milliers ont aussi choisi de fuir et disparaître dans l'immensité de l'océan. De nombreux autres ont été assassinés par la

(83) Voir l'article de Independent.co.uk " *Hungarian Mayor seeks to ban Muslims and gay people from his village* ", in : <http://www.independent.co.uk/news/world/europe/muslims-gay-people-not-welcome-hungary-mayor-asotthalom-laszlo-toroczka-lgbt-rights-islamophobia-a7566916.html>, extrait le 8.2.2017

(84) Voir l'article de The Local " *Muslims call for Norway minister to resign after pork post* ", in : <https://www.thelocal.no/20161020/muslims-call-for-norway-minister-to-resign-after-pork-post>, extrait le 21.10.2016

majorité bouddhiste pendant les conflits communaux, selon les déclarations de l'association religieuse de la communauté des Rohingyas - inscrivant ainsi l'islamophobie dans le cercle vicieux du problème des Rohingyas.

Pendant la période en considération, les Musulmans Rohingyas faisaient constamment la manchette des médias internationaux en raison de l'approche sévère appliquée par les forces de sécurité birmanes à la suite de l'incident du 9 octobre, où 9 (neuf) policiers ont été tués. Le gouvernement du Myanmar a, en effet, réagi en lançant une agression contre le groupe minoritaire musulman. Trois villages habités par les musulmans Rohingyas à Rakhine ont été incendiés, des centaines de victimes ont été signalées, attirant l'attention du Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), qui a envoyé une mission d'enquête spéciale au Myanmar. Un rapport complet de la mission a été publié le 3 février 2017, confirmant la violation massive des droits de l'homme perpétrée par le gouvernement du Myanmar sur les Rohingyas. L'ONU a rapporté que l'opération militaire a contraint environ 34.000 membres de la minorité musulmane Rohingyas à fuir vers le Bangladesh voisin. Les résidents et les groupes de défense des droits ont accusé les forces de sécurité de violations pendant l'opération, y compris les exécutions sommaires et le viol, que le gouvernement d'Aung San Suu Kyi a nié. Le Myanmar a été même jusqu'à opposer une fin de non recevoir à l'appel des gouvernements islamiques d'empêcher les atrocités contre les musulmans Rohingyas, fustigeant plutôt la Malaisie pour son accueil d'une réunion de l'Organisation de coopération Islamique (OCI). Lors d'une réunion extraordinaire tenue par l'OCI à Kuala Lumpur, le Premier ministre malaisien a appelé le Myanmar à faire cesser la répression contre les Musulmans Rohingyas et à mettre fin à la cruauté indescriptible dont ils font l'objet. Le ministère des Affaires étrangères du Myanmar a déclaré le lendemain qu'il était regrettable que la Malaisie ait appelé la réunion d'urgence pour discuter du sort des Rohingyas. Le ministère a accusé la Malaisie d'exploiter la crise pour promouvoir un certain programme politique et ignorer les prétendus efforts que le gouvernement du Myanmar déploie pour résoudre la crise.⁽⁸⁵⁾

Or les mesures prises par le gouvernement du Myanmar pour aborder les derniers événements liés aux Rohingyas étaient on ne peut plus Islamophobes et de nature à aggraver encore davantage la situation. Il a été rapporté, en effet, que le gouvernement du Myanmar a mis en place un plan pour armer et former des résidents non musulmans dans le Nord agité de l'État de Rakhine. Des soldats ont inondé la région de Maungdaw le long de la frontière du Myanmar avec le Bangladesh. Par ailleurs, les forces de sécurité ont bloqué l'accès à la région aux travailleurs humanitaires ainsi qu'à la plupart des journalistes. Les Musulmans Rohingyas ont accusé l'armée d'exécutions, de viols et d'incendie des maisons de civils, chose que le gouvernement et les militaires ont évidemment niée. A cela s'ajoute la déclaration du chef de la police de l'Etat de Rakhine, le colonel Sein Lwin, annonçant que sa force a commencé le recrutement d'une nouvelle police régionale composée de l'ethnie Rakhine et d'autres minorités ethniques non musulmanes de la région. Min Aung, ministre du parlement de l'Etat de Rakhine et membre de la Ligue nationale de la démocratie du Myanmar, parti de Aung San Suu Kyi, a déclaré que les recrues aideraient à protéger les résidents contre les militants

(85) Voir l'article de ABNA " *Myanmar refuses to obey OIC's demand to end violence against Muslims* ", in <http://en.abna24.com/service/east-asia/archive/2017/01/21/806303/story.html>, extrait le 22.1.2017

à la suite des attentats du 9 octobre. La police a déclaré que dans un premier temps, 100 recrues âgés de 18 à 35 ans suivront un programme de formation accélérée de 16 semaines, commençant ce mois-ci dans la capitale de l'état, Sittwe, et que tout comme la police, ils recevront des armes et d'autres équipements. La CIJ a déclaré qu'une telle force ne pourra pas bénéficier de la formation et de la supervision nécessaires pour exercer des fonctions de police conformément aux normes relatives aux droits de l'homme et à la police professionnelle.

⁽⁸⁶⁾ Un incident Islamophobe a également été signalé lorsque les extrémistes bouddhistes ont attaqué les Musulmans du Myanmar qui célébraient l'anniversaire du Prophète Mohammed à Yangon, alors que les tensions Islamophobes se faisaient sentir pendant la campagne militaire dans le Nord de l'État de Rakhine. Des dizaines de personnes menées par une poignée de moines à la robe marron, ont défilé au YMCA dans la capitale commerciale du Myanmar pour fermer un service marquant l'anniversaire du Prophète Mohammed. Des témoins ont déclaré que les moines ont fait irruption peu de temps après le commencement de la cérémonie et exigé sa fermeture. Bien que la police ait été appelée, elle n'a pas intervenu pour arrêter les extrémistes. Le sentiment islamophobe n'a pas cessé de croître au Myanmar depuis les incidents meurtriers de 2012 entre les bouddhistes et les Musulmans Rohingyas dans la région occidentale de l'État de Rakhine. Ces dernières années, les extrémistes bouddhistes s'employaient à restreindre le culte musulman, à détruire les mosquées et à tenter d'interdire des cérémonies telles que l'immolation rituelle du mouton lors des festivités de l'Eid al-Adha (fête du Sacrifice).⁽⁸⁷⁾

2.3.2. Australie

Les groupes d'extrême droite étaient très actifs en Australie au cours de la période en considération. Cependant c'est autour des réfugiés musulmans que s'articulait le problème majeur du pays et embrasait les débats depuis que le gouvernement conservateur a annoncé des plans visant à interdire en permanence les demandeurs d'asile qui ont tenté de rejoindre l'Australie par bateau. A Melbourne, par exemple, des groupes anti-islamiques se sont ralliés contre une proposition visant à abriter 120 réfugiés de Syrie et d'Irak, dans un foyer de vieillards dans la banlieue d'Eltham à Melbourne. La police, fortement présente, a séparé le groupe de plus de 100 personnes rassemblé en faveur de la proposition. Des protestations antérieures entre groupes anti-immigration et groupes pro-immigration ont viré à l'affrontement violent. Jusqu'à présent, l'Australie appliquait la politique d'envoyer des demandeurs d'asile en Papouasie-Nouvelle-Guinée et Nauru, où leur statut de réfugiés était soit confirmé ou rejeté.⁽⁸⁸⁾ Les groupes d'extrême droite ont été prompts à saisir les réseaux sociaux pour attribuer l'incident à la politique de l'Australie en matière de réfugiés. L'incendie a laissé 27 blessés, dont six avec des brûlures graves qui ont été emmenées à l'hôpital.

(86) Voir l'article de One America News Network' News " *Myanmar's plan to arm, train non-Muslims 'recipe for disaster': jurist group*", in : <http://www.oann.com/myanmars-plan-to-arm-train-non-muslims-recipe-for-disaster-jurist-group/>, extrait le 6.11.2016

(87) Voir l'article du Daily Sabah News " *Buddhist hardliners attack Myanmar Muslims celebrating Prophet Mohammed's birthday* ", in : <https://www.dailysabah.com/islamophobia/2017/01/08/buddhist-hardliners-attack-myanmar-muslims-celebrating-prophet-mohammeds-birthday>, extrait le 9.1.2017

(88) Voir l'article de Reuters " *Australia's far-right groups protest Syrian refugee housing* ", in : <http://www.reuters.com/article/us-australian-protests-farright-idUSKBN13005X>, extrait le 6.11.2016

Les posts de Facebook sur la page de The True Blue Crew, l'un des deux organisateurs du rallye, représentaient des gens appelant le gouvernement à interdire les réfugiés, en particulier les Musulmans. Un homme a écrit : « *Nous devons rester ensemble et prouver au gouvernement que la partie est jouée et finie. Non aux réfugiés* » ; Un autre disait : « Fermez les frontières ». Le rassemblement du dimanche sur les marches du Parlement a été initialement planifié par des groupes d'extrême droite pour célébrer l'élection du nouveau président américain Donald Trump et montrer « *aux Américains que nous sommes avec eux* ».⁽⁸⁹⁾ Le gouvernement australien a annoncé en 2015 sa décision de prendre en charge un lot unique de 12.000 réfugiés fuyant le conflit en Irak et en Syrie, soulignant que les minorités ethniques de ces pays seraient prioritaires.

Il est aussi un autre problème qui prend de l'ampleur, à savoir celui de la Burqa et du Niqab, surtout depuis que certains politiciens en ont fait un discours public. La leader australienne du «One Nation», Pauline Hanson, a déclaré que son parti passerait à l'interdiction de la burqa à l'échelle nationale, tout en indiquant que cette interdiction serait mise en place au Queensland sous réserve qu'il soit le vainqueur des élections de l'État. Elle a déclaré que le parti compte avancer une proposition visant à interdire la burqa dans les espaces publics, y compris les écoles et les bâtiments administratifs du Queensland. A la suite des commentaires du sénateur Hanson, le Premier ministre Malcolm Turnbull a déclaré aux journalistes : « *Nous ne voyons pas beaucoup de burqas en Australie ... nous avons une société très ouverte, nous avons une société facile à vivre, nous ne disons pas aux gens ce qu'ils doivent porter* ». One Nation avait plus de 30 candidats aux élections du Queensland et, d'après un sondage d'opinion, bénéficiait d'un soutien de seize pour cent dans l'État.⁽⁹⁰⁾ La sénatrice Jacqui Lambie a également introduit une loi interdisant aux femmes musulmanes de porter la burqa en public. La sénatrice Lambie a insisté sur le fait que le recouvrement intégral du visage effraie les Australiens, et le droit de se sentir en sécurité doit l'emporter sur celui relatif à l'expression de la liberté religieuse. Elle a déclaré qu'une interdiction nationale de tous les vêtements dissimulant l'identité était nécessaire pour des raisons de sécurité nationale, à moins que le porteur n'ait une excuse raisonnable et légitime. S'adressant au Parlement, elle a dit : « *Certains petits groupes peuvent avancer qu'ils ont le droit d'exprimer leurs sentiments ou opinions religieux au moyen de vêtements qui dissimulent leur identité, et bien que leur nombre soit limité, il n'en demeure pas moins que c'est la sécurité de la communauté qui doit passer en premier* ». Le projet de loi privé, présenté au Sénat en février, a relié l'interdiction au niveau national de menace terroriste, entrant en vigueur parallèlement avec la menace terroriste. Le projet de loi interdit aux gens de couvrir entièrement le visage dans les juridictions du Commonwealth, tels les aéroports, ainsi que l'ACT et le Territoire du Nord. En vertu de cette loi, il est illégal de contraindre une autre personne ou un enfant à porter à dissimuler entièrement le visage, et entraînerait un emprisonnement de six mois, voire même 12 mois s'il s'agit de former un enfant à se couvrir entièrement le visage.

(89) Voir l'article de TheAge.com " *Far-right group to rally in Melbourne as Springvale fire tragedy fuels racism on social media* ", in : <http://www.theage.com.au/victoria/far-right-group-to-rally-in-melbourne-as-springvale-fire-tragedy-fuels-racism-on-social-media-20161119-gst16k.html>, extrait le 21.11.2016

(90) Voir l'article de SkyNews " *Hanson to move ahead with burqa ban plan* ", in : <http://www.skynews.com.au/news/top-stories/2017/01/17/hanson-to-move-ahead-with-burqa-ban-plan.html>, extrait le 18.1.2017

2.3.3. Les territoires palestiniens occupés

Une importante vague d'islamophobie a émergé d'Israël avec l'approbation des représentants du Knesset israélien à ce qu'on connaît désormais comme la « *Muezzin Bill* » (loi du Muezzin) et qui interdit aux chefs religieux d'utiliser des haut-parleurs ou des systèmes de sonorisation pour appeler les fidèles à la prière. Le Comité ministériel pour la législation a débattu du projet de loi en novembre 2016 avant d'approuver sa présentation au vote du Parlement. Il était probable qu'elle soit adoptée du fait qu'elle bénéficiait du soutien solide de la coalition au pouvoir dans le pays. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a exprimé son soutien lors de sa réunion hebdomadaire du Cabinet, en disant que les citoyens de toutes les religions se sont plaints du bruit excessif générés par les Muezzins, les responsables de la mosquée qui traditionnellement appellent les fidèles à la prière à partir du minaret du bâtiment. Mais alors que le but du projet de loi était principalement de freiner la pollution sonore, la loi proposée contenait une clause pernicieuse à la liberté de religion. L'Observatoire estime que la loi visait spécifiquement les Musulmans⁽⁹¹⁾. Ce projet de loi soutenu par le gouvernement a été bloqué par les Juifs ultra-orthodoxes du pays. Il devait être examiné en première lecture au parlement, jusqu'à ce que le ministre de la Santé, Yaakov Litzman, membre du Parti ultra-orthodoxe du Judaïsme unifié de la Torah, intervienne pour faire appel contre le projet de loi, affirmant que cette loi serait susceptible d'affecter les prières juives à la voix tout aussi forte. Le projet de loi a été adopté par un comité ministériel et devait encore faire l'objet de trois lectures au Parlement avant de devenir loi. Le projet de loi doit encore être mis en attente jusqu'à ce qu'un comité ministériel tienne un deuxième vote. Le projet de loi a été élaboré en réaction au bruit des mosquées, mais est applicable théoriquement à toutes les institutions religieuses, y compris les synagogues. Le ministre a déclaré : « *Depuis des milliers d'années, la tradition juive a utilisé divers outils, y compris les shofars (cornes) et les trompettes pour les vacances juives ... Depuis la mise au point de la technologie, des haut-parleurs ont été utilisés pour annoncer le début du sabbat, au niveau de volume autorisé et en conformité avec toutes les lois* ». Et d'ajouter que la loi proposée constitue une ingérence dans la pratique religieuse et le statu quo existant entre les autorités religieuses et l'État. En signe de protestation contre le projet de loi, le législateur arabo-israélien Talab Abu Arar a chanté l'Adhan au parlement au cours de cette même semaine, provoquant de furieuses protestations de la part de certains membres juifs. Les députés arabes se sont opposés au projet de loi et ont poussé Litzman à user de son pouvoir de ministre pour le bloquer, en faisant valoir le principe que la pratique religieuse est un droit commun tant pour les Juifs que pour les Musulmans. Environ 17,5 pour cent des Israéliens sont des Arabes, dont une grande majorité des Musulmans, mais ils se plaignent de la discrimination et sont sous-représentés dans les emplois de haut niveau.⁽⁹²⁾

(91) Voir l'article de The Independent " *Israeli ministers to ban use of speakers for Muslim call to prayer due to 'noise pollution'* ", in : <http://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/israel-palestine-mosque-call-to-prayer-banned-bill-passes-a7416121.html>, extrait le 15.11.2016

(92) Voir l'article de The Indian Express " *Israeli bid to turn down mosque prayer calls blocked* ", in : <http://indianexpress.com/article/world/world-news/israeli-bid-to-turn-down-mosque-prayer-calls-blocked-4379115/>, extrait le 18.11.2016

2.3.4. La Chine

Tout récemment, les autorités de la région chinoise du Xinjiang ont mis en vigueur une politique consistant à interdire aux parents de donner à leurs enfants des noms islamiques, et ce, dans un ultime effort visant à oblitérer l'influence de la religion sur la vie quotidienne de la minorité ethnique des Ouïghours. Selon une liste distribuée par des militants Ouïghours vivant à l'étranger, les termes « Muhammad », « Djihad » et « Islam » figuraient parmi au moins 29 noms maintenant interdits dans la région fortement musulmane. Un fonctionnaire d'un bureau de sécurité publique dans un arrondissement de la ville de Kashgar, au Sud du Xinjiang, ayant de profondes influences islamiques, certains noms ont été interdits parce qu'ils avaient une « connotation religieuse ». On ignore encore l'étendue de cette interdiction, ou si elle était rigoureusement appliquée. Ces restrictions concernant les noms s'inscrivent dans une démarche gouvernementale plus large visant à séculariser le Xinjiang, qui abrite quelque 10 millions de Ouïghours. Les hauts responsables ont déclaré publiquement que la pensée islamique radicale est venue d'Asie centrale infiltrer la région, dans le prolongement d'une insurrection sanglante qui a réclamé des centaines de vies pendant de longues années. Des chercheurs et des fonctionnaires de haut niveau, y compris le Président chinois Xi Jinping lui-même, ont exhorté les gouvernements locaux à mieux assimiler leurs minorités musulmanes dans la culture de la majorité chinoise Han. Outre l'interdiction des noms islamiques, les fonctionnaires locaux du Xinjiang ont, au début, fortement découragé ou interdit le port du voile islamique, tandis que des personnalités proches du gouvernement réclamaient l'interdiction des mosquées munies de dômes ou d'autres styles d'architecture moyen-orientale.⁽⁹³⁾ Un peu plus tôt, la province chinoise a interdit les « barbes », décision que certains groupes de défense des droits de l'homme considèrent comme une politique répressive. Ces restrictions ont été approuvées par les législateurs du Xinjiang et promulguées sur le site officiel. Mieux encore, les règlements exigent que tous les travailleurs interviennent pour dissuader celles qui couvrent entièrement leurs corps, y compris le voile sur leurs visages. En conséquence, ces personnes ne peuvent plus entrer dans des lieux publics et, le cas échéant, être signalées à la police.⁽⁹⁴⁾

2.4. Autres tendances islamophobes

2.4.1. Les attitudes et politiques islamophobes à l'égard du voile, du hidjab et de la burqa

La phobie publique à l'égard du voile, du hidjab et de la burqa a commencé en France en 2010, lorsque le Président Nicolas Sarkozy et les dirigeants des deux chambres du Parlement français ont été majoritairement favorables à l'interdiction, en avançant que le visage voilé menaçait la laïcité du pays, les droits des femmes et la sécurité publique. Par la suite, l'Assemblée nationale française a proposé, le 13 juillet 2010, un projet de loi qui a été adopté ensuite par le Sénat le 14 septembre 2010 de la même année, portant sur l'interdiction du

(93) Voir l'article de ABC News " *China bans list of Islamic names in restive Xinjiang region* ", in : <http://abcnews.go.com/search?searchtext=China%20bans%20list%20of%20Islamic%20names%20in%20restive%20Xinjiang%20region>, extrait le 28.4.2017

(94) Voir l'article de India Times News " *China Puts A Ban On 'Long Beards' And Veils In Public, Adding To The List Of Most Ridiculous Rules* ", in : <http://www.indiatimes.com/news/world/china-puts-a-ban-on-long-beards-and-veils-in-public-adding-to-the-list-of-most-ridiculous-rules-275238.html>, extrait le 10.4.2017

port du voile couvrant le visage, y compris le masque, burqa, casque, cagoule, niqab et autres voiles couvrant le visage dans les lieux publics.⁽⁹⁵⁾ Le principal argument appuyant cette proposition était que la couverture du visage empêche d'identifier clairement la personne, ce qui constitue à la fois un risque sécuritaire et un obstacle social au sein d'une société qui repose sur la reconnaissance et l'expression du visage en matière de communication. Ainsi, il était devenu illégal en France, depuis le 11 avril 2011, de porter un voile couvrant le visage ou autre masque dans les lieux publics tels que la rue, les magasins, les musées, les transports en commun et les parcs. En 2016, plusieurs villes côtières françaises ont appliqué l'interdiction du

Burkini, une combinaison que les femmes musulmanes portent pour la natation, après que les responsables gouvernementaux aient déclaré que cela suscitait des inquiétudes sur le plan de la sécurité. L'interdiction a provoqué des centaines de manifestations dans toute la France et l'Europe, les protestataires affirmant qu'elle portait atteinte à leurs droits humains.⁽⁹⁶⁾

Ce qui se passait en France en 2010 s'inscrit, en fait, dans la longue lignée de ressentiments historiques en Europe contre cette tenue vestimentaire particulière, dont les débuts remontent d'ailleurs à 2003. Le calendrier suivant pourrait aider à mieux en comprendre le déroulement.⁽⁹⁷⁾



24 septembre 2003 - La Cour constitutionnelle fédérale allemande se prononce en faveur d'une enseignante afghane qui veut porter un foulard islamique à l'école, mais le tribunal a également déclaré que les États peuvent modifier leurs lois localement s'ils le souhaitent. Le résultat de cette décision est que la moitié des régions allemandes ont interdit aux enseignantes de porter le foulard.

3 février 2004 - L'assemblée nationale française entame l'examen d'un projet de loi visant à interdire dans les écoles le port des symboles religieux, y compris les foulards musulmans, les calottes juives et les croix chrétiennes de grandes dimensions.

11 avril 2011 - Conformément au décret du Premier ministre français François Fillon, il est interdit aux femmes de porter le niqab dans tous les lieux publics. En vertu de la première

(95) Voir l'article de The New York Times News " *Parliament Moves France Closer to a Ban on Facial Veils*, in : http://www.nytimes.com/2010/07/14/world/europe/14burqa.html?_r=0

(96) Voir l'article de Sputnik International " *Europe's Burqa Ban Boom Proves Unpopular in US despite Trump Rhetoric* ", in : <https://sputniknews.com/society/201701171049689305-brits-germany-ban-burqa/>, extrait le 18.1.2017

(97) Voir l'article de The Guardian News " *Headscarves and Muslim veil ban debate : a timeline* ", in : <https://www.theguardian.com/world/2017/mar/14/headscarves-and-muslim-veil-ban-debate-timeline>, extrait le 15.3.2017

interdiction, le voile intégral est interdit pratiquement partout en dehors du foyer de la femme, à l'exception des lieux de culte ou en voyageant en tant que passagère dans une voiture.

31 mars 2010 - Un comité belge vote l'application de la première interdiction européenne contre le port de la burqa et du niqab en public. Le gouvernement français impose, quant à lui, d'abord l'interdiction, car la loi interdisant le voile intégral n'est entrée en vigueur en Belgique qu'en juillet 2011 - trois mois après l'interdiction française.

1^{er} juillet 2014 - La Cour européenne des droits de l'homme confirme l'interdiction de la burqa en France. Les juges ont indiqué que le «dessein légitime» des autorités françaises était de préserver une certaine idée du «vivre ensemble».

22 mai 2015 - Le Cabinet néerlandais approuve une interdiction partielle du voile islamique intégral dans les transports en commun ainsi que dans les lieux publics. L'interdiction ne s'applique pas au port de la burqa ou du niqab dans la rue, sauf pour des raisons spécifiques de sécurité.

18 janvier 2016 - L'ancien Premier ministre britannique, David Cameron, a déclaré qu'il soutiendrait les institutions avec des «règles sensibles» à l'égard des Musulmanes portant le voile intégral, mais a exclu son interdiction totale en public.

18 août 2016 - Le Premier ministre français, Manuel Valls, a défendu les interdictions municipales concernant le burkini, vêtement de bain islamique conçu pour les femmes musulmanes après que les maires aient imposé l'interdiction du burkini dans plusieurs villes balnéaires, dont Cannes, Villeneuve-Loubet et Sisc en Corse.

6 décembre 2016 - La chancelière allemande, Angela Merkel, approuve une interdiction partielle de la burqa et du niqab.

30 janvier 2017 - La coalition au pouvoir en Autriche accepte d'interdire le voile intégral, tels la burqa et le niqab, dans les tribunaux et les écoles. Elle s'est également engagée à enquêter sur l'interdiction des foulards portés par les femmes employées dans les services publics, le but étant de consolider la coalition au pouvoir et, par extension, de rassurer le Parti anti-immigration de la liberté.

14 mars 2017 - Dans sa première décision sur la question du foulard, la Cour de justice européenne juge qu'il appartient aux employeurs d'interdire à leur personnel le port de symboles religieux visibles.

A l'heure de l'élaboration de ce rapport, au moins 12 (douze) pays européens ont partiellement ou totalement interdit le voile, le foulard, le hijab, le niqab et le burqa, à savoir, Au moment de l'établissement de ce rapport, au moins 12 (douze) pays européens ont partiellement ou totalement interdit le voile, le foulard, le hijab, le niqab et la burqa, à savoir, la France, la Belgique, les Pays Bas, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, la Suisse, le Danemark, la Bulgarie, la Lettonie, l'Estonie et l'Albanie. En outre, des débats intenses sont actuellement en cours dans certains pays en vue d'adopter cette loi. A ce stade, la tendance à la prohibition du voile, du foulard, du hijab, du niqab et de la burqa mérite une attention particulière, surtout après la décision prise le 14 mars par la Cour européenne de justice (CJCE), qui a statué que les employeurs/ entreprises pourraient Interdire au personnel de porter ces tenues

vestimentaires particulières. Or l'Observatoire constate qu'avec cette nouvelle évolution, une tendance vers l'interdiction totale du voile musulman se profile en Europe et qui va, en quelque sorte, au-delà des simples considérations «sécuritaires». On assiste ainsi à une succession de pays qui font de l'interdiction une partie de leur législation nationale, même si la discrimination sociale est clairement manifeste derrière une telle politique. La décision récente de la CJCE est donc considérée par l'Observatoire comme juste une autre étape dans cette direction.

L'observation de la situation récente dans certains de ces pays a débouché, dans cet intervalle, sur les conclusions suivantes :

En Bulgarie, le gouvernement a interdit la burqa, imposant une lourde amende à celles qui transgressent les nouveaux règlements. Les femmes qui enfreignent la loi sont passibles d'une peine allant jusqu'à 770 € et leurs prestations de sécurité sociale temporairement suspendues. La peine est beaucoup plus importante que dans d'autres pays, y compris la France. Toute personne portant la burqa ou le niqab se voit infliger une amende de 150 €. La Belgique, qui a introduit une interdiction similaire peu de temps après la France, va encore plus loin - toute personne prise portant le voile risque d'être emprisonnée jusqu'à sept jours, et infligée une amende de 1 378 €.⁽⁹⁸⁾

En Norvège, le gouvernement de droite a annoncé des plans visant à interdire le port du voile islamique intégral dans les salles de cours et les salles de conférences universitaires. Le ministre de l'Éducation, Torbjorn Roe Isaksen, a déclaré que le gouvernement prévoit la mise en vigueur de règlements nationaux interdisant le voile intégral dans les écoles et les universités. En Norvège, il est rare de voir les femmes musulmanes porter de tels voiles, et encore moins dans les écoles. Mais la question, récemment soulevée dans les débats politiques, doit passer aux élections législatives dans moins d'un an. Plusieurs partis politiques, y compris le Parti travailliste de l'opposition, ont exprimé leur soutien à cette interdiction. Le ministre a néanmoins précisé que l'interdiction ne s'applique pas aux foulards, qui laissent le visage à découvert, tout comme le hijab. Il a déclaré au Parlement: « *Je veux une jeune fille chrétienne qui porte une croix pour pouvoir la montrer. Je veux un garçon juif qui porte un Kippa pour pouvoir le montrer. Et je ne veux pas une interdiction sur le hijab* ». Le plan norvégien intervient à un moment où plusieurs pays européens ont pris des mesures interdisant le niqab couvrant le visage et la burqa qui couvre intégralement le corps. La Bulgarie a récemment interdit aux femmes de porter le voile intégral en public, et la Chambre basse suisse a approuvé à une courte majorité peu de temps auparavant, un projet de loi portant interdiction du port du voile au niveau national. En août, le ministre allemand de l'Intérieur s'est exprimé en faveur d'une interdiction partielle. La France et la Belgique ont toutes deux interdit la burqa et le niqab en public, et les stations balnéaires françaises, quant à elles, ont suscité une controverse internationale avec des interdictions locales sur le maillot de bain islamique Burkini qui couvre l'ensemble du corps plein.⁽⁹⁹⁾

(98) Voir l'article de Emirates Women " *Bulgaria is the latest country to ban the Burqa* ", in : <http://emirateswoman.com/bulgaria-is-the-latest-country-to-ban-the-burqa/>, extrait le 5.10.2016

(99) Voir l'article de Ynetnews.com " *Norway seeks ban on burqas in the classroom* ", in : <http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-4864123,00.html>, extrait le 9.10.2016

En Allemagne, le ministère de l'Intérieur a soumis un projet relatif au voile couvrant le visage, indiquant qu'il empêche de connaître et d'évaluer la personnalité de l'individu. Le projet de loi invite les fonctionnaires de l'État, y compris les femmes fonctionnaires, à ne pas porter de vêtements qui rendent impossible ou difficile la communication ouverte. Il stipule, en outre, que les femmes portant le voile doivent montrer leurs visages pendant le contrôle des passeports, les décisions judiciaires et dans les bureaux de vote. Le ministre allemand de l'Intérieur, Thomas de Maizière, s'est prononcé en août en faveur d'une interdiction partielle de la burqa, lors d'un débat national acharné sur l'intégration.⁽¹⁰⁰⁾ Non seulement la Chancelière allemande Angela Merkel, qui brigue un nouveau mandat aux élections générales de 2017, se retrouve-t-elle soudain dans la course parlant le même langage que les conservateurs sur les migrations de masse, et demandant l'interdiction de la Burqa, Merkel s'est adressée à la convention de son parti, tenue dans la ville d'Essen, pour leur dire : « *Le voile complet n'est pas acceptable dans notre pays. Il doit être interdit, dans la mesure où c'est juridiquement faisable* ». Et tout en se référant à la crise migratoire en Europe, elle a également déclaré : « Une situation comme celle de la fin de l'été 2015 ne peut pas et ne doit pas se répéter. Ce fut et reste notre objectif politique déclaré, et le mien. » La projection modérée vers la droite était destinée à apaiser l'aile conservatrice du parti qui devenait de plus en plus soucieux par la position de Merkel en matière d'accueil des réfugiés et migrants de Syrie et des autres régions en crise, et dont près de 900.000 sont arrivés en Allemagne en 2015.⁽¹⁰¹⁾ Quelques semaines auparavant, le New York Times a qualifié la chancelière allemande Angela Merkel de « dernier défenseur de la liberté occidentale ». Cependant, Merkel a clairement expliqué ce que cela était censé signifier. Lors du congrès du parti de la CDU à Essen, elle a prononcé un discours extraordinairement de droite regorgeant d'attaques xénophobes et de demandes pour le renforcement de la police et de l'armée. Auparavant, le refus de Merkel d'imposer une limite supérieure formelle pour l'acceptation des réfugiés, comme l'avait préconisé l'Union sociale chrétienne (CSU), a été décrite comme une « culture d'accueil » tournée vers les réfugiés. En fait, Merkel s'était opposée au renforcement des frontières nationales, prônant une soi-disant « solution européenne » à la crise des réfugiés, dans l'intérêt des grandes entreprises allemandes qui ont profité de la liberté de mouvement en Europe. Or c'est par la fermeture des frontières extérieures de l'Europe que passe justement cette « solution ». Merkel a commencé son discours en faisant une concession manifeste à ses critiques de droite. Elle a noté que l'Allemagne n'accepterait jamais plusieurs centaines de milliers de réfugiés en quelques mois. Elle a affirmé, à ce propos : « Une situation comme celle de la fin de l'été 2015 ne peut pas, ne doit pas et ne sera pas répétée ». Alors que Merkel continuait à mettre en garde contre le danger que représente l'AfD et son développement, les politiques xénophobes et le contenu réactionnaire de la résolution seraient susceptibles d'entraîner un renforcement des radicaux de droite.⁽¹⁰²⁾

(100) Voir l'article de i24news.tv « *Germany proposes ban on full-face veils for public officials* », in : <http://www.i24news.tv/en/news/international/europe/128295-161022-germany-proposes-ban-on-full-face-veils-for-public-officials>, extrait le 23.10.2016

(101) Voir l'article de Legal Insurrection « *With Election in Sight, Merkel Calls for Burqa Ban* », in : <http://legalinsurrection.com/2016/12/with-election-in-sight-merkel-calls-for-burqa-ban/>, extrait le 9.12.2016

(102) Voir l'article de WWS « *German chancellor demands stricter asylum laws and ban on burqa* », in : <http://www.wsws.org/en/articles/2016/12/08/merk-d08.html>, extrait le 9.12.2016

Toujours en Allemagne, la Bavière a annoncé l'interdiction du voile intégral dans les écoles, les universités, les édifices gouvernementaux et les bureaux de vote. Le changement est intervenu sept mois avant une élection fédérale où la question de l'immigration occuperait une place de premier plan et les conservateurs bavarois qui régissent la région, parti apparenté à celui de la chancelière Angela Merkel, pouvaient perdre des votes au profit de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), parti anti-immigrés. Le ministre bavarois de l'Intérieur Joachim Herrmann, qui soutient cette politique, a déclaré : « *La communication se produit non seulement par le biais de la langue, mais aussi à travers le regard, les expressions faciales et les gestes* ». En décembre 2016, la chancelière Angela Merkel a lancé un appel pour l'interdiction du voile musulman intégral « *dans la mesure où c'est juridiquement possible* ». Le geste a été montré après plus qu'un million de migrants, principalement musulmans, soient arrivés en Allemagne au cours des deux dernières années et dans une atmosphère d'inquiétudes généralisées au lendemain de plusieurs attaques terroristes. La France et la Belgique avaient interdit la burqa, et la région de Lombardie, au Nord de l'Italie, l'avait également interdit dans les hôpitaux et les services publics relevant du gouvernement régional.⁽¹⁰³⁾

Par ailleurs, le parti l'Allemagne pour l'Allemagne (AfD), populiste et anti-establishment, a appelé au resserrement des frontières et à l'interdiction du foulard islamique, tout en promettant d'examiner si le pays devait renoncer à l'euro. Le parti, qui pouvait compter sur environ 10 pour cent des voix et s'attendre cette année à occuper ses tout premiers sièges au Parlement allemand, a vertement critiqué la gestion de la crise des migrants par la chancelière Angela Merkel et attaqué l'élite du pays. Dans son programme de campagne électorale, rendu public en mars, le parti a également souligné que l'Islam « *ne fait pas partie de l'Allemagne* » et exige la « *fermeture immédiate des frontières pour mettre fin à l'immigration massive chaotique* ». Il a appelé qu'une enquête officielle soit ouverte sur la décision de Mme Merkel d'ouvrir les frontières du pays au plus fort de la crise des migrants en 2015, décision qui a débouché sur l'entrée de plus d'un million de migrants dans le pays. Il est prévu que l'Allemagne se rende aux urnes en septembre 2017, et que le parti de l'Union démocratique chrétienne d'Angela Merkel soit au coude-à-coude dans les sondages avec les sociaux-démocrates de gauche. Les sociaux-démocrates assistent actuellement à un retour de fortune après la sélection de l'ancien président du Parlement européen, Martin Schulz, comme candidat à la Chancellerie.⁽¹⁰⁴⁾

En Géorgie, le législateur de l'Etat, le républicain Jason Spencer, a adopté une loi interdisant les burqas et les voiles musulmans traditionnels, qui empêchaient d'ailleurs les femmes de poser pour les photos du permis de conduire. La loi a prévu également une disposition en vertu de laquelle la couverture du visage en public ou pendant la conduite serait un délit. Spencer, qui représente Woodbine au Sud-est de la Géorgie, a déclaré que son projet de loi était destiné à atténuer les craintes liées au terrorisme islamique. Il a déclaré : « *Ce projet de loi est simplement une réponse aux électeurs qui s'inquiètent de la montée du*

(103) Voir l'article de Reuters " *Bavaria pushes ahead with burqa ban as elections loom* ", in : <http://www.reuters.com/article/religion-burqa-germany-bavaria-idUSKBN16109O>, extrait le 23.2.2017

(104) Voir l'article de Breitbart " *Germany's AfD Promises Tighter Borders, Ban on Islamic Veil* ", in : <http://www.breitbart.com/london/2017/03/11/germanys-afd-promises-tighter-borders-ban-islamic-veil/>, extrait le 12.3.2017

terrorisme islamique, et nous, dans l'État de Géorgie, nous ne voulons pas que nos lois soient utilisées contre nous ». Les dispositions concernant la couverture du visage ont déjà été ajoutées à une loi de l'État destinée à empêcher les activités du Ku Klux Klan. La loi en vigueur de l'État considère un délit tout port de masques, de cagoules ou de recouvrement du visage destinés à cacher son identité. La loi a d'abord été adoptée pour interdire aux membres de Klan de se rassembler en public portant des cagoules blanches. De nombreux États interdisent désormais aux femmes d'avoir le visage couvert dans les photos de permis de conduire et d'identification, y compris la Géorgie. Le projet de loi de Spencer prévoit cependant d'aller encore plus loin en empêchant les femmes de couvrir le visage tout en conduisant ou en marchant sur les trottoirs publics. La France et la Belgique étaient les deux seules nations au monde à avoir interdit complètement les burqas et autres tenues similaires. Certaines administrations locales en Italie, en Espagne et en Suisse ont également imposé des interdictions.⁽¹⁰⁵⁾

Aux Pays-Bas, le parlement néerlandais a voté à une écrasante majorité l'interdiction du voile dans certains lieux publics, une loi que le gouvernement juge essentielle pour la sécurité, mais que les opposants estiment qu'elle cède aux sentiments antimusulmans. La loi, adoptée par la chambre basse mais qui doit être approuvée par le sénat, interdit les voiles et autres éléments qui couvrent le visage, tels les masques de ski et des casques, dans les lieux publics, notamment les bâtiments gouvernementaux, les transports en commun, les écoles et les hôpitaux. La motion visant à interdire tous les vêtements qui couvrent complètement le visage dans les bâtiments gouvernementaux a été approuvée par 132 des 150 membres de la Chambre, y compris la coalition libérale-syndicale du Premier ministre Mark Rutte. La violation de cette loi néerlandaise entraînerait une amende de 405 €. Les voiles faciaux intégraux et partiels divisent l'opinion publique en Europe. La France et la Belgique ont complètement interdit le port du voile en public, alors que d'autres pays européens se sont contentés de restrictions locales ou régionales.⁽¹⁰⁶⁾

Au Royaume Uni, une femme musulmane a été forcée au sol dans une zone commerçante animée à Londres et traînée par son hijab par deux adolescents dans ce que les autorités ont qualifié de crime haineux. La femme britannique, âgée d'une vingtaine d'années, marchait seule à Chingford, à l'Est de Londres, lorsqu'elle a été abordée par ses assaillants. Le service ambulancier de Londres a assisté et traité la victime pour ses blessures sur les lieux de l'agression. D'après les témoignages,



(105) Voir l'article de The Hill " *State lawmaker introduces bill to ban burqas* ", in : <http://thehill.com/blogs/blog-briefing-room/306537-georgia-state-lawmaker-introduces-bill-to-ban-burqas>, extrait le 18.11.2016

(106) Voir l'article de Aljazeera " *Dutch parliament approves partial face veil ban* ", in : <http://www.aljazeera.com/news/2016/11/dutch-parliament-approves-partial-face-veil-ban-161129182036899.html>, extrait le 30.11.2016

deux hommes inconnus se sont approchés de la victime par le côté, ont tiré le foulard et l'ont poussée sur le sol. Les suspects ont été décrits comme deux mâles blancs, âgés de 17 à 19 ans, portant des habits noirs. Scotland Yard a lancé un appel aux informations sur l'incident. Il a été constaté une recrudescence des agressions motivées par la haine à l'échelle du Royaume Uni au lendemain du référendum de l'UE. Les chiffres publiés par le Conseil des chefs de la police nationale du Royaume Uni indiquent une augmentation des incidents signalés, qui se sont élevés de 58% dans la semaine suivant le vote du Brexit le 23 juin, et ce niveau est resté élevé tout au long de l'année.⁽¹⁰⁷⁾

En Italie, une femme musulmane s'est vue infligée une amende de 30.000 € pour son port d'un niqab à l'intérieur d'une mairie. La citoyenne italienne de 40 ans portait un voile couvrant entièrement le corps pendant une réunion du Parlement des jeunes à Pordenone, au Nord-est de l'Italie. D'après les rapports, la femme a refusé d'enlever le niqab malgré le fait que le maire de la ville le lui a demandé à plusieurs reprises. On lui a demandé d'enlever le voile afin que les autorités puissent l'identifier alors qu'elle assistait à la participation de son fils à l'événement. La femme aurait été conduite hors de la réunion par un agent de police, mais peu après elle est revenue. Un tribunal a d'abord condamné la femme à quatre mois de détention et une amende de 600 euros, mais la peine a ensuite été convertie à 30.600 euros d'amende, non assortie de prison. Avec plus de 1,6 million de musulmans, l'Italie abrite la quatrième plus dense population musulmane en Europe, alors qu'on n'en dénombre que huit mosquées au total.⁽¹⁰⁸⁾ Dans certaines régions du pays, le débat sur l'interdiction du voile facial des femmes entrant dans les hôpitaux a pris de l'ampleur. Giovanni Toti, président régional du parti Forza Italia, a décrit la burqa comme « *le pire symbole de l'oppression des femmes* ». Il a défendu l'interdiction contre les accusations sur le caractère discriminatoire et peut-être anticonstitutionnelle du voile en affirmant que « *Ceux qui vivent en Italie doivent saisir et respecter tout au moins les règles minimales d'égalité entre les hommes et les femmes* », a déclaré Toti, qui a proposé ladite mesure conjointement avec la conseillère à la santé de la Ligurie, Sonia Viale, du Parti de l'extrême droite Ligue du Nord. Le chef national du parti, Matteo Salvini, n'a pas tardé à faire l'éloge de la région pour son initiative concrète visant à protéger la liberté des femmes au milieu de ce qu'il a appelé une « inondation de bavardages inutiles qui accompagne la Journée de la femme ». Les voiles faciaux ont été interdits dans les institutions publiques de la région voisine de la Lombardie depuis janvier 2016. Mais pour être conforme à la Constitution italienne, qui garantit la liberté de religion, aucune des deux régions n'a fait référence aux voiles islamiques dans le texte de leur loi. Dans le passé, les partis de la Ligurie et de la Lombardie ont tous deux tenté de passer des règlements d'aménagement urbanistique qualifiés de lois « anti-mosquées », qui imposaient des restrictions à la construction des nouveaux lieux de culte, mais qui ont été rejetés, étant anticonstitutionnels.⁽¹⁰⁹⁾

(107) Voir l'article de NDTV « *Muslim Woman Dragged by Her Hijab in Busy London Shopping Area* », in : <http://www.ndtv.com/world-news/muslim-woman-dragged-by-her-hijab-in-busy-london-shopping-area-1638976>, extrait le 18.12.2016

(108) Voir l'article de Pakistan Today « *Muslim woman fined €30,000 for not removing burqa in Italy* », in : <http://www.pakistantoday.com.pk/blog/2016/11/12/muslim-woman-fined-e30000-for-not-removing-burqa-in-italy/>, extrait le 13.11.2016

(109) Voir l'article de The Local « *Italian region bans women in face veils from entering hospitals* », in : <https://www.thelocal.it/20170308/italian-region-bans-veiled-women-from-entering-hospitals>, extrait le 9.3.2017

En Suisse, la chambre haute du Parlement suisse a rejeté un projet de loi appelant le pays à interdire le voile facial musulman. Le projet de loi a été adopté par la chambre basse en septembre 2016, mais après débat, le sénat l'a rejeté. Le projet de loi a été proposé par le parti populaire radical suisse (SVP), représenté par le député Walter Wobmann, qui a appelé à une interdiction fédérale dans l'ensemble des 26 cantons suisses des voiles et autres vêtements couvrant le visage dans les lieux publics. Le Sénat a décidé cependant qu'il appartient aux cantons individuels et non au gouvernement fédéral de décider de la nécessité d'interdire le voile. Le sénat a également déclaré qu'une telle interdiction ne serait pas nécessaire car les femmes portant le voile sont très peu nombreuses en Suisse, d'autant qu'une telle politique serait de nature à préjudicier le tourisme dans le pays. Au cours du débat, la socialiste Anita Fetz a partagé l'opinion de la commission, disant que ce problème n'était pas répandu en Suisse. Elle a déclaré: «Même chez les touristes, les cas sont rares. De toute ma vie, c'est à peine si j'ai vu peut-être deux ou trois touristes entièrement voilées à Bâle». Wobmann avait lancé une pétition pour porter la question d'interdiction de la burqa à un référendum où la décision serait laissée à la population. Mais pour y aboutir, il est nécessaire d'avoir 100.000 signatures d'ici septembre.⁽¹¹⁰⁾

En Australie, un juge avait refusé d'entendre le témoignage de la femme d'un extrémiste islamique après avoir refusé d'enlever le voile de sa burqa malgré les options proposées. Moutia Elzahed, une des deux femmes mariées à un criminel reconnu et à un extrémiste islamique Hamdi Alqudsi, poursuivait la police les accusant de l'avoir frappé et appelée «chienne» lors d'une descente anti-terroriste dans sa maison de Revesby au sud-ouest de la Sydney le 18 septembre 2014 dans le cadre de l'opération Apple. Elzahed a refusé de retirer sa burqa et manqué de se présenter à l'audience le quatrième jour, le 30 novembre. Son avocat, Clive Evatt, a déclaré que, pour des raisons religieuses, sa cliente ne pouvait montrer son visage à aucun homme. Le juge Balla a proposé à Elzahed deux options, à savoir, témoigner à huis clos ou témoigner par lien vidéo. Evatt a refusé les deux options au nom de son client, car les avocats étant des deux côtés majoritairement masculins, seraient encore devant les tribunaux et verraient son visage.⁽¹¹¹⁾

Au Maroc, le gouvernement semblait suivre la France, l'Allemagne et la Belgique dans sa démarche d'interdire la burqa. Les médias au Maroc ont signalé que l'interdiction de la burqa, qui devait prendre effet bientôt, interdit également l'importation et la commercialisation de ce vêtement dans toutes les villes et tous les villages, apparemment pour des raisons de sécurité. A noter cependant que la burqa, par opposition au hijab, n'est pas une tenue très prisée au Maroc, quoiqu'on la trouve davantage au nord du Maroc, connu pour être une région plus conservatrice.⁽¹¹²⁾

(110) Voir l'article de Pakistan Today " *Swiss parliament rejects bill proposing country-wide burqa ban* ", in : <http://www.pakistantoday.com.pk/2017/03/10/swiss-parliament-rejects-bill-proposing-country-wide-burqa-ban/>, extrait le 11.3.2017

(111) Voir l'article de OutlookIndia.com " *Judge denies to hear Muslim woman's evidence until she takes off veil* ", in : <http://www.outlookindia.com/newswire/story/judge-denies-to-hear-muslim-womans-evidence-until-she-takes-off-veil/961719>, extrait le 03.12.2016

(112) Voir l'article de Raw Story " *Morocco plans to ban Burqas* ", in : <http://www.rawstory.com/2017/01/michelle-obama-to-muslims-immigrants-this-country-belongs-to-you/>, extrait le 7.1.2017

2.4.2. Discrimination à l'égard des Musulmans sur le lieu de travail

Au cours de la période sous revue, l'Observatoire a noté que la discrimination à l'égard des musulmans persiste, et que les travailleurs musulmans continuent à être congédiés, exclus et discriminés en raison de leur religion ou simplement de la tenue qu'ils ou elles portent. A cet égard, l'Observatoire était on ne peut plus préoccupé par la perspective d'une discrimination professionnelle antimusulmane aux États-Unis. En effet, après le 11 septembre, la Commission de l'égalité des chances en matière d'emploi (EEOC) a constaté une augmentation de 250% dans les cas de discrimination fondée sur la religion envers les Musulmans, où ces derniers continuent de représenter une part démesurée des plaintes de discrimination de la Commission, fondées sur la religion oscillant autour de 20%. Lorsqu'il était encore en exercice, le président Obama a dénoncé à plusieurs reprises la discrimination envers les Musulmans. En juillet 2016, par exemple, le président Obama a qualifié les politiques discriminatoires contre les Musulmans d'insulte aux « *valeurs qui font la grandeur de notre nation* », une déclaration qui a conduit l'EEOC à engager encore plus loin la question de la discrimination envers les Musulmans sur le lieu de travail. En septembre 2016, la Commission a adopté son plan stratégique d'application de la loi pour 2017-2021, qui a inscrit également sur la liste de ses priorités la question de la discrimination antimusulmane. Mais l'on perçoit désormais clairement comment la discrimination antimusulmane au travail évoluera au sein de l'administration du président Trump. Le nouveau président a nommé la commissaire Victoria Lipnic comme présidente par intérim de l'EEOC peu après son entrée en fonction, laquelle a tôt fait de voter contre le plan d'application stratégique, tout en essayant d'orienter la commission vers une direction conservatrice. Plus encore, rien n'indique que l'administration Trump fera de la « discrimination envers les Musulmans sur le lieu de travail » l'une de ses priorités, puisque la Trump Company se prévaut d'un antécédent historique dans la critique de l'Islam en tant que peuple. Rappelons que le Président a lui-même appelé à un « arrêt total et complet de l'accès des Musulmans aux États-Unis », promesse que beaucoup de gens pensent être déjà engagée dans le cadre de la mise en œuvre de son récent décret controversé portant interdiction de l'immigration.⁽¹¹³⁾

En termes d'incidents, c'est de l'Inde qu'est survenue une petite vague lorsqu'une enseignante de Mumbai a été contrainte de quitter son emploi en raison de la robe qu'elle portait. Il s'agit de Khan Shabina Nazneen, enseignante à l'école secondaire Vivek à Kasaiwada, Kurla, qui a demandé par la direction de retirer son hijab et sa burqa sur le campus. Nazneen, qui était enseignante de TIC au secondaire au cours des derniers deux ans et neuf mois, a déclaré qu'elle était ciblée par une nouvelle directrice qui avait rejoint l'école en juin. Elle a expliqué : « *Depuis que la nouvelle directrice a rejoint l'école, elle m'a demandé à plusieurs reprises de retirer mon hijab et burqa, en disant que c'était contre les coutumes de l'école. Lorsque j'ai indiqué que j'avais le droit de porter ma tenue vestimentaire traditionnelle, on m'a dit que je dois respecter le règlement. On m'a dit que les autres enseignantes musulmanes ne portent pas le hijab et que je dois suivre leur exemple* ». Nazneen a ajouté qu'elle a démissionné après un incident qui s'est produit le 5 décembre, quand on lui a demandé d'enlever sa burqa avant de chanter l'hymne national. Cet acte discriminatoire a cependant été nié par la directrice de l'école.⁽¹¹⁴⁾

(113) Voir l'article de Onlabor « *Workplace Discrimination against Muslims* », in : <https://onlabor.org/2017/02/15/workplace-discrimination-against-muslims/>, extrait le 16.2.2017

(114) Voir l'article de The Indian Express « *Mumbai teacher 'barred from wearing burqa, hijab in school' quits* », in : <http://indianexpress.com/article/india/mumbai-teacher-barred-from-wearing-burqa-hijab-in-school-quits-4419662/>, extrait le 12.12.2016

3. QUELQUES DEVELOPPEMENTS POSITIFS

En dépit de la persistance de la tendance islamophobe alarmante aux USA et en Europe, l'Observatoire a noté avec plaisir que pendant la période concernée, de nombreux pays à travers le monde ont déployé des efforts en vue de promouvoir l'image de l'Islam et soutenir l'harmonie et la tolérance, tout en contrant les sentiments anti-Islamiques et autres activités islamophobes. L'Observatoire considère ces signes comme positifs, tendant à la lutte contre l'islamophobie et l'incitation à la haine et à la violence envers l'Islam et les musulmans. Les cas suivants de tendances positives méritent d'être mentionnés :

3.1. Politique publique

Au Canada, le Parlement canadien a approuvé une motion qui condamne l'islamophobie et reconnaît que les extrémistes ne sont pas les représentants de la foi ni au Canada ni ailleurs. La motion, qui a été approuvée le 26 octobre, avait été auparavant rejetée par les conservateurs au Parlement canadien. Après le tollé soulevé par les chefs de la communauté musulmane suite aux agressions dont ont fait l'objet des mosquées au Canada, elle a été réintroduite pour réaffirmer le besoin d'une législation pluraliste dans le pays. Bien qu'elle ne modifie pas la législation, la motion représentait une condamnation publique et officielle de toutes formes d'islamophobie ainsi qu'une déclaration de soutien politique à la communauté musulmane.⁽¹¹⁵⁾

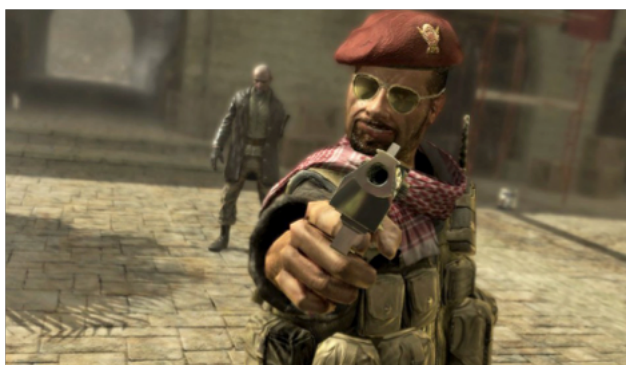
Au Royaume-Uni, un enseignant d'une école secondaire qui a assisté à une marche organisée par le groupe d'extrême droite Britain First et publié des commentaires islamophobes sur les réseaux sociaux a été radié. Nicholas Hall, qui enseignait les études religieuses au Soar Valley College, une école polyvalente à Leicester, a admis avoir publié des messages indiquant que l'Islam était «malade» et « une peste ». L'homme de 53 ans a également reconnu avoir assisté à une marche de Britain First à une ou plusieurs occasions, et admis une série d'autres cas, y compris celui d'avoir accédé à la pornographie sur un ordinateur portable scolaire sur lequel il a permis à des étudiants de 12 et 13 ans de regarder un film interdit aux moins de 18 ans, et qu'il a travaillé comme agent de sécurité pendant un congé de maladie. Il a admis, en outre, n'avoir pris aucune mesure appropriée lorsqu'un étudiant a fait un commentaire sur la consommation de drogues. Un comité d'éthique professionnelle a ordonné que Hall soit interdit pendant une durée indéterminée d'enseigner dans une école, un lycée ou autre établissement pour enfants en Angleterre, et qu'il n'aurait pas le droit de demander le rétablissement de son éligibilité à l'enseignement.⁽¹¹⁶⁾

(115) Voir l'article de Albawaba " *Canada passed an anti-Islamophobia bill* ", in : <http://www.albawaba.com/loop/canada-passed-anti-islamophobia-bill-media-didn%E2%80%99t-notice-900490>, extrait le 4.11.2016

(116) Voir l'article de Mail Online " *RE teacher who posted Islamophobic comments on social media, attended far-right marches and accessed porn on school laptop is banned from classrooms* ", in : <http://www.dailymail.co.uk/news/article-3908020/RE-teacher-Nicholas-Hall-posted-Islamophobic-comments-social-media-attended-far-right-marches-accessed-porn-school-laptop-banned-classrooms.html>, extrait le 6.11.2016

En Turquie, le gouvernement a mis en place un mécanisme permettant de signaler les contenus islamophobes présents dans les jeux numériques sur le site www.oyunlardaislamofobi.com. Le ministère turc de la Jeunesse et des Sports est préoccupé par les dangers que comporte le contenu islamophobe des jeux numériques, le ministre ayant dit, en l'occurrence : « *Les jeux numériques sont maintenant utilisés par l'Occident comme un outil pour répandre l'islamophobie. Aussi sommes-nous intervenus pour prendre les mesures permettant de protéger nos enfants et nos jeunes contre ce piège intrinsèque aux jeux numériques. Nous avons, dans une première étape, commencé une sensibilisation à l'égard de cette question et avons, dans ce contexte, mis au point une brochure* ». Le ministre a également souligné que cette question doit être sérieusement

abordée dans le monde entier, y compris par des organismes mondiaux tels que les Nations Unies.⁽¹¹⁷⁾ En janvier 2008, un jeu vidéo intitulé « *Muslim Massacre* » a été lancé en téléchargement gratuit sur Internet. L'objectif du jeu était « d'effacer la race musulmane » et a été joué à travers la perspective d'un héros américain. Le jeu a généré une tempête et, bien qu'il ait été largement condamné, il n'a pas été interdit. Le « *Muslim Massacre* »



n'est cependant pas le premier exemple d'un jeu vidéo représentant les Musulmans sous forme de bandits. Beaucoup d'autres ont été développés, surtout après la guerre du Golfe de 1991, et sont largement passés inaperçus. Une nouvelle initiative a été tentée par la Turquie en vue de souligner la tendance de l'industrie du jeu à banaliser la destruction des sites les plus saints de l'Islam et où les Musulmans incarnent les bandits. Les jeux vidéo populaires, tels que *Call of Duty* et *Counter-Strike*, diffusés à l'échelle mondiale, présentent régulièrement des personnages musulmans sous l'étoffe des méchants. L'usage de mots arabes, d'expressions islamiques telles que « Allah o Akbar » et de villes de pays musulmans est généralement associé aux « mauvais gars ». A l'origine, le site Internet des jeux islamophobes ne comportait que 12 jeux, dont « *Musulman Massacre* » et « *Minaret Attack* ». Ce dernier permettait aux joueurs de faire sauter des parties des mosquées. Cette démarche du gouvernement turc vise principalement à sensibiliser les gens sur le contenu islamophobe des jeux et à recevoir les commentaires du public.⁽¹¹⁸⁾

Aux USA, à la Base aérienne de MacDill, à Tampa, le Président Barack Obama a mis en garde contre la stigmatisation des « bons musulmans patriotiques » et éviter de nourrir la « propagande terroriste ». Obama a déclaré : « Nous luttons contre les terroristes qui prétendent combattre au nom de l'Islam, mais ils ne parlent pas au nom de plus d'un milliard de Musulmans à travers le monde. Ils ne parlent pas au nom Musulmans américains, notamment ceux qui portent l'uniforme de l'armée des États-Unis d'Amérique. Si nous stigmatisons les bons musulmans patriotiques, nous contribuons à nourrir la propagande terroriste et les

(117) Voir l'article de ABNA24 « *Turkey launches website to report Islamophobia in games* », in : <http://en.abna24.com/service/middle-east-west-asia/archive/2016/11/05/789984/story.html>, extrait le 6.11.2016

(118) Voir l'article de TRT World « *Turkey's 'counter-strike' against Islamophobia in video games* », in : <http://www.trtworld.com/life/turkeys-counter-strike-against-islamophobia-in-video-games-225921>, extrait le 11.11.2016

mêmes griefs mensongers qu'ils utilisent pour motiver les gens à tuer. Agir de la sorte c'est inciter à la guerre entre les États-Unis et l'Islam, et dans ce cas non seulement nous perdrons davantage d'Américains dans les attentats terroristes, mais nous perdrons aussi de vue les principes mêmes que nous prétendons défendre. Alors faites en sorte que mes dernières paroles pour vous soit un rappel de la cause pour laquelle vous combattez, et celle pour laquelle nous nous battons tous. Les États-Unis d'Amérique n'est pas un pays qui impose des tests religieux comme prix pour la liberté. Nous sommes un pays qui a été fondé afin que les gens puissent pratiquer leur foi comme ils le souhaitent. Les États-Unis d'Amérique ne sont pas un lieu où certains citoyens doivent subir un examen plus approfondi ou porter une carte d'identité spéciale, ou encore prouver qu'ils ne sont pas des ennemis de l'intérieur.⁽¹¹⁹⁾

Au Royaume-Uni, une parcelle de terrain a été proposée et approuvée pour l'enterrement de copies du Coran dans un cimetière de la ville. Le lieu a été localisé au cimetière de Handsworth, à Birmingham, en vue de permettre aux gens de disposer respectueusement des copies anciennes, usées et endommagées du Livre saint. Le Conseil municipal de Birmingham avait assuré que les Corans ne seront enterrés que dans des terrains non foulés normalement par les pieds des gens. Handsworth dispose de parcelles pour les enterrements chrétiens et musulmans, mais une zone consacrée spécialement au texte sacré était une première qui avait ravi les mosquées de la ville.⁽¹²⁰⁾

Aux États-Unis, l'Université du Kansas a installé une salle à manger spéciale pour les femmes, en particulier les étudiantes musulmanes qui portent le hijab, ou les tenues plus extrêmes de recouvrement du visage, tels la burqa et le niqab. Ce sont les responsables de l'Association des étudiants musulmans qui ont affirmé que les femmes musulmanes avaient besoin d'un « espace sûr » sur le campus pour manger leurs repas. En réalité, il n'était pas aisé de manger tout en portant la burqa ou le niqab, qui sont des voiles islamiques traditionnels couvrant la bouche. La salle, ouverte en semaine de midi à 13 heures dans l'Office public des affaires multiculturelles de l'université, était à la disposition de toutes les étudiantes, leur permettant ainsi de manger dans une zone privée et séparée. Abdoulie Njai, directeur de la diversité et de l'inclusion du Sénat des étudiants de l'UK, a déclaré : « *La salle est principalement utilisée par les femmes musulmanes, ce qui leur permet de retirer les hijabs et de manger* »⁽¹²¹⁾

Aux États-Unis, une université chrétienne du Texas a créé une salle de prière pour ses étudiants musulmans. L'Université McMurry, affiliée aux Méthodistes, a consacré l'espace dans l'un des dortoirs résidentiels de l'école pour les prières quotidiennes des étudiants musulmans. Avant sa création, les étudiants musulmans se retrouvaient dans un hôtel voisin pour la prière.⁽¹²²⁾

(119) Voir l'article de Breitbart " *Obama : If We Make Terrorism a War between the U.S. and Islam, We Will Lose More Lives* ", in : <http://www.breitbart.com/video/2016/12/06/obama-if-we-make-terrorism-a-war-between-the-u-s-and-islam-we-will-lose-more-lives/>, extrait le 7.12.2016

(120) Voir l'article de Mail Online " *Row over plans to bury copies of the Koran at a Birmingham cemetery so Muslims can dispose of their worn out texts* ", in : <http://www.dailymail.co.uk/news/article-4147880/Plans-bury-copies-Koran-Birmingham-cemetery.html>, extrait le 24.1.2017

(121) Voir l'article de WND " *Major US university creates 'safe space' for Muslims in burqas* ", in : <http://www.wnd.com/2017/01/major-u-s-university-creates-safe-space-for-muslims-in-burqas/>, extrait le 20.1.2017

(122) Voir l'article de WND " *Christian university opens prayer room for Muslims* ", in : <http://www.wnd.com/2017/02/christian-university-opens-prayer-room-for-muslims/>, extrait le 17.2.2017

Aux États-Unis, une cour d'appel fédérale a rejeté en février 2017 la demande urgente qui lui est faite de rétablir l'ordre exécutif controversé limitant les réfugiés et les voyages des immigrants d'un certain nombre de pays à majorité musulmane. A la suite d'une audience aux enjeux élevés tenue en février, la Cour d'appel fédérale des États-Unis pour le 9^{ème} ressort a décidé de suspendre la mise en application du décret du Président Donald Trump. En d'autres termes, l'une de ses initiatives stratégiques resterait dans l'impasse étant donné que la procédure contestée a eu lieu devant le juge fédéral à Seattle qui a temporairement bloqué la mise en œuvre du décret. Dans un tweet précédant une conférence sur l'application de la loi, Trump a semblé préjuger du résultat du 9^{ème} ressort, mettant en question les motivations des juges qui se sont penchés sur son interdiction de voyager. Au milieu d'une avalanche de procès à travers tout le pays, deux États ont intenté un procès à la cour fédérale, affirmant que les restrictions de voyage violaient, entre autres, les droits constitutionnels de leurs résidents à la liberté religieuse et à la protection égale des lois. Une fois que Robart ait suspendu l'interdiction, indiquant que les États ont un argument solide sur le fond, l'administration a rapidement fait appel.⁽¹²³⁾

Au Canada, une motion anti-islamophobie a été adoptée à l'unanimité par l'assemblée législative ontarienne. La motion demandait à l'assemblée de s'opposer à toutes les formes de haine, d'hostilité, de préjugés, de racisme et d'intolérance, de désapprouver l'amplification de la rhétorique et sentiments antimusulmans, et de condamner toutes les formes d'islamophobie. La députée libérale Nathalie Des Rosiers a présenté la motion en décembre 2016 en réponse à des incidents antimusulmans enregistrés dans sa circonscription d'Ottawa-Vanier, mais qui ont pris un caractère d'urgence après que six hommes aient été abattus dans une mosquée au Québec. Le chef progressiste-conservateur Patrick Brown a soutenu la motion, disant que l'assemblée législative ontarienne « *s'oppose sans équivoque à l'islamophobie* ». Le soutien des conservateurs signifie que la motion de l'Ontario n'a pas généré le même débat politique que celui engagé sur un élément similaire à la Chambre des communes. Un certain nombre de conservateurs fédéraux, y compris plusieurs prétendants au leadership, ont soutenu que la motion d'Ottawa ciblait un groupe religieux spécifique et pas d'autres, et pourrait de ce fait entraver la liberté d'expression parce qu'elle ne définissait pas le terme « islamophobie ».⁽¹²⁴⁾

3.2. Décisions judiciaires à l'encontre des islamophobes :

Aux USA, Vincent Casella a été arrêté pour avoir mutilé un lampadaire au coin de Gramatan Avenue et West Grand Street à Fleetwood, Mount Vernon. Il a utilisé un marqueur bleu pour écrire la phrase « F *** ISLAM » sur le mat, ce qui a entraîné son arrestation par la police. Casella a dit aux officiers qu'il était mécontent de la façon dont le pays était dirigé, et que trop de terroristes étaient autorisés à entrer. Il a été accusé d'un acte criminel de troisième degré en tant que crime de haine, délit, et exécution illégale de graffitis, une infraction.⁽¹²⁵⁾

(123) Voir l'article du Huffington Post News " *Appeals Court Deals New Blow to Donald Trump's Travel Ban Targeting Muslims* ", in : http://www.huffingtonpost.com/entry/trump-muslim-ban-appeals-ruling_us_589b49cfe4b09bd304bf279e, extrait le 11.2.2017

(124) Voir l'article de Newstalk1290 " *Anti-Islamophobia motion passes Ontario legislature* ", in : <http://www.iheartradio.ca/newstalk-1290-cjbc/anti-islamophobia-motion-passes-ontario-legislature-1.2424514>, extrait le 25.2.2017

(125) Voir l'article de Lohud.com " *Man faces hate crime for anti-Islam graffiti* ", in : <http://www.lohud.com/story/news/crime/2016/10/06/anti-islam-graffiti/91656588/>, extrait le 7.10.2016

Aux USA, un homme a été accusé d'envoyer des courriels offensifs à une organisation de contre les crimes de haine, y compris menaçant de faire sauter une mosquée. John Nimmo de South Shields a été accusé d'envoyer des messages à Faith Matters, un groupe à but non lucratif dont les activités s'articulent autour de la cohésion et la lutte contre l'extrémisme. Il se faisait passer, dans ces courriels, pour un « saint croisé » tout en disant « *la mort viendra à tous les Musulmans* ». ⁽¹²⁶⁾

Aux USA, un chef de la police a été mis en examen après qu'une organisation de défense des droits musulmans l'a appelé pour ses activités sur Facebook. Le groupe des droits civiques a publié un communiqué sur les posts sur Facebook du chef Barry Pendergraft parlant de balles couvertes de graisse de lard. Pendergraft a posté une vidéo de lui-même chargeant les balles assortie du texte suivant : « *100 balles couvertes de graisse de lard dans la boîte ! Cela me détend tellement !* » Quelques jours plus tard, il a téléchargé une image d'une boîte remplie de munitions avec le texte suivant : « *Le bonheur est un couple de mille coups chacun dans la boîte à munitions ! La graisse de lard a bien sur trempé !* » La Directrice générale du CAIR, Khaula Hadeed, a déclaré que les postes du chef soutenaient une croyance fausse selon laquelle les Musulmans ne pouvaient aller au paradis s'ils étaient abattus par ces balles. Elle a déclaré : « *Nous demandons aux autorités fédérales et étatiques d'enquêter si le sectarisme antimusulman manifeste du chef Pendergraft est acceptable pour quelqu'un qui est tenu, de par sa position, à fournir un traitement égal et équitable à tous les citoyens, indépendamment de leur foi ou de leur appartenance ethnique* ». ⁽¹²⁷⁾



Aux USA, trois hommes du Kansas étaient poursuivis pour terrorisme domestique après avoir prétendument envisagé de lancer des bombes sur un complexe d'appartements abritant plus de 100 réfugiés somaliens. Les hommes ont été arrêtés détenant un stock d'armes à feu et de munitions. La police a déclaré qu'ils prévoyaient de mener l'attaque sur le complexe, qui sert également de mosquée, le lendemain de l'élection pour éveiller les gens. L'un des hommes aurait déclaré : « *Le seul bon Musulman est un Musulman mort* ». Le complot déjoué a mis en exergue une tendance troublante aux USA, à savoir que le taux d'agressions contre les mosquées était en croissance continue. ⁽¹²⁸⁾

(126) Voir l'article de Sunderlands Echo " *Man dubbed himself 'holy crusader,' threatened to blow up mosque and said 'death will come to all Muslims,' court told* ", in : <http://www.sunderlandecho.com/news/crime/man-dubbed-himself-holy-crusader-threatened-to-blow-up-mosque-and-said-death-will-come-to-all-muslims-court-told-1-8166441>, extrait le 7.10.2016

(127) Voir l'article de The Arab American " *Police chief under fire by Muslims for "bacon grease bullets" Facebook posts* ", in : http://www.arabamericannews.com/news/news/id_13042/Police-chief-under-fire-by-Muslims-for-bacon-grease-bullets-Facebook-posts.html, extrait le 11.10.2016

(128) Voir l'article de Newsy " *Kansas bomb plot highlights growing danger to American mosques* ", in : http://www.kjrh.com/newsy/kansas-bomb-plot-highlights-growing-danger-to-american-mosques_, extrait le 18.10.2016

Aux USA, le partisan de M. Trump, Joseph Schreiber, a été arrêté et accusé de crime haineux après avoir incendié une mosquée en Floride, fréquentée par le tireur de la discothèque d'Orlando. La mosquée était fréquentée naguère par Omar Mateen, qui a tué 49 personnes dans le massacre de juin, ainsi que par Moner Mohammad Abu Salha, un Américain qui a tué plusieurs soldats du régime syrien lors d'un attentat suicide en 2014 à Jabal al-Arbæen après avoir rejoint les Taliban. Une grande partie de la mosquée a été brûlée par l'incendie du 11 septembre. Les fidèles tenaient depuis les services de prière dans une partie de la mosquée épargnée par le feu. L'imam a déclaré que le public a fait don d'environ 80.000 \$ pour aider à reconstruire le bâtiment. Dans un communiqué rendu public, le bureau du shérif du comté de St. Lucie a déclaré : « Schreiber est connu des services de police et, à ce titre, est considéré comme un récidiviste et passible d'une peine minimale obligatoire de 30 ans d'emprisonnement. Il est également considéré comme un délinquant invétéré, ce qui pourrait entraîner, en définitive, une peine de prison à vie ».⁽¹²⁹⁾

Aux Pays Bas, une cours néerlandaise de justice à La Haye a décidé que le chef du Parti de la Liberté (PVV) Geert Wilders pourrait être jugé pour incitation à la haine, en se fondant sur un discours qu'il a prononcé en 2014, au cours duquel le politicien hollandais a demandé à la foule si elle veut peu ou moins de Marocains aux Pays Bas, à laquelle elle a répondu « *Moins! Moins ! Moins !* ». Plus de 6.400 plaintes ont été déposées contre Wilders à la suite de cet incident et le procès aurait dû s'ouvrir en 2014 avant d'être reporté. Un juge a statué que le procès pouvait encore s'ouvrir sur la base de « *soupçons d'insulte à un groupe de personnes en raison de discrimination raciale et d'incitation à la haine* ». Wilders a d'ores et déjà été jugé pour avoir appelé à l'interdiction du Coran qu'il a comparé au Mein Kampf d'Hitler. Il a gagné le procès en 2011 lorsque le tribunal a statué que le système judiciaire devrait permettre aux idées politiques de jouir de la liberté d'expression, toute répugnante que celle-ci puisse être. Ses accusateurs soutiennent maintenant que le discours fait en 2014 ne mérite pas la même protection, en ce sens qu'il était dirigé contre un groupe ethnique plutôt que contre une religion. Les médias annoncent que le PVV est en tête des sondages et devrait obtenir 35 des 150 sièges du parlement néerlandais, et Wilders a promis que, s'il était élu, il retirerait les Pays Bas de l'Union européenne.⁽¹³⁰⁾

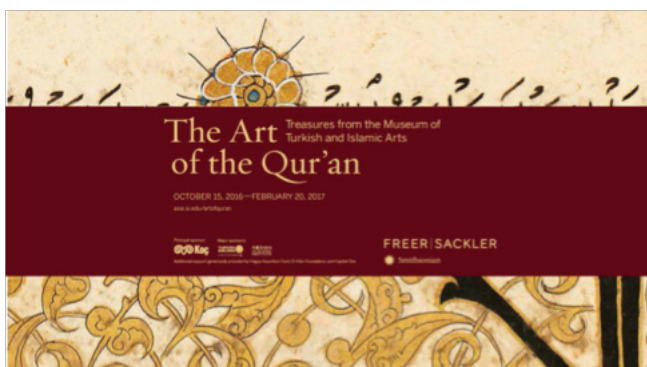
Aux USA, un homme a été arrêté accusé d'avoir mis le feu dans une mosquée suite aux attaques terroristes de Paris. L'incendie a eu lieu au Centre culturel Bishopbriggs à Auchinairn Road dans la ville d'East Dunbartonshire en novembre de l'année dernière. Personne n'a été blessé mais les dégâts causés au bâtiment se chiffrent en milliers de livres. La police a déclaré qu'un homme de 41 ans a été arrêté en relation avec l'incident.⁽¹³¹⁾

(129) Voir l'article de World Inside " *Man Accused of Torching Orlando Shooter's Mosque Charged with Hate Crime* ", in : <http://www.insideedition.com/headlines/19225-man-accused-of-torching-orlando-shooters-mosque-is-charged-with-hate-crime>, extrait le 14.10.2016

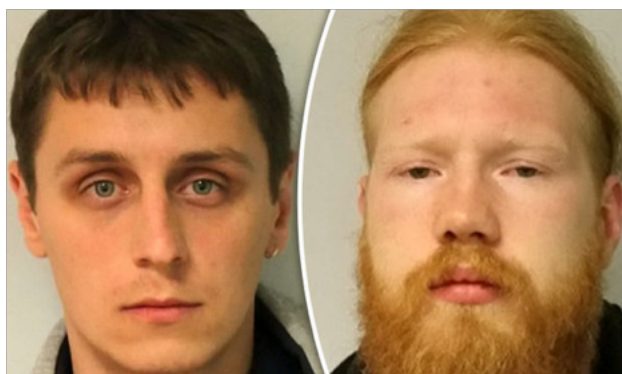
(130) Voir l'article de The Christian Time " *Dutch politician Geert Wilders to go on trial for inciting hatred* ", in : <http://christiantimes.com/article/dutch-politician-geert-wilders-to-go-on-trial-for-inciting-hatred/64621.htm>, extrait le 18.10.2016

(131) Voir l'article de Clyde.com " *Man arrested over deliberate fire at Bishopbriggs mosque* ", in : <http://www.clyde1.com/localnews/man-arrested-over-deliberate-fire-at-bishopbriggs-mosque/>, extrait le 21.10.2016

Aux USA, Le musée d'art asiatique Freer Sackler, a organisé une série d'activités qui se sont déroulées du 22 octobre 2016 au 22 février 2017, au cours desquelles ont été exposés des Corans et des manuscrits du Coran écrits entre les 7^{ème} et 17^{ème} siècles. Appartenant à des chefs musulmans, les manuscrits, confiés au musée Freer Sackler par le musée d'art turc et islamique d'Istanbul, montrent des conceptions éblouissantes qui soulignent le mérite artistique de la civilisation islamique. L'exposition, surnommée l'art du Coran, a abrité de nombreuses activités, dont des récits coraniques, des présentations et des exposés par les conservateurs de l'exposition, ainsi que des visites de découverte sur l'Art calligraphique Islamique, et des représentations artistiques.⁽¹³²⁾



Au Royaume-Uni, la Fédération sportive du Royaume-Uni a suspendu quatre fois de suite le médaillé olympique Louis Smith pour deux mois à cause d'une vidéo dans laquelle il semblait se moquer de l'Islam. Dans le clip devenu viral, Smith apparaissait avec la gymnaste à la retraite Luke Carson criant « Allahu Akbar » et imitant une pose de prière. Carson a été sanctionné par la British Gymnastics et cette sanction sera maintenue sur son dossier pendant deux ans. La directrice générale de British Gymnastics Jane Allen a déclaré : « Il est regrettable que, suite à un été historique de réussite, l'organisation se trouve dans cette position difficile avec deux membres de haut niveau en violation de nos normes de conduite ». Smith, qui a gagné le cheval d'arçons à Rio 2016, a déclaré plus tard qu'il était profondément désolé pour ses actions irréfléchies. L'athlète de 27 ans était bien connu en Grande-Bretagne depuis qu'il a remporté le spectacle de la BBC Strictly Come Dancing en 2012. Selon les analystes, les Musulmans britanniques sont confrontés à une recrudescence des crimes haineux suscités par la religion, qui devront s'amplifier après la sortie du Royaume-Uni de l'UE. Le groupe de surveillance de la haine antimusulmane Tell MAMA a déclaré dans son récent rapport que les incidents islamophobes au Royaume-Uni se sont accrus de 326 pour cent depuis l'année dernière, passant de 146 à 437 cas.⁽¹³³⁾



Au Royaume-Uni, deux polonais ont été incarcéré après avoir jeté du jambon dans une mosquée tout en hurlant 'enjoy f *****' (savourer). Cette sanction a été prononcée suite à incident provoqué par Mateusz Pawlikowski et Piotr Czak-Zukowski qui ont approché un des fidèles de la Mosquée Al-Rahman au Nord de Londres, l'ont injurié et jeté sur

(132) Voir l'article de Morocco World " *Quran Exposition opens in Washington DC* ", in : <https://www.moroccoworldnews.com/2016/10/199572/quran-exposition-opens-washington-dc/>, extrait le 23.10.2016

(133) Voir l'article de TelesurTV " *British Olympic Star Sanctioned over Islamophobia Allegations* ", in : <http://www.telesurTV.net/english/news/British-Olympic-Star-Sanctioned-Over-Islamophobia-Allegations-20161102-0009.html>, extrait le 3.11.2016

lui une tranche de lard avant de jeter davantage de tranches sur le sol de la salle de prière. Les deux hommes ont quitté la mosquée à Camden et la police a été appelée. Ils avaient tous deux bu au festival Oktoberfest à Canary Wharf avant de se rendre à la mosquée. DC Tracey McMath, de l'Unité de sécurité communautaire de Camden, a déclaré : « Les prévenus ont fait montre d'un mépris total pour la religion et les convictions des autres dans cet incident insolent mesquin et hautement offensant, et j'espère que leurs convictions mettent en évidence le fait que nous ne tolérons pas les crimes haineux, quelle qu'en soit la forme. »⁽¹³⁴⁾

Au Royaume-Uni, la cheffe adjointe du groupe d'extrême-droite Britain First, a été reconnu coupable et condamné à une amende après avoir abusé verbalement d'une femme portant un hijab. Jayda Fransen a croisé Sumayyah Sharpe au cours d'une «patrouille chrétienne» organisée par Britain First à Luton. Mme Fransen a déclaré que les hommes musulmans la forçaient à porter un hijab, autrement ils la violeraient. La membre de Britain First a ajouté : «C'est pourquoi ils viennent dans mon pays et violer les femmes à travers le continent». La cheffe adjointe a été reconnu coupable de harcèlement sexuel aggravé et condamné à une amende de moins de 2.000 £. Lors d'une comparution au tribunal de Luton et South Bedfordshire, Mme Fransen a déclaré que les mots n'étaient pas censés être offensants. La juge de district Carolyn Mellanby a qualifié les propos de Mme Fransen d'offensants, d'insultants et d'abusifs, ajoutant que le groupe avait choisi Mme Sharpe comme une cible facile après s'être mis en quête des problèmes. L'incident s'est produit après que Mme Sharpe a refusé de prendre un journal avec un titre qui se lisait comme suit : « La troisième guerre mondiale a commencé - L'Islam contre le monde. »⁽¹³⁵⁾

Aux USA, un homme a été arrêté soupçonné de crime de haine antimusulman et un autre était recherché par les autorités pour avoir poignardé un fidèle près d'une mosquée du Sud de la Californie pendant le weekend. Ces événements s'inscrivent dans la recrudescence des actes de harcèlement et d'intimidation à l'égard des musulmans, signalés par le FBI. L'incident s'est produit à l'extérieur de la mosquée Masjid Al-Rasool dans la ville de Simi Valley, à environ 40 milles (65 km) au Nord-ouest de Los Angeles. La confrontation a commencé d'abord sous forme d'altercation verbale qui s'est transformée en un combat physique entre les deux suspects et la victime, qui avaient assisté à la prière à la mosquée ce soir-là. Les agents qui ont répondu à l'incident ont constaté que la victime souffrait de blessures par couteau mais que sa vie n'était pas en danger. Les deux suspects, qui ont pris la fuite, ont été identifiés comme John Matteson, âgé de 29 ans, qui a été localisé et placé en garde à vue. Il a été incarcéré à la prison du Comté de Ventura accusé d'avoir perpétré un crime haineux et des menaces criminelles, assortis du délit de trouble de la paix. L'allégation de crime haineux portée contre lui était basée sur les propos désobligeants qu'il était accusé d'avoir prononcés au sujet de la mosquée, ainsi que sur la proximité de l'incident par rapport à la mosquée, et du fait que la victime y était un fidèle. Le deuxième homme, d'environ 20 ans également, était encore en liberté et la police

(134) Voir l'article de Express " *Two Polish men jailed for throwing bacon inside a mosque while yelling 'enjoy f*****'* ", in : <http://www.express.co.uk/news/uk/728069/Polish-men-jailed-throwing-bacon-mosque>, extrait le 3.11.2016

(135) Voir l'article de ITV " *Deputy Leader of far-right group found guilty of abusing woman in hijab* ", in : <http://www.itv.com/news/2016-11-03/deputy-leader-of-britain-first-found-guilty-of-abusing-woman-in-hijab/>, extrait le 4.11.2016

n'était pas en mesure de fournir des détails supplémentaire sur les circonstances de l'attaque au couteau. Les groupes de défense des droits de l'homme ont tiré la sonnette d'alarme pour ce qu'ils estiment être une flambée d'agressions contre les Musulmans, les Hispaniques, les Noirs et autres minorités, et ce, depuis la victoire le 8 novembre du Républicain Donald Trump aux élections présidentielles.⁽¹³⁶⁾

Aux USA, un suprématiste blanc autoproclamé coupable d'avoir planifié l'utilisation d'un « rayon de la mort » pour tuer des Musulmans ainsi que Barack Obama, a été condamné à 30 ans de prison. Glendon Scott Crawford, 52 ans, un vétéran de la marine et un membre du Ku Klux Klan, a été déclaré coupable en août 2015 de conspiration avec un autre homme pour fabriquer un dispositif de dispersion radiologique, surnommé par la presse à sensation le « rayon de la mort ». Crawford a été la première personne condamnée en vertu d'une loi interdisant l'acquisition ou l'utilisation d'un dispositif de dispersion radiologique, qui combine des explosifs conventionnels, tels que la dynamite, et des matières radioactives. Lors d'une audience à Albany, le juge de district, Gary Sharpe, a prononcé la sentence après qu'il ait été reconnu coupable de trois chefs d'accusation, y compris la conspiration pour utiliser une arme de destruction massive. Le complice de Crawford, Eric Feight, a plaidé coupable dans le cadre de l'affaire et a été condamné à huit ans et un mois de prison. Les procureurs américains ont requis la prison à vie pour Crawford. Il s'exposait à un minimum obligatoire de 25 ans. Après sa libération, il serait supervisé à vie. Les autorités ont déclaré que Crawford, qui a travaillé chez General Electric Co., a effectué des recherches approfondies sur les dispositifs de dispersion radiophoniques, se familiarisant avec le niveau d'émission nécessaire pour tuer les êtres humains et mener des recherches sur des cibles éventuelles, y compris une mosquée locale. Dans des conversations enregistrées à son insu par une source confidentielle d'application de la loi, Crawford parlait souvent de sa haine contre les Musulmans et a déclaré qu'il irait avec l'appareil s'attaquer à Obama à la Maison-Blanche.⁽¹³⁷⁾

Aux USA, Bernhard Laufer qui a poignardé un gardien dans une mosquée de Queens, a été condamné à 20 ans de prison. Il a été condamné après avoir été reconnu coupable de tentative de meurtre, en tant que crime haineux et autres accusations haineuses lors de l'attaque de 2012 à la mosquée Masjid Al-Saaliheen sur Kissena Boulevard. Les procureurs ont déclaré que Laufer avait appelé à maintes reprises la mosquée et menacé de tuer tous les musulmans avant de poignarder la victime pendant qu'elle ouvrait la mosquée pour la prière du matin. Laufer a déjà été condamné à six mois d'assignation à résidence et de traitement mental après avoir envoyé un courriel menaçant de tuer un employé du Conseil sur les relations américano-islamiques (CAIR).⁽¹³⁸⁾

(136) Voir l'article de Reuters " *California man accused of hate crime in stabbing near mosque* ", in : <http://www.reuters.com/article/us-california-mosque-stabbing-idUSKBN14126T>, extrait le 13.12.2016

(137) Voir l'article de The Guardian News " *White supremacist gets 30 years prison for his plot to kill Muslims and Obama* ", in : <https://www.theguardian.com/us-news/2016/dec/19/death-ray-plot-muslims-obama-glendon-scott-crawford-new-york>, extrait le 20.12.2016

(138) Voir l'article de NBC New York " *Man Gets 20 Years for Hate Stabbing at Queens Mosque* ", in : <http://www.nbcnewyork.com/news/local/Man-Gets-20-Years-for-Hate-Stabbing-at-Queens-Mosque-406708565.html>, extrait le 16.12.2016

En Finlande, un membre du Finns Party (Parti des vrais finlandais) a été condamné, en raison d'un message posté sur son blog, à payer une amende pour crime d'agitation contre un groupe ethnique. La cheffe du bureau local du Finns Party, Terhi Kiemunki, a rejeté la décision selon laquelle le message qu'elle a posté sur son blog était diffamatoire et a déclaré que malgré l'amende de 450 €, c'est elle qui est la véritable victime de l'affaire, que le message a été mésinterprété et qu'elle a été injustement condamnée en raison de l'intérêt porté par le public à l'affaire. L'affaire a été portée à l'attention de la police finlandaise après que Mme Kiemunki se soit présentée elle-même aux fins d'enquête, se disant fatiguée des accusations en ligne que ses écrits étaient calomnieux. À la suite de sa condamnation pour message publié dans son blog, elle a déclaré : « *En ces temps, en particulier le passé récent et aujourd'hui, tous les auteurs d'actes terroristes se sont révélés être des Musulmans* ». ⁽¹³⁹⁾

En France, Robert Menard, un allié du Front national anti-immigrant de France, devra faire face dans un tribunal parisien à une accusation portant sur l'incitation à la haine ou



la discrimination. Il serait jugé pour des commentaires comprenant, notamment, l'affirmation selon laquelle le nombre d'étudiants musulmans dans sa ville était un 'problème'. Il disait le 5 septembre « *Dans une classe de mon centre-ville, 91 pour cent des enfants sont Musulmans. Evidemment que c'est un problème. Il y a des limites à la tolérance* ». En septembre toujours, il a exprimé sur Twitter son regret

d'être témoin « *du grand remplacement* », en utilisant un terme de l'écrivain xénophobe Renaud Camus pour décrire la population blanche et chrétienne du pays, dépassée par les Musulmans nés à l'étranger. Menard a provoqué l'indignation en octobre en mettant en place des affiches anti-migrants et en appelant à un référendum local avant l'arrivée des demandeurs d'asile dans sa ville. Sous le titre « *That's It, They Coming* » (les voilà, ils arrivent), figurait la photo d'une foule de migrants, tous hommes, à l'extérieur de la cathédrale de Béziers. Cela rappelle une affiche controversée conçue par l'important militant du Brexit, Nigel Farage, ancien chef du Parti anti-immigrants britannique de l'indépendance (UKIP), montrant une vaste file de migrants sous le slogan « *Breaking Point* » (point de rupture). ⁽¹⁴⁰⁾

En Finlande, l'ancien président de la Ligue des jeunes finlandais et membre suppléant du Conseil municipal d'Oulu, ainsi que l'ancien vice-président du Congrès du Parti des finnois eurosceptiques, Sebastian Tynkkynen, ont été infligés une amende de 300 euros pour la publication sur Facebook d'articles critiquant l'Islam. Un juge a statué que le but des publications était d'inciter la haine contre les Musulmans. M. Tynkkynen a attiré l'attention

(139) Voir l'article de Breitbart " *Populist MP fined for linking terrorism and Islam* ", in : <http://www.breitbart.com/london/2016/12/02/populist-mp-fined-e450-linking-terrorism-islam/>, extrait le 3.12.2016

(140) Voir l'article de RFI " *Far-right French mayor to be tried over Muslim comments* ", in : <http://en.rfi.fr/france/20161222-far-right-french-mayor-be-tried-over-muslim-comments>, extrait le 23.12.2016

lorsqu'en 2016, en réaction aux attaques terroristes à Paris et à Nice, il a appelé sur sa page Facebook les Musulmans à se retirer de la Finlande. Il a écrit : « Moins il y a de Musulmans en Finlande, mieux c'est. Nous nous sentons plus en sécurité lorsque nous voyons moins de Musulmans. Nous devons nous débarrasser de l'Islam avant qu'il ne soit trop tard. Musulmans, sortez de ce pays ! Il ne faut pas permettre l'accès aux Musulmans venant du Moyen Orient et d'Afrique ». Il a finalement été reconnu coupable et a été condamné à une amende de 300 € au lieu d'une incarcération pouvant aller jusqu'à deux ans à laquelle il était exposé.⁽¹⁴¹⁾

Aux USA, un jury fédéral a condamné un homme du Tennessee qui projetait d'attaquer une mosquée à New York. Robert Daggart, âgé de 65 ans, a été reconnu coupable d'incitation à la violation des droits civils, d'incitation à incendier un immeuble et de menace à un commerce interétatique. Les procureurs ont déclaré que Daggart avait stocké des armes et communiqué avec d'autres sur les plans d'attaque d'une communauté musulmane appelée Islamberg. Un agent du FBI a montré aux jurés un fusil M-4 saisi de la maison de Daggart et les procureurs ont passé une série de conversations que Daggart a eu en mars 2015 avec un informateur confidentiel. Les avocats de Daggart ont soutenu qu'il n'avait jamais eu de plan cohérent, qu'il était piégé par un Informateur confidentiel et qu'il comptait seulement effectuer une reconnaissance d'Islamberg. Les avocats d'Islamberg ont précisé que Daggart n'était pas accusé de terrorisme parce que le gouvernement fédéral ne prévoit pas de loi pour punir les terroristes intérieurs. Les avocats ont déclaré que dans le cas de Daggart, les procureurs ont utilisé des accusations de non-terrorisme en raison du fait que les lois en vigueur visent essentiellement les groupes radicaux étrangers.⁽¹⁴²⁾

Aux USA, un malfrat a reçu la peine appropriée tandis qu'un centre islamique recevait un appui notable. En janvier 2017, le Centre islamique de Davis, au Nord de la Californie, a été vandalisé, les portes et les fenêtres brisées, des pneus de vélo lacérés et des poignées de portes couverts de lard. En février, un suspect de crime de haine a été arrêté: Lauren Kirk-Coehlo devait faire face à des accusations de vandalisme assorti de crime haineux, et de vandalisme d'une église. Le cautionnement de Kirk-Coehlo est passé de 40.000 \$ à 1 million \$ après que l'un des agents ayant procédé à son arrestation ait affirmé que l'accusée avait énoncé dans les documents judiciaires son intention de tuer des gens. Les membres de la communauté et les étudiants de l'Université de Californie Davis (UCD) ont cotisé et ont lancé une collecte de fonds en ligne qui a permis de récolter 22.226 \$ en vue de contribuer aux coûts de réparation de la maison de culte. L'UCD a déclaré dans un communiqué « Nous continuerons à travailler sur le Masjid pour le rendre aussi sûr que possible, et nous exhortons notre communauté de rester positive à la lumière des événements récents. Nous bénéficions d'un grand soutien au sein de cette communauté. Mais en même temps, nous exhortons tout un chacun à veiller à la sécurité. »⁽¹⁴³⁾

(141) Voir l'article de The Great Middle East " *Finland LGBTI politician avoids jail but is fined for inciting Islamophobia* ", in : <http://en.thegreatmiddleeast.com/2017/01/bisexual-politician-all-terrorists-are-muslim-could-be-jailed-now-photo/>, extrait le 14.1.2017

(142) Voir l'article de CBS " *Tennessee man convicted of plotting to attack New York mosque* ", in : <http://www.cbsnews.com/news/tennessee-man-convicted-of-planning-to-attack-new-york-mosque/>, extrait le 17.2.2017

(143) Voir l'article de The Daily Meal " *Hate Crime suspect arrested after vandalizing a mosque with Bacon* ", in : <http://www.thedailymeal.com/news/eat/hate-crime-suspect-arrested-after-vandalizing-mosque-bacon/021717>, extrait le 17.2.2017

Aux USA, un homme du Minnesota qui a posté en 2015 une menace à la bombe à l'adresse d'une mosquée en construction dans les environs de Minneapolis a été condamné à un an dans une prison fédérale. Le Juge du district américain Wilhelmina Wright a condamné Daniel George Fisher qui s'est déclaré en 2016 coupable d'entrave par menace de recours à la force au libre exercice de la religion par le Centre islamique Tawfiq. Fisher a avoué avoir envoyé la lettre après que le FBI ait tracé les empreintes digitales qu'il a laissées sur la note l'an dernier. Fisher a déclaré aux agents qu'il voulait que le personnel du centre islamique, qui sert principalement la population d'Oromo de Twin Cities, pense que la note aurait pu être envoyée par tout le monde, qui menaçait de « *faire exploser votre immeuble avec tous les immigrants* ». Le procureur Andrew Luger, dont le personnel a suivi l'affaire, a déclaré : « *Mon bureau prend très au sérieux toute menace de violence envers un individu ou son lieu de culte fondée sur la race, la religion ou les pratiques culturelles. Nous continuerons à travailler en étroite collaboration avec le FBI pour poursuivre ces types de crimes qui menacent les libertés religieuses et violent les droits civils fondamentaux* ». La division du FBI du Minneapolis a enquêté sur l'affaire et la division des droits civils du ministère de la Justice s'est associée au Ministère public.⁽¹⁴⁴⁾

En France, un maire français d'extrême droite a comparu devant les tribunaux accusé d'incitation à la haine par ses remarques de 2016, lorsqu'il a déclaré qu'il y avait trop d'enfants musulmans dans les écoles de sa ville, sous-entendant que la population française ethnique est en cours de remplacement. Dans une déclaration qu'il a faite au cours d'un entretien en septembre avec la chaîne d'information française LCI il a été cité disant : « *Dans une classe de mon centre-ville, 91 pour cent des enfants sont Musulmans. Evidemment que c'est un problème* ». Dans le même mois, le premier jour de l'école, Menard a également écrit un tweet où il dit : « *Ces classes représentent la preuve éclatante du #Grand remplacement en cours. Il suffit de regarder les anciennes photos de la classe* ». Robert Menard, maire de la ville méridionale de Béziers et un allié du front national anti-immigration et eurosceptique de Marine Le Pen, a comparu devant le tribunal pénal de Paris en mars pour incitation à la haine, par rapport à deux déclarations qu'il a faites en 2016. S'il est reconnu coupable, Menard s'expose à une amende de 1.800 €, et en cas de refus de payer, à une peine de prison.⁽¹⁴⁵⁾

Aux USA, un ancien médecin de l'armée accusé de briser les portes de verre et de jeter une Bible dans une mosquée du Colorado a été inculpé de méfaits criminels. Il a été indiqué également que l'inculpé, Joseph Scott Giaquinto, âgé de 35 ans, a été aussi accusé de crime haineux. Giaquinto a été libéré sous caution et devait comparaître devant le tribunal du comté de Larimer en mars. Il pourrait encourir une peine de prison de 18 mois s'il était reconnu coupable du délit qui lui est reproché. Giaquinto a été arrêté quelques heures après que la police ait publié une vidéo de surveillance montrant un homme qui frappe du pied une porte du Centre islamique de Fort Collins.⁽¹⁴⁶⁾

(144) Voir l'article de Star Tribune " *Man who threatened to blow up Minneapolis mosque gets year in prison* ", in : <http://www.startribune.com/one-year-federal-prison-sentence-for-man-who-threatened-to-blow-up-minneapolis-mosque-in-2015/415708014/>, extrait le 11.3.2017

(145) Voir l'article de The News Minutes " *French mayor faces €1,800 fine after bringing up 'problem' of Muslim schoolchildren* ", in : <http://www.thenewsminute.com/article/hyd-school-allegedly-forces-muslim-students-remove-burqa-during-exam-despite-govt-rules>, extrait le 19.3.2017

(146) Voir l'article de SFGate " *Former Army medic charged in Colorado mosque vandalism case* ", in : <http://www.sfgate.com/news/crime/article/Former-Army-medic-charged-in-Colorado-mosque-11043651.php>, extrait le 2.4.2017

3.3. Des opinions positives sur l'Islam

En Australie, le Premier ministre Malcolm Turnbull et le leader de l'opposition Bill Shorten se sont associés au Parlement pour soutenir une motion bipartite demandant



une Australie respectueuse et unifiée. Dans cette motion, les deux responsables mettaient l'accent sur les populations autochtones, les réfugiés et les Musulmans, tout en réaffirmant leur engagement en faveur de l'égalité des droits, d'une politique d'immigration non discriminatoire, de la réconciliation, du multiculturalisme et de la dénonciation du racisme. M.

Turnbull a déclaré, à cet égard : « L'Australie est une nation d'immigration. Aujourd'hui, près de la moitié d'entre nous ont un parent né à l'étranger et plus d'un quart des Australiens sont eux-mêmes nés à l'étranger. L'Australie et le monde font face à la menace d'un terrorisme perpétré et promu par des extrémistes qui prétendent se battre et tuer pour l'Islam. Or le but de ces terroristes est justement de diviser l'Islam en creusant un fossé de violence entre les Musulmans, entre sunnites et chiïtes, et de retourner les Musulmans contre l'Occident et l'Occident contre les musulmans. En définitive, c'est des Musulmans eux-mêmes que dépendra la solution de ce conflit. En attendant, les terroristes islamistes ont réussi à rehausser le niveau d'anxiété lié à l'immigration musulmane, ainsi que du rôle de l'Islam même en Australie ».⁽¹⁴⁷⁾

En Russie, le Président Poutine a affirmé qu'il n'y a aucun lien entre l'Islam et la terreur. Lors de sa conférence de presse annuelle de fin d'année, Poutine a déclaré qu'il préférerait ne pas lier l'Islam au terrorisme. A cet égard, il a dit : « *Je préférerais que l'Islam ne soit pas vainement associé au terrorisme. Sur ce point vous avez raison* », a-t-il précisé lorsqu'on lui a demandé si l'expression Daesh devrait être interdite par les médias. Suite à l'assassinat d'un ambassadeur russe en Turquie, les commentaires de Poutine n'ont fait que renforcer ses déclarations précédentes sur l'Islam et la terreur. En mai, lors d'un événement consacré à l'étude de l'Islam et de la Russie, Poutine a déclaré que pour le monde islamique la Russie serait toujours un allié fiable. Il a dit à l'époque : « Je voudrais confirmer que le monde islamique trouvera toujours dans la Russie un allié fiable prêt à coopérer pour résoudre des problèmes urgents. Nous soutenons la position des pays musulmans soucieux de renforcer des valeurs telles que la justice et l'état de droit dans les relations internationales. »⁽¹⁴⁸⁾

(147) Voir l'article de SMH " *As Donald Trump questioned Muslims, Turnbull and Shorten did something remarkable* ", in : <http://www.smh.com.au/federal-politics/political-news/as-donald-trump-questioned-muslims-turnbull-and-shorten-did-something-remarkable-20161010-gryqxy.html>, extrait le 10.10.2016

(148) Voir l'article de Yahoo News " *Putin : No Link between Islam, Terror* ", in : <https://www.yahoo.com/news/putin-no-between-islam-terror-152643531.html>, extrait le 24.12.2016

Au Royaume-Uni, le Prince Charles a encouragé son peuple non seulement à penser à Jésus, mais à se rappeler aussi le Prophète Muhammad. Dans un message enregistré le 19 décembre à St. James Palace, le prince Charles de Grande-Bretagne a conseillé à ses sujets de considérer les millions de personnes dans le monde souffrant de persécutions religieuses. Il a également déclaré qu'à un moment de l'année où les gens pensent normalement à Jésus, ils devraient également se souvenir de Muhammad. Le prince de Galles a commencé le discours précédant Noël en mettant en lumière la persécution des minorités religieuses à travers le monde. A l'intention de ces gens il a dit : « *La liberté religieuse est un choix difficile entre la vie et la mort. A Noël, normalement, nous pensons à la naissance de notre Seigneur Jésus-Christ. Mais je me demande cependant s'il nous serait possible cette année de nous rappeler comment se déroulerait l'histoire de la nativité si elle était marquée par la fuite de la sainte famille pour échapper à la persécution violente. Et nous pourrions aussi nous rappeler que lorsque le prophète Muhammad a émigré de La Mecque à Médine, c'était pour trouver la liberté d'exercer la religion et pour lui-même et pour ses disciples... Mais quelle que soit la voie religieuse que nous suivons, la destination sera toujours la même, à savoir, valoriser et respecter l'autre personne, et reconnaître son droit de vivre leur réaction pacifique à l'amour de Dieu.* »⁽¹⁴⁹⁾

Aux USA, Michelle Obama a déclaré aux immigrants musulmans que «ce pays vous appartient». Dans son dernier discours en tant que première dame, Michelle Obama a distingué les jeunes immigrants et les Musulmans, dont beaucoup ont exprimé leur inquiétude à l'égard du président élu Donald Trump. Elle a dit dans son discours : « *Ne laissez jamais qui que ce soit vous donner l'impression que vous êtes sans importance, ou que vous n'avez pas de place dans notre histoire américaine - Car vous en avez. Sachez que ce pays vous appartient à tous, quel que soit votre milieu et horizon. Si vous ou vos parents sont des immigrants, sachez que vous faites partie de la tradition américaine dont nous sommes tous fiers... celle-là même qui nous a permis de devenir le plus grand pays de la Terre. Que vous soyez Musulman, Chrétien, Juif, Hindou, Sikh ou autre... Je veux que nos jeunes continuent à apprendre et à pratiquer ces valeurs avec fierté.* »⁽¹⁵⁰⁾

Aux USA, l'acteur américain le plus connu pour son rôle dans Star Trek, George Takei, a appelé les Américains à défendre les Musulmans aux États-Unis. Takei avait 5 ans lorsque lui et sa famille ont quitté leur maison de Los Angeles pour être conduits dans un camp d'internement sous la menace des armes. Il se rappelle, en regardant avec son frère par la fenêtre avant alors que leurs parents emballaient leurs affaires dans une autre pièce, avoir repéré deux soldats marchant dans l'allée, le fusil à la main. A la fin de la guerre, quatre ans plus tard, les horreurs de l'internement continuaient à hanter Takei et sa famille, puisqu'ils ont été laissés appauvris et contraints de trouver une maison à Skid Row, quartier de Los Angeles célèbre pour sa criminalité. Devenu adulte, Takei s'est efforcé fermement d'éviter que l'internement des Américains japonais pendant la Seconde Guerre mondiale ne se reproduise à nouveau aux États-Unis.

(149) Voir l'article de PJ Media " *Prince Charles : 'Normally at Christmas' We Think of Jesus; This Year Remember Muhammad* ", in : <https://pjmedia.com/faith/2016/12/26/prince-charles-normally-at-christmas-we-think-of-jesus-this-year-remember-muhammed/>, extrait le 27.12.2016

(150) Voir l'article de Raw Story " *Michelle Obama to Muslims, immigrants : 'This country belongs to you'* ", in : <http://www.rawstory.com/2017/01/michelle-obama-to-muslims-immigrants-this-country-belongs-to-you/>, extrait le 7.1.2017



Son histoire est devenue le sujet de la comédie musicale « Allegiance », qui passera bientôt de Broadway vers toutes les salles de cinéma. Alors, lorsqu'il a entendu la première fois le candidat présidentiel Trump appelait à une interdiction de l'accès des Musulmans aux États-Unis, il a dit : « *J'avais des frissons dans le dos. C'est ce*

qui nous était arrivé. Au lendemain de Pearl Harbor, on nous a catalogués d'ennemis. On nous regardait avec crainte, suspicion et haine manifeste ». Takei a affirmé que, ce faisant, Trump faisait la même chose à l'égard d'un groupe religieux entier lorsqu'il suggérait que les Musulmans étaient tous des terroristes potentiels. Récemment, Takei a mis en ligne une pétition appelant les gens à soutenir les Américains musulmans face au Président élu Trump, qui semblait déterminé à mettre en œuvre son plan d'imposer une interdiction temporaire aux immigrants de certains pays musulmans et de créer une sorte de base de données relatives aux Musulmans. La pétition avait recueilli plus de 100.000 signatures.⁽¹⁵¹⁾

IE n Allemagne, la chancelière allemande Angela Merkel a déclaré que l'Islam n'était pas la source du terrorisme et a exhorté les États musulmans à s'associer à la lutte contre ce problème. S'adressant à la conférence de Munich sur la sécurité, à laquelle assistait également le vice-président américain Mike Pence, Merkel a fortement critiqué le projet du Président américain Donald Trump d'imposer une interdiction temporaire de voyager aux ressortissants de sept pays à majorité musulmane. Merkel a également déclaré qu'en dépit du caractère tendu des relations de l'Europe avec la Russie, il n'en était pas moins important de travailler avec la Russie dans la lutte contre l'Etat islamique d'Irak et du Levant et les groupes similaires. Dans son discours, elle a insisté sur la nécessité de préserver et de renforcer les structures multilatérales telles que l'UE, l'OTAN et l'ONU, en réaction aux préoccupations suscitées par l'administration Trump dans son approche des questions internationales et du peu d'intérêt que celui-ci accorde à la collaboration avec les forums multilatéraux.⁽¹⁵²⁾



(151) Voir l'article de Yahoo News " George Takei : We must stand up for Muslims in the US ", in : <https://www.yahoo.com/news/george-takei-we-must-stand-up-for-muslims-in-the-u-s-143210654.html>, extrait le 14.1.2017

(152) Voir l'article d'AlJazeera " Merkel : Islam is not the source of terrorism ", in : <http://www.aljazeera.com/news/2017/02/merkel-islam-source-terrorism-170218081154919.html>, extrait le 19.2.2017

Aux USA, le Secrétaire général des Nations Unies a déclaré, lors d'une visite en Arabie saoudite, que l'islamophobie dans certaines parties du monde alimentait le terrorisme, associée à un sentiment anti-immigrant accru dans certains pays. Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU, a fait cette déclaration aux journalistes après des entretiens qu'il a eus avec le Roi saoudien Salman Bin Abdulaziz, le Prince héritier et ministre de l'Intérieur Mohammed Bin Nayef, et le Prince héritier adjoint Mohammed Bin Salman. Lors d'une conférence de presse conjointe avec le ministre saoudien des Affaires étrangères Adel Al-Jubeir, Guterres a été cité disant : « *L'expression de sentiments islamophobes, de politiques islamophobes et de discours de haine islamophobes dans certaines parties du monde constituent l'un des facteurs qui alimentent le terrorisme* ». Antonio Guterres a un long chemin à parcourir avant de l'emporter sur l'administration Trump et la marée montante de l'islamophobie en Europe.⁽¹⁵³⁾

Aux USA, le maire de la ville, Ed Murray, a déclaré que la ville de Sanctuary Seattle était ouverte à tous, y compris aux Musulmans. A l'endroit où M. Murray prenait la parole, des pancartes d'accueil entouraient la clôture et l'on pouvait lire : « *Nous aimons nos voisins musulmans* ». « *Merci d'enrichir notre communauté* ». « *Vous êtes aimé et bienvenu* ». « *Notre famille est tellement heureuse que vous voyez ici, chez vous* ». Les pancartes étaient visibles sur le lieu où le maire Ed Murray prononçait son discours annuel. Citant des antécédents racistes et xénophobes précédant le climat islamophobe actuel dans le pays, allant de la loi d'exclusion chinoise de 1882 à l'internement japonais pendant la seconde guerre mondiale, Murray a déclaré : « *Nous sommes ici parce que nous sommes une ville accueillante. Nous sommes solidaires avec nos voisins musulmans* ». Murray a critiqué Trump, expliquant que les quatre prochaines années seront une bataille pour l'âme de l'Amérique. Alors que Seattle était considérée comme l'une des villes les plus libérales des États-Unis, elle n'avait pas été totalement immunisée contre le climat national hostile. Deux mosquées ont été récemment vandalisées dans la région de Seattle. L'Association musulmane de Puget Sound à Redmond a été attaquée à deux reprises, la première fois à la fin de novembre 2016 et la deuxième fois en décembre 2016, immédiatement après la fin de la réparation des dégâts causés par le premier incident. Or aucun suspect n'a été appréhendé, même si la police a enquêté sur les deux agressions en tant que crimes haineux. En janvier 2017, le Centre islamique de l'Eastside, également connu sous le nom de « Bellevue Masjid », a été dévoré par des flammes de douze mètres de haut qui ont gravement endommagé l'immeuble dans ce qui a été confirmé comme un incendie criminel.⁽¹⁵⁴⁾

Au Canada, le Premier ministre Justin Trudeau a déclaré que les Canadiens avaient le droit de savoir si une motion parlementaire visant à condamner l'islamophobie rendait les politiciens et leurs concitoyens mal à l'aise, afin que « *nous puissions y faire face en tant que société* ». Parlant à la Chambre des Communes en mars 2017 lors de l'événement « *Héritières du suffrage* » (Daughters of the vote) à l'occasion de la Journée internationale de la femme, il a répondu à

(153) Voir l'article de MEMO " *Islamophobia is fueling terrorism says UN chief*", in : <https://www.middleeastmonitor.com/20170213-islamaphobia-is-fuelling-terrorism-says-un-chief/>, extrait le 16.2.2017

(154) Voir l'article de Middleeasteye.net " *Sanctuary city Seattle is 'open to all,' declares mayor Murray at mosque* ", in : <http://www.middleeasteye.net/news/mayor-seattle-delivers-annual-city-speech-mosque-we-remain-open-all-961637838>, extrait le 22.2.2017

un délégué musulman qui a encouragé les dirigeants canadiens à condamner l'islamophobie. En ce qui concerne M-103, Trudeau a déclaré qu'il était parfois utile que d'aucuns soient en désaccord avec les autres, ainsi qu'il ressort des paroles de Trudeau : « Pour signaler au reste d'entre nous qu'il reste encore beaucoup à faire. »⁽¹⁵⁵⁾

3.4. Les contrepoids de l'extrême droite

En Allemagne, un ministre du gouvernement a fait la promotion de «l'Islam allemand» comme moyen d'intégrer les réfugiés dans la société libérale de l'UE. Dans un éditorial du journal allemand Welt am Sonntag, le ministre Wolfgang Schaeuble a exhorté ses compatriotes à comprendre ce qui leur était important et comment vivre dans une société qui a besoin d'intégrer des millions de réfugiés. Il a écrit : « *Il ne fait aucun doute que le nombre croissant de Musulmans dans notre pays aujourd'hui est un défi que la société ordinaire doit relever avec ouverture d'esprit. Dans cette situation encore*

plus tendue, nous ne devrions pas favoriser l'émergence d'un climat où les personnes bien intégrées en Allemagne se sentent désormais étrangères ». Le ministre a, par ailleurs, dénoncé les agressions xénophobes contre les camps de réfugiés et les sentiments anti-migrants répandus en Allemagne. Schaeuble a poursuivi en écrivant que, malgré la xénophobie présente, la majorité des Allemands crieront : « *Oui, nous voulons que vous soyez parmi nous (les migrants)* ». Le ministre a reconnu qu'en dépit du fait que de nombreux musulmans sont



relativement areligieux, l'Islam allemand demeure une possibilité, et de citer à cet égard les efforts de la Conférence allemande de l'Islam qui œuvre depuis de 10 ans à oblitérer les divisions culturelles et religieuses au sein de la société allemande. Selon des statistiques révisées à la baisse, 890.000 demandeurs d'asile sont arrivés en Allemagne en 2015, alors que les estimations précédentes portaient le nombre à 1,1 million.⁽¹⁵⁶⁾

En Australie, des milliers d'Australiens ont participé à un rassemblement pour exprimer leur volonté d'accueillir les réfugiés et les immigrants dans le pays, malgré les critiques croissantes dont fait l'objet le gouvernement du Premier ministre Malcolm Turnbull en raison de son prétendu traitement des réfugiés. Plus de 20.000 personnes ont participé au rallye, y compris d'éminents dirigeants politiques, dans environ 25 villes à travers le pays, afin d'encourager le gouvernement à adopter une approche empathique et d'accepter les réfugiés et ceux qui demandent l'asile.⁽¹⁵⁷⁾

Aux États-Unis, la maire de la ville de Minneapolis a démolit 'l'islamophobie' de Trump dans un article sur Facebook, tout en défendant les réfugiés. Betsy Hodges, la maire, a choisi ses mots pour s'adresser au candidat républicain à la présidentielle Donald Trump.

(156) Voir l'article de RT.com " *Merkel ally promotes 'German Islam' as means to integrate refugees into liberal EU society*", in : <https://www.rt.com/news/361400-german-islam-refugee-integration/>, extrait le 4.10.2016

(157) Voir l'article de International Business Times " *Thousands demonstrate in Australia to welcome refugees and stand against far-right sentiment* ", in : <http://www.ibtimes.co.uk/thousands-demonstrate-australia-welcome-refugees-stand-against-far-right-sentiment-1587738>, extrait le 23.10.2016



Dans un article véhément sur Facebook, Hodges a évoqué l'islamophobie et l'ignorance de Trump envers les valeurs du Minnesota. Reconnaisant que le Minnesota fait face à certains défis, tels que la pauvreté, la violence et le désespoir, Hodges a écrit que l'État s'efforce de les résoudre par la gentillesse, non par la haine ; en se rapprochant davantage plutôt que moins des gens ; en s'appréciant davantage les uns les autres ; et en travaillant davantage, non en se laissant tomber les uns les autres. Hodges a écrit, à l'intention de Trump: «Tout ce que vous avez fait dans votre vie - de vos pratiques commerciales à vos agressions sexuelles, à votre islamophobie, à vos reproches constants aux autres pour les problèmes que vous avez vous-mêmes créés - trahit votre ignorance de ces valeurs». Défendant les valeurs de sa ville, Hodges a vertement critiqué la rhétorique de Trump envers les réfugiés et les immigrants. « Vous dites » 'ne les laissez pas roder dans nos communautés', comme si vous aviez d'ores et déjà créé l'Etat fasciste dont vous souhaitez transformer ce pays», a écrit Hodges répondant à une remarque faite par Trump au sujet de la population d'immigrants et de réfugiés somaliens et est-africains de Minneapolis». Et de poursuivre :»C'est un privilège et un honneur d'être la maire de la ville qui se targue d'avoir la population somalienne la plus nombreuse de ce pays. Votre ignorance, votre haine, votre peur me font simplement penser combien nous sommes chanceux d'avoir des voisins si merveilleux», écrit Hodges. Le message de Hodges survenait alors que les sondages montraient Hillary Clinton et Trump dans une course de plus en plus serrée.⁽¹⁵⁸⁾

Aux USA, la déclaration appelant à l'accès des Musulmans aux États-Unis a été retirée du site internet de campagne de Donald Trump. L'équipe de Trump semble avoir supprimé la déclaration dans laquelle M. Trump a déclaré le 7 décembre 2015 : « *Donald J. Trump appelle à une interdiction totale et complète d'accès des Musulmans aux États-Unis jusqu'à ce que les représentants de notre pays puissent comprendre ce qui se passe* » La page redirige maintenant à la page d'accueil de la campagne. La déclaration de Donald Trump a provoqué une colère généralisée et des revendications de racisme et de xénophobie. Le président Barack Obama a utilisé la rhétorique de Donald Trump sur les Musulmans comme un exemple pour montrer jusqu'à quel point le Parti républicain est devenu de « l'extrême droite ». Il a répondu à la page d'accueil de la campagne. Il a déclaré à ce propos : « *Réfléchissez à cette question - lorsque je me suis présenté contre John McCain, John McCain et moi avons de réelles différences, de vives différences, mais John McCain n'a pas nié la science du climat. Les supporters les plus improbables de Donald Trump jouent ! John McCain n'a pas appelé à l'interdiction des Musulmans des États-Unis.* »⁽¹⁵⁹⁾

(158) Voir l'article de Business Insider " *Mayor of Minneapolis trashes Trump's 'Islamophobia', defends refugees in fiery Facebook post* ", in : <http://www.businessinsider.com/mayor-of-minneapolis-trashes-trumps-islamophobia-defends-refugees-in-fiery-facebook-post-2016-11>, extrait le 8.11.2016

(159) Voir l'article de The Telegraph " *Muslim ban statement 'removed' from Donald Trump's website* ", in : <http://www.telegraph.co.uk/news/2016/11/10/muslim-ban-statement-removed-from-donald-trumps-website/>, extrait le 11.11.2016

Aux USA, les Républicains de Virginie se sont rendus à une Mosquée à Sterling, en Virginie, pour répondre aux préoccupations des Musulmans sur la manière dont l'élection de Donald Trump les affecterait. John Whitbeck, président du Parti républicain de Virginie, a indiqué qu'il voulait partager un message de liberté. Il a dit : « L'une des choses dont ils ont besoin d'entendre de moi, c'est que le Parti républicain de Virginie accorde une grande valeur à la liberté religieuse et nous nous tenons à côté d'eux, d'autant qu'ils font partie de cette communauté ». Nombreux parmi l'assistance ont déclaré qu'ils craignaient que Trump n'interdise aux Musulmans d'entrer dans le pays. Au cours de la campagne, Trump a déclaré que s'il était élu, il promulguerait « l'arrêt total et complet de l'accès des Musulmans aux États-Unis jusqu'à ce que les représentants de notre pays puissent appréhender ce qui se passe ». Comstock et Whitbeck pensent que Trump avait changé de position concernant l'interdiction musulmane. Whitbeck a également rejeté toute interdiction d'accès des Musulmans au pays, en disant : « Le Parti républicain de Virginie est le parti de la liberté religieuse. Nous ne soutenons pas l'interdiction d'entrée des musulmans aux États-Unis d'Amérique ». Certains personnes présentes dans la mosquée ont déclaré qu'elles se sentaient nerveuses à l'idée que Trump excluait les Musulmans.⁽¹⁶⁰⁾

Aux USA, des étudiants ont visité la mosquée Apex pour mieux connaître la culture arabe et islamique et avoir une meilleure compréhension de la communauté musulmane dans la région. Le voyage, qui s'est déroulé en novembre 2016, comportait une visite guidée du bâtiment et des services proposés par la mosquée Apex, une exposition d'art et de calligraphies arabes, une projection de la vidéo « Musulmans en Amérique », suivis par un discours et une prière. La tournée a été organisée et conduite par Khalid Shahu, conférencier arabe au sein du Département d'études asiatiques de l'UNC.⁽¹⁶¹⁾

Au Canada, un groupe de jeunes musulmans a participé à un atelier sur l'islamophobie et les moyens de la combattre au moyen des médias. L'événement a été organisé par le Conseil national des Musulmans canadiens (NCCM) en vue d'aider les jeunes à contrer les stéréotypes négatifs. Le coprésident de l'Association des Musulmans et des Arabes pour la laïcité au Québec (AMALQuébec), Haroun Bouazzi, a été invité à prendre la parole lors de l'atelier. Celui-ci a été très actif en traitant cette question d'islamophobie dans les médias pendant plusieurs années. Le NCCM est un organisme indépendant, non partisan et à but non lucratif, qui se consacre à la protection des droits de l'homme



(160) Voir l'article de NBC Washington " *Virginia Republicans Visit Mosque to Address Concerns* ", in : <http://www.nbcwashington.com/news/local/Virginia-Republicans-Visit-Mosque-to-Address-Concerns-400892091.html>, extrait le 12.11.2016

(161) Voir l'article de WSVN.com " *Students visit Apex Mosque to challenge misconceptions about Islam* ", in : <http://www.dailytarheel.com/article/2016/11/students-visit-apex-mosque-to-challenge-misconceptions-about-islam>, extrait le 21.11.2016

et des libertés civiles des Musulmans canadiens, ainsi qu'à la promotion de leurs intérêts publics, la compréhension mutuelle et la lutte contre l'islamophobie et autres formes de xénophobie.⁽¹⁶²⁾

En Irlande du Nord, l'organisation de l'extrême droite d'Irlande du Nord, Ulster Awake, a été critiquée pour avoir distribué des brochures antimusulmanes et anti-immigration à Co Antrim. Des dizaines de tracts critiquant les Musulmans et la « folie de l'immigration de masse » ont été placés sur les pare-brises des voitures à Lisburn en novembre. Le matériel affirmait que l'immigration était utilisée comme arme pour détruire les États-nations d'Europe. Le maire adjoint de la ville de Lisburn, Stephen Martin, a condamné l'action en disant : « »⁽¹⁶³⁾



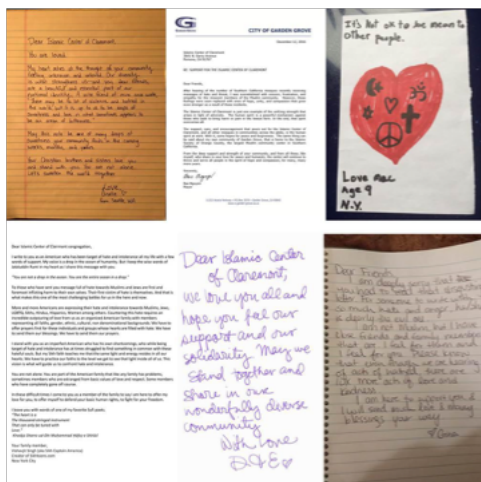
Aux USA, des centaines de musulmans qui priaient à l'intérieur du Centre islamique d'Evergreen ont reçu le soutien de dizaines de membres de la communauté qui se sont tenus à l'extérieur portant des pancartes où on pouvait lire : « Les Musulmans rendent San José meilleure », « Optez pour la diversité » et « L'amour l'emportera sur la haine ». Dans une manifestation populaire de solidarité, les membres du chapitre de Bay Area relevant du Conseil des relations américano-islamiques (CAIR), de Pantsuit Nation de San Jose et du People Acting in Community Together, entre autres, ont participé à une manifestation silencieuse pour apporter leur soutien après une série d'agressions antimusulmanes qui ont été signalées à l'échelle nationale depuis les élections de novembre. Evergreen est devenu une cible le jour du Thanksgiving, lorsqu'une lettre pullulant de haine, envoyée au centre islamique, qualifiait les Musulmans de « gens vilains et sales » et de « Fils de Satan ». La lettre reçue par le Centre, qui a été également envoyée par poste à plusieurs mosquées à travers la Californie et dans d'autres États, avertissait de ce que le président élu Donald Trump ferait aux Musulmans, notamment « ce que Hitler avait fait aux Juifs ». Faisal Yazadi, Président du Conseil d'administration du Centre islamique d'Evergreen, a déclaré que le soutien de la communauté représente « ce dont nous avons le plus besoin en ce moment ». Yazadi a déclaré à cette occasion que le centre a reçu des centaines de courriels, de fleurs et de cartes de soutien d'aussi loin que l'Australie depuis que la lettre antimusulmane a été reçue une semaine plus tôt.⁽¹⁶⁴⁾

Aux USA, des dizaines de manifestants se sont rassemblés devant la mosquée de Houston pour soutenir les Musulmans. Dans une manifestation de solidarité avec la communauté musulmane, des dizaines de non Musulmans se sont tenus à l'extérieur de la mosquée de l'Islamic Society of Greater Houston, portant des pancartes affichant : « Nous sommes

(162) Voir l'article de ABNA24 « Canadian Muslims hold workshop on countering Islamophobia », in : <http://en.abna24.com/service/america/archive/2016/11/22/793528/story.html>, extrait le 23.11.2016

(163) Voir l'article de RTE « Distribution of anti-Muslim leaflets in Co Antrim criticized », in : <https://www.rte.ie/news/2016/1106/829600-antimuslim-leaflets-antrim/>, extrait le 7.11.2016

(164) Voir l'article de The Mercury « San Jose residents to Muslims: you belong here », in : <http://www.mercurynews.com/2016/12/02/san-jose-residents-to-muslims-you-belong-here/>, extrait le 23.11.2016



heureux que vous soyez ici » et « Nous sommes tous des Américains ». Les manifestants ont salué les Musulmans pendant qu'ils entraient dans la mosquée pour la prière du vendredi, leur serrant la main, où les étreignant à leur sortie. Une jeune fille parmi les manifestants a été même jusqu'à leur remettre des fleurs. Beaucoup de participants ont déclaré à la presse de Houston qu'ils avaient décidé de venir exprimer leur amour et soutien au vu de la rhétorique nationale inquiétante dirigée contre les Musulmans, que les politiciens, y compris le président élu Donald Trump répandent sous prétexte de peur des différences. Stephanie Koithan, qui a organisé la manifestation, a déclaré : « Nous

assistons en Amérique depuis ces deux dernières années à un climat de peur et de rhétorique haineuse et nous devons nous interroger sur ce qui a contribué à créer ce climat de peur et de haine. » Koithan n'était pas une organisatrice agissant au nom d'un quelconque groupe, mais simplement une simple citoyenne qui avait le sentiment qu'elle pouvait et devait faire quelque chose alors qu'elle continuait à lire les nouvelles sur les crimes de haine perpétrés contre les Musulmans à travers les États-Unis.⁽¹⁶⁵⁾

Aux USA, Les résidents musulmans du quartier de Norwood ont résolu de tenir tête à l'islamophobie. Les membres de la communauté musulmane de la région ont participé à des réunions hebdomadaires sur la façon d'améliorer leur communauté. Des pancartes jouxtant les fenêtres portaient la phrase suivante : « Prenons la défense des musulmans contre l'islamophobie et le racisme ». Les membres de la communauté ont déclaré que les pancartes et les réunions leur donnaient l'espoir qu'un jour ils n'auront plus à vivre dans la peur.⁽¹⁶⁶⁾

Aux USA, des étudiants ont recueilli des lettres d'amour destinées à contrer l'islamophobie. A la suite des messages de menace reçus par un nombre de mosquées de Californie, un groupe d'étudiants universitaires ont décidé de triompher du sentiment antimusulman au moyen de lettres d'amour. En seulement quelques semaines, les étudiants ont déclaré qu'ils avaient recueilli près de 200 lettres de solidarité et de soutien en faveur de la communauté musulmane américaine du Sud de la Californie, ainsi que de lieux aussi éloignés que New York, le Mexique, le Canada, le Maroc et la Corée du Sud. Les lettres provenaient d'individus et d'organisations comme le Centre d'enquête et la Fédération méthodiste d'action sociale, ainsi que d'élus, dont le maire Bao Nguyen de Garden Grove, en Californie. Ces lettres disaient, en substance : « *Notre objectif est simple : Montrer que les membres de cette communauté peuvent, grâce à leurs différences et divergences, résister et travailler ensemble contre l'injustice et l'ignorance dans notre nation. En mettant en évidence le pouvoir et la beauté qui*

(165) Voir l'article de Houston Press " *Dozens of Demonstrators Gather at Houston Mosque to Support Muslims* ", in : <http://www.houstonpress.com/news/dozens-of-demonstrators-gather-at-houston-mosque-to-support-muslims-8996802>, extrait le 6.12.2016

(166) News12 The Bronx " *Norwood neighborhood residents stand up to Islamophobia* ", in : <http://bronx.news12.com/news/norwood-neighborhood-residents-stand-up-to-islamophobia-1.12719560>, extrait le 8.12.2016

sous-tendent la diversité du tissu américain, nous ne nous contentons pas seulement d'en parler, mais aussi de le démontrer de mille façons. Cette campagne de lettres sert de pierre angulaire à la promotion de l'éducation et l'esprit d'entraide entre des communautés qui ne se comprennent peut-être pas et, ce faisant, faire en sorte de respecter notre devise qui est *E pluribus unum* (l'union fait la force) ». Les étudiants espéraient recueillir 500 lettres et les remettre au Centre islamique de Claremont - l'une des mosquées qui ont reçu le message original. Il est prévu que le Centre islamique de Claremont mette en place un présentoir affichant les messages.⁽¹⁶⁷⁾

Au Canada, un événement s'est tenu à Parliament Hill en décembre pour célébrer la soumission d'une pétition électronique dénonçant l'islamophobie suivie d'une motion visant à faire avancer cette conversation vers une enquête parlementaire sur ses racines profondes. L'événement, qui a eu lieu dans le bâtiment de Sir John A. Macdonald, s'est déroulé en présence des membres de la communauté musulmane ainsi que d'un certain



nombre de députés. Organisé par les députés libéraux Frank Baylis et Iqra Khalid. Baylis, l'événement avait pour but de soumettre la pétition électronique au parlement, amorcé par son membre Samer Majzoub, en mettant l'accent sur le langage du « *toujours ensemble* ». Baylis a déclaré à la foule : « *Partout où nous sommes allés, nous avons toujours été accueillis à bras ouverts. Chaque fois que nous sommes allés, les gens ont dit oui, nous vous apporterons notre aide. Cette franchise et disponibilité nous ont vraiment touchés, d'autant qu'aujourd'hui vous n'avez pas besoin de regarder loin pour voir qu'il y a des gens qui cherchent à nous diaboliser* ». Pendant les 120 jours où les pétitions électroniques ont été autorisées à collecter des signatures, Baylis a déclaré qu'il y avait un élan tel qu'on obtenait jusqu'à 2.000 signatures par jour, ce qui en fait sensiblement la pétition électronique la plus signée par une marge importante. Baylis a également déclaré que la communication ne s'était limitée à la seule communauté musulmane, mais a été transmise également aux communautés sikh et juive et aux églises chrétiennes. Parmi les autres intervenants, citons le sénateur conservateur Salma Ataullahjan, la députée néo-démocrate Rachel Blaney et la leader du Parti Vert Elizabeth May.⁽¹⁶⁸⁾

Aux USA, l'icône féministe Gloria Steinem a déclaré en janvier 2017 que si le nouveau gouvernement des États-Unis établit un registre des Musulmans, alors « nous nous enregistrons tous en tant que Musulmans ». Steinem a déclaré lors d'un discours à la Marche des femmes à Washington : « Si vous obligez les Musulmans à s'inscrire, alors nous

(167) Voir l'article de NBC " *Students Collect Love Letters to Counter Islamophobia* ", in : <http://www.nbcnews.com/news/asian-america/students-collect-love-letters-counter-islamophobia-n700321>, extrait le 28.12.2016

(168) Voir l'article de iPolitics " *MPs, Muslims gather on Hill for anti-Islamophobia event* ", in : <https://ipolitics.ca/2016/12/06/mps-muslims-gather-on-hill-for-anti-islamophobia-event/>, extrait le 7.12.2016

nous inscrirons tous en tant que Musulmans. N'essayez pas de nous diviser. N'essayez pas de nous diviser ». Le Président Trump, lors de sa campagne présidentielle, a appelé à une interdiction d'accès temporaire des Musulmans aux États-Unis, suscitant la peur avec son intention de créer un registre des Musulmans.⁽¹⁶⁹⁾

Aux USA, les manifestants ont exprimé leur soutien aux musulmans en réponse à l'interdiction de voyager. Des groupes religieux, des dirigeants des droits des immigrants et des militants communautaires ont tous participé à une Journée d'action en réponse à la nouvelle interdiction de voyager du Président Trump, ainsi qu'à des rassemblements organisés à Bridgeview et à Chicago. Des événements ont été organisés à travers le pays pour soutenir la communauté musulmane qui était profondément préoccupée par l'interdiction à l'immigration édictée par le Président et qui est de nature à diviser en permanence les familles musulmanes. À l'occasion d'une prière de midi tenue à la Fondation de la Mosquée de Bridgeview, les visiteurs ont exprimé leur soutien avec des pancartes, des paroles, ou par leur simple présence. Oscar Chacon, de l'Alianza Americas, a déclaré : « *Nous serons là chaque fois qu'il s'avèrera nécessaire de nous tenir ensemble, nous défendre mutuellement et lutter ensemble afin de corriger les choses. Nous, les Juifs, nous nous tenons épaule contre épaule avec nos frères et sœurs musulmans* ». Rabbi Michael David, de la Voix juive pour la paix, a déclaré : « *Si les Musulmans ne peuvent pas rendre en paix le culte à Dieu, alors nous ne le pouvons pas non plus* ». Ils ont ainsi formé une chaîne humaine devant la Mosquée.⁽¹⁷⁰⁾

Au Royaume-Uni, les Londoniens se sont joints, en février 2017, à d'autres personnes à travers le pays à l'occasion de la Journée nationale d'action contre l'islamophobie. Les rallyes ont été organisés en solidarité avec six Musulmans massacrés à Québec et pour contester l'interdiction de voyager de Trump à l'égard des musulmans et des réfugiés. Les organisateurs exigeaient que le gouvernement fédéral abroge à l'Entente sur les tiers pays sûrs et la liste des pays d'origine désignée. En moins d'une semaine, plus de 150 organisations ont approuvé la Journée nationale d'action contre l'islamophobie et la suprématie blanche. La société civile à travers le pays, allant des syndicats nationaux représentant les enseignants, jusqu'aux associations d'étudiants et groupes environnementaux, en passant par les travailleurs des postes et autres professions, s'est rassemblée dans la ville.⁽¹⁷¹⁾

Aux USA, les New-Yorkais se sont rassemblés pour dire « Aujourd'hui, je suis aussi musulman ». Des milliers de personnes représentant divers horizons et croyances, ont convergé vers Times Square en février 2017, répondant à l'appel d'un magnat de la musique pour permettre aux Musulmans de savoir que leurs concitoyens américains sont avec eux. Les manifestants, dont beaucoup portaient des pancartes affichant une femme avec un hijab arborant un drapeau américain avec l'inscription « Nous, les peuples sont plus grands que la peur », se sont

(169) Voir l'article de The Hill « *Steinem: If Trump creates Muslim registry, we'll all register* », in : <http://thehill.com/homenews/315454-steinem-we-will-all-register-as-muslims-if-there-is-a-registry>, extrait le 22.1.2017

(170) Voir l'article d'ABC News « *Demonstrators show support for Muslims in response to travel ban* », in : <http://abc7chicago.com/news/demonstrators-show-support-for-muslims-in-response-to-travel-ban/1736671/>, extrait le 4.2.2017

(171) Voir l'article de Newstalk 1290 CJBK « *National Day of Action against Islamophobia being held in London* », in : <http://www.iheartradio.ca/newstalk-1290-cjbk/news/national-day-of-action-against-islamophobia-being-held-in-london-1.2378720>, extrait le 5.2.2017

rassemblés dans l'un des lieux publics les plus célèbres du monde pour dénoncer ce qu'ils considèrent comme des menaces et des pressions visant les communautés musulmanes. Le rassemblement, qui s'était fixé pour thème « Aujourd'hui, je suis un musulman aussi », s'est annoncé sur les médias sociaux comme « une journée de solidarité avec nos frères et sœurs musulmans en réaction aux attaques vicieuses du Président Donald Trump ». La liste des conférenciers et des participants était longue, et comprenait des rabbins des imams, un sikh, un bouddhiste, des révérends épiscopaliens et presbytériens, un Mennonites, un ministre de l'Eglise adventiste du Septième jour, un Hindou, un pasteur baptiste, des politiciens locaux et des défenseurs des droits civils. L'actrice Susan Sarandon et le Maire de New York, Bill de Blasio, ont également pris la parole. Chelsea Clinton, la fille aînée du l'ancien président, a écrit sur Twitter que le rallye marquait l'anniversaire de sa première manifestation d'il y a 2 ans. Trump avait fait de nombreuses remarques désobligeantes à l'endroit des Musulmans, et une cour d'appel a récemment suspendu le décret qu'il a émis interdisant temporairement tous les réfugiés et les voyageurs issus de sept pays à majorité musulmane d'entrer dans le pays. Trump avait promis d'émettre un nouvel ordre adapté à la décision du tribunal.⁽¹⁷²⁾

Aux USA, en réaction au récent décret présidentiel interdisant l'entrée aux citoyens de sept pays à majorité musulmane, le

Département des études sur le Proche Orient de Cornell a tenu une séance d'étude dans l'amphithéâtre Groos Family Atrium. Deborah Starr, professeur associée d'études sur le Proche Orient, a déclaré : « Nous sommes déterminés à lutter contre l'islamophobie par l'éducation. Il s'agit d'une extension de notre mission éducative et de notre



obligation éthique envers nos étudiants, collègues, amis et membres des familles touchés par l'interdiction ». Starr a fait remarquer que ledit décret aurait un impact néfaste sur des dizaines de milliers d'innocents, y compris des douzaines d'étudiants universitaires diplômés ou poursuivant leurs études, des membres du personnel et des enseignants universitaires à Cornell. Le Département des études sur le Proche Orient s'est associé à l'Institut Clarke de droit et de Développement au Moyen Orient et en Afrique du Nord, les Académies musulmanes comparées, le Programme d'études juives, et l'Initiative d'études ottomanes et turques, afin de mettre en place cette opportunité de se familiariser avec l'Islam et la culture et l'histoire des peuples et des pays visés justement par l'interdiction.⁽¹⁷³⁾

(172) Voir l'article de CNN " *New Yorkers rally to say 'Today I am a Muslim, too'*", in : <http://edition.cnn.com/2017/02/19/us/today-i-am-muslim-too-rally-new-york/>, extrait le 21.2.2017

(173) Voir l'article de Cornell University " *Teach-In at Cornell: Combatting Islamophobia through education* ", in : <http://pma.cornell.edu/news/teach-cornell-combatting-islamophobia-through-education>, etrieved on 13.2.2017

Aux Pays-Bas, le Premier ministre néerlandais Mark Rutte a exclu toute possibilité de travailler avec Geert Wilders, alors que le député d'extrême droite insistait sur le fait qu'il ne peut être ignoré s'il gagnait les élections générales de mars. Rutte a souligné dans un Tweet sur son compte personnel : « Zéro pour cent Geert. ZERO pour cent. Cela n'arrivera pas ». Les tensions montaient pendant que les campagnes démarraient pour le vote du 15 mars - le premier d'une série d'élections, y compris en France et en Allemagne, susceptibles de secouer le paysage politique européen. Wilders et son Parti de la liberté (PVV) continuaient de monter dans les sondages, qui voyaient son parti émerger comme le plus important, mais sans un nombre suffisant de députés cependant pour tenir la majorité des 150 sièges du parlement. Rutte a déjà déclaré qu'il ne formerait pas de coalition avec son adversaire à cheveux gonflés, mais Wilders dit qu'il ne croit pas le pragmatique Rutte, malgré ce qu'il pourrait dire maintenant. Rutte brigait un troisième mandat de premier ministre.⁽¹⁷⁴⁾

Au Canada, des milliers de personnes se sont rassemblées devant le consulat des États-Unis à Toronto en février pour protester contre l'islamophobie et la suprématie blanche. Dans le cadre des Journées nationales d'action qui ont eu lieu dans 42 villes canadiennes et adoptées par 140 organisations à l'échelle nationale, les manifestants ont appelé le gouvernement canadien à : « condamner publiquement l'interdiction faite par le Président Trump à l'égard des Musulmans ; ouvrir la frontière entre le Canada et les États-Unis et accorder un statut permanent aux demandeurs d'asile ; mettre fin à l'exclusion raciste, anti-réfugiés, anti-noires et islamophobe des migrants et des réfugiés ; abroger toute législation fédérale à connotation raciste qui vise les Musulmans et les réfugiés noirs et bruns ». La survivante de l'Holocauste et activiste juive pour la justice sociale et la libération, Suzanne Weiss, a pris la parole devant la foule pour parler contre le racisme.⁽¹⁷⁵⁾



Aux USA, une centaine d'entreprises auraient retiré leurs publicités du site d'information d'extrême droite Breitbart, selon Sleeping Giants, le groupe instigateur de la campagne populaire appelant les annonceurs à boycotter le site. Audi, Visa, T Mobile et Lufthansa ont rejoint la liste grandissante des entreprises qui s'y sont retirées, et Sleeping Giants a déclaré qu'au moins 1.250 annonceurs ne souhaitent plus y être associés. Les militants ont encouragé les utilisateurs de Twitter à nommer et décrier les entreprises qui font de la publicité sur le site en publiant des captures d'écran des publicités présentées par Breitbart. Etant donné que l'achat des publicités passe souvent par l'entremise de tiers, les entreprises sont susceptibles d'ignorer totalement que leurs annonces finiraient sur le site Breitbart. Breitbart a déclaré la

(174) Voir l'article de Yahoo News "Zero' chance I will work with you: Dutch PM to Wilders", in : <https://au.news.yahoo.com/world/a/34396637/zero-chance-i-will-work-with-you-dutch-pm-to-wilders/#page1>, extrait le 13.2.2017

(175) Voir l'article de DailyHive.com "Toronto rallies Against Islamophobia & White Supremacy", in : <http://dailyhive.com/toronto/toronto-rallies-against-islamophobia-white-supremacy-2017>, extrait le 7.2.2017

guerre l'an dernier à Kellogg, après que la société céréalière a annoncé qu'il s'agissait de sites inscrits sur la liste noire et « *sont incompatibles avec nos valeurs* ». Répondant à la déclaration, les éditeurs ont exhorté les lecteurs de Breitbart à boycotter tous les produits de Kellogg. Breitbart était déjà en difficulté avec les annonceurs ajoutant que le cas de Milo Yiannopoulos rendait la bataille encore plus difficile. Par ailleurs, l'association avec le conseiller principal de M. Trump, Steve Bannon, son ancien président exécutif, devenait nuisible à l'entreprise. M. Bannon avait déjà décrit Breitbart comme « *la plate-forme pour l'extrême droite* ». Soucieuse cependant de surmonter le déclin de ses recettes publicitaires, Breitbart semblait vouloir donner à sa plate-forme un visage plus modéré.⁽¹⁷⁶⁾

Aux USA, des centaines de résidents de Winston-Salem ont rejoint les services de prière tenus dans trois mosquées de la région de Triad en février 2017. La chaleur du soutien exprimé à la communauté musulmane était une réaction au discours violent et anti-islamique qui s'est dégagé d'une réunion entre des militants conservateurs d'extrême droite à Kernersville, en Caroline du Nord.⁽¹⁷⁷⁾

Aux USA, l'ouverture d'un nouvel Institut de l'art arabe et islamique, mis en place par Cheikh Mohammed Rashid Al-Thani du Qatar, était prévue au centre-ville de Manhattan. Le timing n'était pas accidentel, car Al-Thani essayait d'humaniser l'Islam et d'élargir les horizons de sa perception aux États-Unis. Il espérait que l'institut ne se contenterait pas seulement de mettre en évidence l'envergure de l'art et de la culture du monde arabe et islamique, mais aussi mettre au défi certains stéréotypes et idées fausses qui entravent la compréhension interculturelle. L'autre objectif était d'amener les Américains non musulmans à ressentir et apprécier, à travers l'art islamique, la beauté intérieure des croyances et des traditions.⁽¹⁷⁸⁾

Aux Pays-Bas, Wilders reconnaît sa défaite face à Mark Rutte. Mais en dépit d'être déclaré vainqueur, le VVD de M. Rutte s'attend à perdre 10 sièges - les sondages lui prévoyant une chute de 41 à 31 sièges. Le plus grand perdant semble être cependant le parti travailliste social-démocrate (PvdA), qui devait s'effondrer en passant de 38 à 9 sièges dans un parlement composé de 150 sièges. Wilders a fustigé son rival Rutte, qui a déclaré que c'est le mauvais type de populistes qui a été vaincu lors des élections générales. Le leader du parti de la liberté a répondu : « *Je ne sais pas ce qu'il veut dire. Il implique qu'il y a de bons et de mauvais populistes. Je ne me considère pas comme populiste, mais il me suggère que je suis un mauvais populiste et une sorte de nazi.* »⁽¹⁷⁹⁾

(176) Voir l'article de Independent.co.uk " *Another 100 companies pull advertising from Breitbart* ", in : <http://www.independent.co.uk/news/world/americas/breitbart-advertising-deals-companies-advertising-withdraw-pull-steve-bannon-alt-right-campaign-a7599156.html>, extrait le 25.2.2017

(177) Voir l'article de Blue Ridge Public Radio " *North Carolinians Join Prayers at Triad Mosques to Oppose Islamophobia* ", in : <http://bpr.org/post/north-carolinians-join-prayers-triad-mosques-oppose-islamophobia>, extrait le 1.3.2017

(178) Voir l'article de The Guardian News " *The beauty of art can counter Islamophobia – but it won't be easy* ", in : <https://www.theguardian.com/artanddesign/jonathanjonesblog/2017/mar/08/new-york-institute-arab-islamic-art-islamophobia>, extrait le 9.3.2017

(179) Voir l'article de Sunday Express " *We are also winners' Wilders admits DEFEAT to Rutte but hopes for coalition government* ", in : <http://www.express.co.uk/news/world/779788/geert-wilders-admit-defeat-mark-rutte-hopes-coalition-government-invite-pvv-vvd-netherlan>, extrait le 17.3.2017

Au Royaume-Uni, une marche contre le racisme a rassemblé quelque 30.000 personnes à Londres, au cours de laquelle les militants ont exprimé leur opposition à la vague de populisme que l'élection de Donald Trump a suscité et qui a impulsé la montée de l'extrême droite en Europe. Ancien prisonnier de la prison de Guantánamo, Moazzam Begg, l'un des orateurs de la manifestation du samedi, a déclaré que Trump était l'un des mauvais gars qui devraient être envoyés au camp d'internement



de Cuba. S'adressant à la foule à partir d'une tribune de Parliament Square, Begg a évoqué un discours du Président américain dans lequel il a déclaré qu'il enverrait plus de détenus à l'installation controversée. Begg a rejoint le député travailliste pour le Tottenham, David Lammy, en fustigeant un petit groupe de contre-manifestants. Suspecté de relever du groupe politique d'extrême droite Ligue de défense anglaise (EDL), le groupe a été repéré près de manifestants antiracistes allant de Regent Street à Parliament Square. Les partisans de l'antiracisme, portant des pancartes aux slogans originaux, y compris « Les migrants font notre NHS » et « La vie des noirs compte » ont mené une marche pacifique mais vive à travers les avenues à la mode de Regent Street et Haymarket, battant des tambours et chantant des chansons.⁽¹⁸⁰⁾

En France, la proposition de Marine Le Pen de sortir la France de la zone euro et sa position dure sur l'Islam ont été dénoncées par les autres candidats à la présidentielle en mars, au cours d'un débat télévisé intense un mois avant que le pays ne se rende aux sondages.



Les élections françaises se sont révélées les plus imprévisibles depuis des décennies, le leader du Front national (FN) Le Pen et le centriste Emmanuel Macron pratiquement au coude-à-coude dans les sondages pour le premier tour du 23 avril, alors que les partis traditionnels de gauche et de droite languissent en troisième et quatrième position. Avec des sondages indiquant que Macron battrait facilement

l'anti-immigration Le Pen, 48 ans, lors du vote décisif du 7 mai, on savait qu'il tirerait le meilleur parti du débat télévisé. Le Pen, justement, se retrouvait souvent poussée à la défensive alors

(180) Voir l'article de The Guardian News " *London anti-racism march draws tens of thousands of protesters* ", in : <https://www.theguardian.com/world/2017/mar/18/london-anti-racism-march-draws-tens-of-thousands-of-protesters>, extrait le 19.3.2017

que Macron, le candidat conservateur François Fillon, Benoît Hamon du Parti socialiste et Jean-Luc Mélenchon, le radical de gauche en cinquième position, se sont tous attaqués à son programme. Macron et Le Pen ont exprimé leur désaccord alors du maillot islamique couvrant entièrement le corps. Le soi-disant burkini était au centre d'un débat animé en France après que plusieurs villes côtières aient interdit le vêtement. Le Pen a déclaré que le burkini était un signe de « *l'ascension de l'Islam radical dans notre pays* » et a accusé Macron de l'appuyer. L'ancien ministre de l'économie, Macron, a répondu : « *Le burkini est un problème d'ordre public. Ne l'utilisez pas pour diviser les Français* », l'accusant de transformer « *plus de quatre millions de Français adeptes de l'Islam ... en ennemis de la République* ». ⁽¹⁸¹⁾

3.5. Des appuis aux mosquées

A Taiwan, le maire de Taipei, Ko Wen-je, a déclaré que le gouvernement de la ville de Taipei devrait financer la construction d'une plus grande mosquée pour exprimer l'amitié de la ville envers les Musulmans. Ko a fait les remarques en réponse à des questions concernant l'inclusion de Taiwan dans une coalition multinationale dirigée par les États-Unis pour lutter contre le groupe Etat islamique. Cette déclaration a été faite avant qu'il renouvelle son engagement de diriger une ville inclusive et amicale, et vanter les installations de Taipei favorables aux Musulmans, y compris la création de salles de prière dans la mairie. Ko a déclaré qu'il a été invité à assister à un service religieux dans une mosquée de Taipei pendant le Ramadan et a constaté un problème de surpeuplement. Il est donc arrivé à la conclusion suivante : « *La ville devrait utiliser son budget pour construire une plus grande mosquée, de préférence proche de Mass Rapid Transit Station* ». Invités à faire des commentaires, les conseillers de la ville de Taipei semblaient être surpris par les remarques de Ko, certains allant jusqu'à déplorer le minutage ou la pertinence de la proposition. Le conseiller municipal du Parti démocratique progressiste à la ville de Taipei, Ho Chih-wei, a déclaré que la proposition du maire devra être examinée pour sa logique, ajoutant qu'il n'est pas de l'habitude du gouvernement d'accorder de l'aide financière pour la construction des bâtiments religieux, indépendamment de la foi ou de la croyance. Ko a précisé que ses commentaires ont été motivés par le désir d'alléger le surpeuplement à la Grande Mosquée de Taipei dans le district de Daan, qui sert une congrégation considérable de travailleurs migrants musulmans, que les installations actuelles ne sont pas suffisamment spacieuses pour accueillir tout ce monde. Il a ajouté que lorsqu'il a visité la Grande Mosquée de Taipei pendant le Ramadan et inspecté la gare de Taipei dans le week-end, il a constaté la présence de plus de 10.000 travailleurs migrants musulmans assemblés. ⁽¹⁸²⁾

En Allemagne, le président s'est excusé auprès de l'imam turc pour l'attaque de la mosquée. Compte tenu des soucis que la Turquie se fait devant les agressions islamophobes et xénophobes en Allemagne, le président et la chancelière du pays ont accueilli Hamza Turan, l'imam d'une mosquée turque à Dresde. Turan et sa famille ont rencontré le Président Joachim

(181) Voir l'article de Luremburger Wort " *France's Le Pen under fire in first presidential TV debate*", in : <http://www.wort.lu/en/politics/france-s-le-pen-under-fire-in-first-presidential-tv-debate-58d0c8c5a5e74263e13ac4bc>, extrait le 22.3.2017

(182) Voir l'article de Taipei Times' News " *Mayor says Taipei should fund, build larger mosque* ", in : <http://www.taipaitimes.com/News/taiwan/archives/2016/10/04/2003656487>, extrait le 5.10.2016

Gauck et la Chancelière Angela Merkel et, après les réunions, l'imam a déclaré aux médias turcs que Gauck s'est excusé pour l'agression et admis l'échec à leur accorder la protection nécessaire. Turan a déclaré que Joachim Gauck l'a rencontré ainsi que sa famille, et exprimé son chagrin et ses excuses devant l'agression. L'agression venait à la suite de l'attentat à la bombe incendiaire dont la mosquée Mimar Sinan à Hessen a fait l'objet. Des suspects non identifiés ont lancé des cocktails Molotov lors d'une attaque non létale ciblant la mosquée de la ville de Bebra. Les incidents sont survenus au lendemain d'une campagne de diffamation menée par des politiciens allemands. Les mosquées en Allemagne, où le sentiment antimusulman s'accroît parallèlement à l'afflux des réfugiés musulmans, subissent occasionnellement des agressions allant des cocktails Molotov au lancement de têtes de cochon. Une enquête a été effectuée par un comité parlementaire turc sur le ciblage des mosquées. Elle a constaté, en conclusion, que quelque 297 attaques ont été menées contre les mosquées entre 2001 et 2014, visant principalement les mosquées turques.⁽¹⁸³⁾

Aux USA, les habitants ont protesté à la mosquée d'Austin contre l'islamophobie. Organisés par la Muslim Solidarity ATX, les manifestants tenaient des pancartes à l'extérieur de la mosquée de Nueces où était écrit : « *Nous aimons nos voisins musulmans* », alors que les fidèles se réunissaient pour la prière du vendredi. Les manifestants ont également tenu des pancartes disant : « *Nous sommes avec nos voisins Musulmans* », « *Les Juifs rejettent Trump* » et « *Grâce à vous l'Amérique est grande* ». L'imam de la mosquée, Mohamed-Umer Esmail, s'est adressé à la foule après la prière pour dire : « *Tant qu'il y aura des gens merveilleux comme vous, l'Amérique sera toujours grande.* » Le Centre islamique du Grand Austin estime que plus de 10.000 Musulmans vivent dans la ville.⁽¹⁸⁴⁾



Aux USA, le ministère de la Justice poursuivait un comté de Virginie accusé de discrimination envers les résidents musulmans qui voulaient construire une petite mosquée. Les procureurs fédéraux ont déclaré que les autorités de Culpeper ont violé les droits du Centre islamique de Culpeper lorsqu'ils ont refusé de délivrer le permis pour le réseau d'égout de leur nouvelle maison de culte. D'après la plainte déposée, le comté n'a jamais refusé une seule des 26 demandes faites depuis 1992, déclarant à cet égard que le comté a violé une loi fédérale adoptée en 2000 portant sur la discrimination religieuse et l'utilisation des terres. Un membre de la communauté a déclaré que les résidents s'étaient inquiété que la mosquée, hébergeant

(183) Voir l'article du Daily Sabah News " *German president apologizes to Turkish imam for mosque attack* ", in : <http://www.dailysabah.com/nation/2016/10/06/german-president-apologizes-to-turkish-imam-for-mosque-attack>, extrait le 5.10.2016

(184) Voir l'article de IQNA " *Hundreds Protest Islamophobia at Austin Mosque* ", in : <http://iqna.ir/en/news/3461466/hundreds-protest-islamophobia-at-austin-mosque>, extrait le 20.11.2016

environ 20 personnes, pourraient amener le terrorisme dans la petite ville de Virginie et que la foule avait applaudi en avril 2016 le rejet du permis. Le Centre islamique de Culpeper, qui fonctionne actuellement à partir d'une petite maison, n'a pas encore donné suite à une demande de commentaire sur ce qu'il compte faire après la poursuite fédérale.⁽¹⁸⁵⁾

USA : La communauté de Lake Travis se rassemble une semaine après destruction de la mosquée par le feu - Le centre islamique de Lake Travis et l'église méthodiste unie de Lake Travis se sont rassemblés avec les membres de la communauté après l'incendie de la mosquée. L'événement, qui s'est tenu à l'église méthodiste unie de Lake Travis sous le thème « Solidarité avec la communauté », a réuni les membres des différentes congrégations religieuses. Une semaine auparavant, le feu avait brûlé le Centre islamique de Lake Travis qui était encore en construction à l'époque. Le membre du Conseil islamique de Lake Travis, Shakeel Rashed, a déclaré que l'événement a été créé non seulement pour rassembler la communauté, mais aussi pour remercier tout le monde pour son soutien. Le Centre islamique de Lake Travis a lancé une campagne de collecte de dons dans l'espoir de reconstruire la mosquée. Les commissaires des incendies du comté de Travis continuent toujours d'enquêter sur les causes de l'incendie.⁽¹⁸⁶⁾

USA : Une mosquée locale reçoit une lettre de soutien avant l'investiture de Trump -

À Washington, certains habitants tentaient de rapprocher leurs communautés les unes des autres et de soutenir les groupes minoritaires qui pourraient se sentir isolées. Une lettre et une carte postale ont été adressées à la mosquée Masjid et Nabawi à Schenectady avant le jour d'investiture de M. Trump, pour dire : « À nos frères et sœurs musulmans du Masjid et Nabawi, nous nous tenons à vos côtés ». Lynell Engelmeyer a contribué à l'écriture de ce simple message, mais ô combien profond, également sur une carte postale envoyée à la mosquée. Elle a dit qu'elle voulait s'assurer que les membres de la Mosquée ne se sentaient pas seuls. Taslim Yousaf, un membre de la communauté musulmane a déclaré : « Je suis très excité, et nous sommes très heureux, et nous sommes aussi très reconnaissants d'être entourés par une si belle communauté. »⁽¹⁸⁷⁾



(185) Voir l'article de Daily " *Feds sue Virginia County that refused permit for mosque*, in : <http://www.nydailynews.com/news/national/feds-sue-virginia-county-refused-permit-mosque-article-1.2908403>, extrait le 13.12.2016

(186) Voir l'article de KXAN " *Lake Travis community gathers a week after fire destroys mosque* ", in : <http://kxan.com/2017/01/15/lake-travis-community-gathers-a-week-after-fire-destroys-mosque/>, extrait le 16.1.2017

(187) Voir l'article de News10 " *Local mosque receives letter of support ahead of Trump inauguration* ", in : <http://news10.com/2017/01/20/local-mosque-receives-letter-of-support-ahead-of-trump-inauguration/>, extrait le 21.1.2017

3.6. L'évolution positive à l'égard du hijab

Aux USA, la sensibilisation culturelle a été engagée sous forme d'une Semaine de sensibilisation au Hijab, coparrainé par l'Association des étudiants musulmans et le Département des études de genre. Les activités de la semaine se sont penchées sur la perception qu'ont les gens du hijab et son rôle dans l'islamophobie actuelle, qui était l'objet d'une projection intitulée 'Ils m'appellent Musulmane'. Les discussions qui ont suivi ont couvert des sujets tels que les événements actuels et le vaste éventail de significations intrinsèques au hijab. Jennifer Thorn, responsable de l'organisation, a déclaré : « Cette semaine est motivée par les trois réalités suivantes : la manière dont les idées sur les Musulmans ont émergé dans la rhétorique politique récente ; la façon dont la Syrie et le peuple syrien sont représentés dans les médias occidentaux ; et notre propre expérience des cas d'intimidation et de harcèlement envers les femmes qui portent le hijab ici, au New Hampshire et dans la région de Boston. Dans une école où de très nombreux d'étudiants proviennent de milieux ethniques et socioéconomiques semblables, la sensibilisation à de tels problèmes est vitale ». Mme Mina al Rais a ensuite ajouté : Je pense que cette Semaine est très importante, car cet événement contribue à la sensibilisation générale sur les questions se rapportant au hijab, à la femme et à l'Islam en général. Compte tenu de ce qui se passe tant à l'échelle nationale qu'internationale, tels que le climat politique, la crise syrienne et la recrudescence du harcèlement et de l'intimidation, nous avons décidé redoubler d'efforts et de créer une Semaine du hijab sur le campus pour corriger les erreurs de jugement créées par les Groupes et individus islamophobes.⁽¹⁸⁸⁾

Aux USA, un groupe d'étudiants de l'Université Brigham Young se faisait remarquer sur le campus en portant le hijab traditionnel. Pendant trois mercredis, Sondra Sasser et 11 autres étudiantes ont ajouté le vêtement à leur garde-robe pour afficher leur soutien à la communauté musulmane d'Utah. Elle a déclaré, à cet effet : « Beaucoup de musulmanes se sentent mal à l'aise devant cette situation ... avoir peur des choses ou simplement être mal comprises. Aussi je pense que tout effort de solidarité ne serait pas inutile ». Le mouvement a fait sourciller pas mal de gens dans le campus de Provo.⁽¹⁸⁹⁾

En Australie, le Premier ministre Malcolm Turnbull n'a pas répondu aux appels lui demandant d'interdire la burqa dans son pays, à l'instar d'Angela Merkel qui a appelé à l'interdiction du voile intégral en Allemagne. Il a déclaré que « Ce n'est pas quelque chose que mon gouvernement soutiendrait ou proposerait ». Pauline Hanson, leader du parti anti-islamique One Nation d'Australie, a écrit sur Facebook qu'elle appuierait la présentation au parlement en 2017 d'une loi semblable à la proposition de Merkel. S'agissant de ce qui se passe en Allemagne, Turnbull a déclaré que « Les Européens ont malheureusement perdu le contrôle de leurs frontières », ajoutant que les dirigeants européens lui ont récemment parlé de la menace que les « migrations irrégulières à grande échelle » pose à leurs sociétés. L'Australie a maintenu une politique transfrontalière rigoureuse grâce à laquelle elle intercepte et renvoie tous les bateaux

(188) Voir l'article de The Saint Anselm Crier " *Hijabi Awareness Week brings cultural diversity to campus* ", in : <http://criernewsroom.com/culture/2016/10/19/hijabi-awareness-week-brings-cultural-diversity-to-campus/>, extrait le 20.10.2016

(189) Voir l'article de NBC New York " *Students Wear Hijabs to Support Muslims on Campus* ", in : http://www.nbcnewyork.com/on-air/as-seen-on/Students-Wear-Hijabs-to-Support-Muslims-on-Campus_New-York-407019826.html, extrait le 17.12.2016



transportant des demandeurs d'asile tentant d'atteindre ses rives, avec des centaines laissés croupissant dans des centres de détention outre-mer à Nauru et sur l'île Manus en Papouasie-Nouvelle-Guinée.⁽¹⁹⁰⁾ Répondant à une question concernant un appel d'interdire la burqa dans les bâtiments publics, Malcolm Turnbull a déclaré qu'il y a des environnements où les visages des personnes ne doivent

pas être couverts - mais il a insisté qu'il s'agit d'une question afférente à la «sécurité d'abord» et sans aucun rapport avec la religion. Ces commentaires sont tirés d'une interview dans laquelle Turnbull a également refusé toute perspective de remaniement imminent du cabinet, à la suite d'un rapport suggérant que Greg Hunt était pressenti pour devenir le ministre de la Santé. A la question de savoir dans quelle mesure la burqa représentait « un risque pour la sécurité nationale », Turnbull a déclaré que « Il ne faut pas généraliser, quoiqu'il existe évidemment des environnements où il est important que les visages des personnes ne soient pas couverts à des fins identitaires. »⁽¹⁹¹⁾

En Autriche, des milliers de femmes musulmanes ont défilé à Vienne en février 2017 pour manifester contre des projets gouvernementaux controversés visant à interdire le voile intégral en public. Environ 3.000 personnes ont pris part au rassemblement réclamant que le gouvernement renonce au changement de loi, et l'accusant d'islamophobie. Les manifestants ont affirmé que la mesure était à la fois sexiste et antimusulmane et on pouvait lire sur les pancartes



qu'elles tenaient que le port du voile est un choix personnel. La semaine d'avant, la coalition au pouvoir en Autriche a déclaré que l'interdiction du niqab et de la burqa entrerait en vigueur au cours des 18 prochains mois. Cette décision a été largement perçue comme une tentative visant à contrer le Parti de la Liberté (FPO) d'extrême droite avant les élections législatives de 2018. Lors de la manifestation qui s'est déroulée pacifiquement, les femmes ont défilé sous

(190) Voir l'article de Gulf Times " *Turnbull rules out burqa ban in Australia* ", in : <http://www.gulf-times.com/story/523960/Turnbull-rules-out-burqa-ban-in-Australia>, extrait le 9.12.2016

(191) Voir l'article de The Guardian News " *Malcolm Turnbull says Australia must put 'safety first' when asked about burqa ban* ", in : <https://www.theguardian.com/australia-news/2017/jan/17/malcolm-turnbull-says-australia-must-put-safety-first-when-asked-about-burqa-ban>, extrait le 18.1.2017

le slogan « Mon corps, mon droit à l'autodétermination! ». Ils ont accusé le gouvernement autrichien d'avoir sapé leurs libertés et disaient en chantant, entre autre : « Hé, ministre! Touche pas à ma sœur! »⁽¹⁹²⁾

3.7. L'évolution positive interconfessionnelle

En Azerbaïdjan, le pape Francis a visité la mosquée Heydar Aliyev et explicité aux dirigeants de toutes les croyances que Dieu ne devrait jamais être utilisé pour justifier le fondamentalisme et dit à ce propos : « *De ce lieu hautement symbolique, c'est un cri sincère qui se lève encore une fois : plus de violence au nom de Dieu ! Que Son nom très saint soit adoré, non profané ou échangé comme marchandise sous les formes de haine et d'objection humaine... Dieu ne doit pas servir à des intérêts personnels et des fins égoïstes; Il ne peut pas être utilisé pour justifier le fondamentalisme, l'impérialisme ou le colonialisme, sous quelle que forme que ce soit.* »⁽¹⁹³⁾

Aux USA, les congrégations de la région de Waterloo et les membres du clergé se sont rassemblés pour soutenir un centre islamique marqué par des graffitis. Le journal Waterloo-Cedar Falls Courier a rapporté qu'un service de prière interreligieux a été organisé sur les marches du Centre islamique Masjid Al-Noor à Waterloo, sous le thème « *nous voulons être là et vous soutenir* ». Les membres du Centre islamique et des autres églises ont planté ce qu'ils ont appelé un « *arbre de la paix* » devant le bâtiment. Le graffiti représentait le nom de famille du candidat républicain à la présidentielle Donald Trump, le nom de famille, peint en rouge sur un mur de briques du Centre.⁽¹⁹⁴⁾

Aux USA, Les membres de l'église d'une petite ville du Sud-ouest du Kansas ont défilé pour exprimer leur soutien à la communauté musulmane locale, suite à des informations parlant d'un plan qui a été déjoué et visant le lancement de bombes par une milice d'extrême droite sur un complexe d'appartements où vivaient de nombreux immigrants. Les enquêteurs fédéraux ont annoncé l'arrestation de trois hommes le 14 octobre pour implication dans un complot de terrorisme domestique. Ils auraient prévu de faire sauter un ensemble de logements de la banlieue de Garden City où vivaient plusieurs familles d'immigrants africains, ainsi qu'une communauté birmane. Des centaines de résidents majoritairement chrétiens de la ville se sont rassemblés à l'extérieur du complexe d'appartements les 15 et 16 octobre pour affirmer leur soutien aux communautés immigrantes. Plusieurs ont également assisté à une veillée aux chandelles. La révérende Denise Pass, une pasteur de l'église presbytérienne qui est à l'origine des rassemblements, a déclaré qu'elle estimait qu'il était important de tenir cette manifestation en solidarité avec les familles touchées par la peur suscitée par la bombe. Elle a dit : « *Quand j'ai entendu cette nouvelle tragique, je me suis dit que nous, en tant que*

(192) Voir l'article de ABNA " 3,000 Muslim women protest in Austria against face-veil ban move ", in : <http://en.abna24.com/service/europe/archive/2017/02/09/810530/story.html>, extrait le 10.2.2017

(193) Voir l'article de Hindustan Times' News " No more violence in God's name, urges Pope from a mosque in Azerbaijan ", in : <http://www.hindustantimes.com/world-news/no-more-violence-in-god-s-name-pope-urges-world-from-a-mosque-in-azerbaijan/story-t2iHA3zeLHicbs4FBLRrrL.html>, extrait le 3.10.2016

(194) Voir l'article de KCRG "Local congregations rally around graffiti-marred mosque", in : <http://www.kcrg.com/content/news/Local-congregations-rally-around-graffiti-marred-mosque-397360821.html>

membres de cette communauté et en tant que Chrétiens, devant soutenir et protéger la communauté musulmane locale. »⁽¹⁹⁵⁾

Au Vatican, Mgr Miguel Ayuso Guixot, Secrétaire du Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux, a déclaré qu'il existait une feuille de route pour le dialogue avec l'Islam : la paix, la justice et l'éducation. Il a expliqué: « *Sur le plan théologique, les différences subsistent, et elles sont connues. Au-delà de toute différence théologique, nous nous tenons les uns les autres par la main pour construire ensemble le bien commun* ». « Ayuso a examiné la façon dont le dialogue avec les institutions islamiques progresse. Il a réservé une mention spéciale à la restauration des relations entre le Saint-Siège et la mosquée d'Al-Azhar au Caire qui, avec son université, était l'institution la plus importante de l'Islam sunnite. Al-Azhar avait rompu les relations avec le Saint-Siège en 2011, lorsque le Grand Imam Ahmed al-Tayeb qualifia la réaction du Pape Benoît XVI aux attaques de Noël contre les églises d'Alexandrie comme une « ingérence » dans les affaires intérieures égyptiennes. Cette année, cependant, le Saint-Siège a réussi à restaurer le dialogue avec cette institution. Ayuso a fait une première visite à Al-Azhar en février 2016 et a rencontré l'imam adjoint d'Al-Azhar, Abbas Shuman. A son tour le Grand Imam al-Tayeb a visité le pape Francis au Vatican le 23 mai où, tous deux, ont dénoncé les attaques extrémistes islamistes contre les Chrétiens et les Musulmans. »⁽¹⁹⁶⁾



En Italie, une délégation interreligieuse de Bahreïn et d'autres pays arabes a rencontré des dirigeants juifs italiens à la principale synagogue de Rome. Dirigé par l'Imam français Hassen Chalghoumi, d'origine tunisienne et connu pour son opposition à l'extrémisme, le groupe comprenait des Musulmans ainsi que des représentants des Églises orientales et orthodoxes, des Bouddhistes et des Sikhs. La plupart venaient de Bahreïn, et d'autres d'Egypte et du Liban. À Rome, la délégation a rencontré diverses communautés religieuses. Le rabbin en chef de Rome, Riccardo Di Segni, a qualifié leur visite à la synagogue un grand acte de courage. Il a déclaré que le grand défi aujourd'hui « *n'est pas le conflit entre les religions, mais celui de trouver un accord interreligieux parmi les modérés des différentes religions, contre les extrémistes. Nous devons, à cette fin, travailler ensemble et j'espère que cet événement débouchera sur de nombreuses autres perspectives de collaboration* ». Au cours de la réunion, le groupe a tenu une minute de silence en prière pour rappeler les victimes du terrorisme et, en particulier, les personnes tuées dans les attaques terroristes au Bataclan et dans d'autres endroits à Paris un an auparavant. »⁽¹⁹⁷⁾

(195) Voir l'article de Independent " *Kansas churchgoers hold candlelit vigil in support of Muslim immigrants targeted by far-right terrorists* ", in : <http://www.independent.co.uk/news/world/americas/us-christians-muslims-somali-refugees-rally-terror-plot-kansas-a7377306.html>, extrait le 25.10.2016

(196) Voir l'article de Cruxnow.com " *Bishop says peace, justice and education key to dialogue with Islam*", in : <https://cruxnow.com/vatican/2016/11/09/bishop-says-peace-justice-education-key-dialogue-islam/>, extrait le 10.11.2016

(197) Voir l'article de Forward " *Interfaith Delegation from Arab Countries Holds 'Historic' Meeting with Italian Jewish Leaders*", in : <http://forward.com/news/breaking-news/354306/interfaith-delegation-from-arab-countries-holds-historic-meeting-with-itali/>, extrait le 14.11.2016

Aux USA, les Juifs et les Musulmans de Boston ont entrepris une marche de solidarité contre le racisme. Organisé par le *Jewish Voice for Peace Boston chapter*, la marche de solidarité de Hanukkah incarnait un moyen permettant aux Juifs, Musulmans et tous les alliés de lutter contre l'islamophobie et le racisme dans ce moment difficile pour ces minorités. Liza Behrendt, une organisatrice du Jewish Voice for Peace Boston, a déclaré: « *C'est la deuxième Hanukkah annuelle contre l'islamophobie ; or depuis l'année dernière qui est celle des élections, nous assistons à une recrudescence des crimes haineux ciblant les Musulmans* ». Kanwal Haq, Directeur du développement de Jetpac Inc., a déclaré : « *Il y a plus de 60.000 musulmans dans la région du Grand Boston, et pourtant leurs voix n'est pas été entendue* ». Jetpac Inc. est un organisateur partenaire de la marche et un centre de défense des intérêts politiques qui s'intéresse en particulier au développement des compétences des résidents musulmans. S'adressant aux participants à la marche, Haq a parlé de Jetpac et de la façon dont les communautés de Boston pouvaient travailler solidement ensemble. Shannon Erwin, directeur exécutif de la Ligue musulmane de Justice, a déclaré que le timing de cette marche était important pour réunir les gens qui se demandent de quelle manière ils peuvent apporter leur aide.⁽¹⁹⁸⁾

Au Royaume-Uni, des centaines de musulmans ont afflué vers la Mosquée à l'Est de

Londres dans une démarche visant à nourrir les sans-abris de la ville pendant la période festive. Les images montraient les 7.500 membres de la congrégation musulmane distribuant de la nourriture pendant qu'ils assistaient aux prières du vendredi à la mosquée de Whitechapel. Des sacs à provision pleins de riz, de pâtes, de céréales et d'autres produits en conserve étaient prêts à être distribués aux personnes vivant dans la rue. Les organisateurs estiment que les donations



dépassaient sept tonnes de denrées alimentaires, auxquelles des entreprises locales, des écoles, une université et des dirigeants d'autres religions y ont contribué. Plus de 90% de ces produits alimentaires, remis à Homeless charity Crisis pour les sans-abris, iront à des non-musulmans. Le révérend Gary Bradley a décrit l'événement comme une démarche où toutes les croyances travaillaient ensemble pour la même humanité. Shaykh Abdul Qayum, l'Imam en chef de la Mosquée de l'Est Londres, qui a organisé la collecte avec Charity Muslim Aid, a déclaré que la démarche était inspiré par leur foi. Il a déclaré : « *Les musulmans s'inspirent de leur foi pour aider les gens dans le besoin. C'est un devoir religieux pour les Musulmans que d'essayer d'aider les autres, indépendamment de la foi ou du contexte de la personne. Cette compassion reflète vraiment ce qu'est l'Islam véridique* ». Le nombre de personnes dormant dans les rues au Royaume-Uni a augmenté de façon spectaculaire. Le gouvernement estime à plus de 3.500 le nombre de personnes dormant chaque nuit dans les rues. L'organisme

(198) Voir l'article de Metro " *Boston Jews, Muslims to march in solidarity against racism* ", in : <http://www.breitbart.com/london/2016/12/02/populist-mp-fined-e450-linking-terrorism-islam/>, extrait le 3.12.2016

de bienfaisance Centrepont prévient que quelque 25.000 jeunes qui risquent de se retrouver sans-abri pendant les fêtes de Noël de 2016.⁽¹⁹⁹⁾

des groupes musulmans et chrétiens se sont unis pour aider les sans-abris du pays et d'autres



groupes vulnérables pendant la période de Noël. Les organisations, y compris Muslim Aid, la Fondation Al-Khair, les Streetlytes et les Eglises de la capitale britannique Londres, ont conjugué leurs efforts pour fournir des repas et des matériels d'hébergement pour les sans-abris. Leur but était de s'assurer que les plus nécessiteux étaient protégés du froid et de la faim pendant les vacances, à un moment où de nombreux magasins et

services sont fermés ou fonctionnant à capacité réduite. Plus de 100 sans-abris ont pris part à un dîner de Noël organisé par lesdits groupes à l'Eglise St Stephen et St Thomas à Shepherd's Bush, à l'Ouest de Londres.⁽²⁰⁰⁾

Aux USA, plusieurs religions ont témoigné de leur solidarité avec la Société islamique du Vermont après sa réception d'une lettre de mépris envers la religion islamique. Environ 150 non-membres se sont réunis pour prier avec la congrégation musulmane, et nombreux sont ceux qui lui ont adressé des messages de soutien. Les rapports indiquent que plus de 100 mosquées aux États-Unis ont reçu fin novembre des messages haineux. Ces messages décrivaient le comportement des Musulmans comme étant non-américains, et l'auteur promettait d'empêcher l'entrée des Musulmans aux États-Unis. Farhad Khan, président de la Société islamique, a déclaré: «Dès que quelque chose de haineux arrive, nous nous retrouvons entourés d'amour en profusion». L'action interconfessionnelle du Vermont regroupait plus de 40 congrégations qui œuvrent à la promotion de la tolérance religieuse.⁽²⁰¹⁾



Aux USA, le Séminaire évangélique Fuller a conçu un plan visant à favoriser l'unité avec les Musulmans en vue de lutter contre l'islamophobie. Mark Labberton et Richard Mouw, Président et Président émérite du Fuller Theological Seminary, ont proposé d'engager une action visant à rassembler les évangélistes américains pour lutter contre l'hostilité dont les

(199) Voir l'article de Evening Standard " *London Muslims donate 10 tonnes of food for homeless at Christmas*", in : <http://www.standard.co.uk/news/london/london-muslims-donate-ten-tonnes-of-food-for-homeless-at-christmas-a3422611.html>, extrait le 18.12.2016

(200) Voir l'article de Aljazeera " *Muslims and Christians team up to help homeless* ", in : <http://www.aljazeera.com/news/2016/12/muslims-christians-team-homeless-161219213135022.html>, extrait le 23.12.2016

(201) Voir l'article de VT Digger " *Faith community stands with Muslims in wake of hate mail* ", in : <https://vtdigger.org/2016/12/18/faith-community-stands-with-muslims-in-wake-of-hate-mail/>, extrait le 19.12.2016

Musulmans font l'objet et trouver les moyens permettant de contrer l'islamophobie. Labberton a déclaré que l'Islam et les Musulmans continuaient à attirer l'attention du public en Amérique. Il a souligné, à cet égard que « *La grande majorité des érudits musulmans ont critiqué et rejeté la rhétorique de l'Islam militant, et affirmé leur engagement envers l'Islam comme moyen de paix au nom d'Allah et pour Sa gloire. Or ces déclarations retiennent peu l'attention de la presse occidentale qui abonde peu dans le sens de la promotion de la confiance, et ne convainquent aucunement l'opinion publique, la rhétorique politique ou les préjugés occidentaux populaires. Avec cette optique religieuse en toile de fond, les évangélistes américains ont tenté de répondre à l'Islam de multiples façons. Certains évangélistes ont réagi avec des expressions de peur et de dénégation, considérant l'Islam comme terroriste, violent et une menace aux « valeurs occidentales ».* Ce type de réaction tend à diaboliser à la fois l'Islam en tant que religion et les Musulmans en tant que peuple» Mouw a déclaré que pour les évangélistes certaines des questions les plus pressantes restent en suspens ou reléguées aux fins de discussions avec des amis ou des membres spécifiques du conseil d'administration lors de prochaines réunions. Labberton, Mouw et les membres du corps professoral de Fuller Theological Seminary participent activement depuis des années au dialogue christiano-musulman, dans un souci de démontrer l'ouverture, la compréhension et l'amour.⁽²⁰²⁾

Au Canada, plus de 200 hommes, femmes et enfants concernés se sont rassemblés à la mosquée Blundell sur Blundell Road et la route n° 5 à Richmond le soir du 30 janvier. Les organisateurs ont exhorté la communauté élargie à se joindre à eux pour rendre hommage aux victimes de l'attaque précédente de la mosquée à Québec. La veillée a attiré un grand nombre de personnes représentant la communauté dans toute sa diversité. Les participants comprenaient le Maire de Richmond Malcolm Brodie, le Conseiller Chak Au et un certain nombre d'autres responsables communautaires.⁽²⁰³⁾

Aux USA, Juifs et Chrétiens de la ville de Texas ont apporté leur aide aux Musulmans après l'incendie de leur mosquée. Peu de temps après qu'une mosquée de la petite ville de Victoria, au Texas, ait été entièrement détruite par le feu, des communautés locales juives et chrétiennes se sont unies pour aider les personnes concernées. Les membres du B'Nai Israël temple ont donné les clés de leur synagogue à la



(202) Voir l'article de The Gospel Herald " *Evangelical Fuller Seminary to Lead Plan to Foster Unity with Muslims, Address Islamophobia* ", in : <http://www.gospelherald.com/articles/69324/20170112/evangelical-global-church-plan-to-foster-unity-with-muslims-address-islamophobia.htm>, extrait le 13.1.2017

(203) Voir l'article de LINK " *Richmond multicultural-multi-faith gathering mourns victims of the senseless attack by racist Far-Right killer* ", in : <http://thelinkpaper.ca/?p=61220>, extrait le 5.2.2017

communauté musulmane afin qu'ils aient une place pour accomplir leur culte religieux. Quatre églises dans la ville ont également offert de l'espace à la congrégation musulmane pour la tenue des services religieux. Melvin Lack, trésorier de la Congrégation B'Nai Israël ; a déclaré : « *C'est avec plaisir que nous l'avons fait. Vous sentez ce qui se passe dans la communauté et tout le monde réagit.* » Bien que la cause de l'incident n'ait pas encore été déterminée, l'incendie s'est produit quelques heures seulement après que le Président Donald Trump ait annoncé son décret controversé interdisant l'entrée aux immigrants de sept pays à majorité musulmane, mais les autorités continuaient à enquêter. Les enfants de l'école catholique locale de Victoria ont également visité la mosquée, formant ce que le Centre islamique a appelé une « chaîne humaine d'amour et de paix ». Les élèves ont également présenté à la communauté musulmane un arbre, qui a déclaré : « *L'arbre sera planté en bonne place dans le sol de notre nouvelle mosquée afin qu'il nous rappelle à tous ce beau moment* ». Le Centre islamique a, en outre, reçu un soutien financier, au moyen notamment d'une page GoFundMe qui a recueilli plus de 1 million de dollars pour la reconstruction. Au lendemain même de la création de la page, la campagne n'était pas loin d'atteindre l'objectif de 850.000 \$.⁽²⁰⁴⁾



Au Vatican, le pape Francis a appelé à des prières en faveur des Rohingyas, le groupe minoritaire musulman contraint de fuir la violence et la persécution au Myanmar. Le pape a lancé un appel personnel en février au cours de son audience hebdomadaire au Vatican, demandant aux pèlerins de prier avec lui « *pour nos frères et sœurs Rohingya qui sont chassés du Myanmar et fuient d'un endroit à l'autre parce que personne ne les accepte* ». Le pape Francis a ajouté : « *Ce*

sont de bonnes gens, ce ne sont pas des chrétiens, certes, mais ce sont des gens pacifiques, ils sont nos frères et sœurs, et depuis des années ils souffrent. Ils sont torturés et tués, simplement parce qu'ils défendent leur foi musulmane ». Le pontife a demandé aux 7.000 pèlerins réunis au Vatican de prier avec lui pour tous les migrants exploités et humiliés, et surtout les Rohingyas.⁽²⁰⁵⁾

Aux USA, les Musulmans américains ont commencé à collecter des fonds pour réparer les dégâts subis par un cimetière juif vandalisé. Les militants avaient l'intention d'aider à payer la réfection du cimetière juif de la ville universitaire dans la banlieue de Saint-Louis, qui a été vandalisé. On pouvait lire sur la page de collecte de fonds sur le site web : « *Nous voudrions, à travers cette campagne, adresser un message uni des communautés juive et musulmane pour dire qu'il n'y a pas de place pour ce type de haine, de profanation et de violence en Amérique* ». La page de collecte de fonds exprimait le vœu que cette campagne contribuera

(204) Voir l'article de Time " *How Jews and Christians in This Texas Town are Helping Muslims Whose Mosque Burned Down* ", in : <http://time.com/4657876/texas-mosque-fire-jewish-christian-communities-help/>, extrait le 3.2.2017

(205) Voir l'article de Deseretnews.com " *Pope decries treatment of Rohingya Muslims* ", in : <http://www.deseretnews.com/article/865672914/Pope-decries-treatment-of-Rohingya-Muslims.html>, extrait le 9.2.2017

à restaurer le sentiment de sécurité et de paix au sein de la communauté américaine juive. La page avait, en fait, dépassé l'objectif escompté d'augmenter de 20.000 \$US en à peine quelques heures. La campagne a été créée par Tarek El-Messidi et la militante Linda Sarsour. Tarek a dit qu'en voyant l'information relative au vandalisme du cimetière Chesed Shel Emeth Society, il s'était rappelé une histoire sur le prophète Muhammad selon laquelle le prophète se serait levé au passage d'une procession funèbre juive.⁽²⁰⁶⁾

Aux USA, le conférencier a expliqué comment la religion intervient pour établir les ponts de coopération. Un dialogue interreligieux s'est tenu suite au vandalisme récent d'un cimetière juif de Philadelphie et les menaces dirigées contre les organisations juives à travers le pays, ainsi qu'à l'interdiction de voyager imposée par le Président Trump à plusieurs pays musulmans. Plus de 200 étudiants, professeurs et employés des collèges de St. Joseph et de la région ont assisté à une présentation au Campus du Cardinal Foley Center. L'Université St. Joseph a accueilli le rassemblement avec, pour objectif, d'inspirer les étudiants et la population du campus à Philadelphie à accepter la diversité des religions et à proposer des stratégies spécifiques que les participants pourraient ramener dans leurs écoles respectives. Eboo Patel, directeur d'Interfaith Youth Core (IFYC) a prononcé le 7 mars un discours liminaire sur le leadership interreligieux. Patel a fondé IFYC en se basant sur « *l'idée que la religion devrait servir de pont de coopération et non de barrière de division* ». Beth Ford-McNamee, directrice adjointe de l'aumônerie du campus universitaire et organisatrice de l'événement, a déclaré : « *En tant qu'école de Jésuites, St. Joseph's est tenue de fournir des services d'apprentissage éducatif et expérientiel aux étudiants en matière d'études, de dialogue et de rencontres interreligieuses* ». Elle a ajouté que la connaissance des différentes religions faisait partie du programme d'éducation générale à St. Joseph's, et les étudiants devaient suivre en option un cours sur les différences religieuses. Le père jésuite Daniel Joyce, directeur exécutif des programmes de mission de l'université, a souligné que le message de Patel avait le potentiel d'inspirer les étudiants à agir conformément à la mission de la SJU.⁽²⁰⁷⁾

Aux Royaume Uni, l'archevêque de York, Dr John Sentamu, a visité la mosquée de la ville et le centre islamique pour en savoir plus sur le travail qu'ils accomplissent au sein de la communauté. Il a visité la mosquée de Bull Lane où il a rencontré l'Imam et les membres de la mosquée dans une démarche visant à promouvoir les bonnes relations communautaires. Avant d'effectuer la visite, il a déclaré : « *Dans l'Ancien Testament, le Prophète Michée défie ses auditeurs de 'Pratiquer la justice, aimer la miséricorde et marcher humblement avec leur Dieu' et je suis très impatient de visiter la mosquée de York aujourd'hui et de mieux me rendre compte des projets d'action sociale accomplis par la mosquée d'York. Nous assumons chacun la responsabilité de promouvoir les relations communautaires et d'améliorer notre perception du sens d'être un bon voisin* ». L'Imam Abid Salik a précisé de son côté : « *Nous avons récemment organisé une Journée portes ouvertes et, au nom de toute la congrégation*

(206) Voir l'article de DNA " *American Muslims start fundraiser to repair vandalized Jewish* ", in : <http://www.dnaindia.com/world/report-american-muslims-start-fundraise-to-repair-vandalized-jewish-2331091>, extrait le 23.2.2017

(207) Voir l'article de Catholicphilly.com " *Muslim speaker tells how religion builds bridge of cooperation* ", in : <http://catholicphilly.com/2017/03/news/local-news/muslim-speaker-tells-how-religion-builds-bridge-of-cooperation/>, extrait le 16.3.2017

de la mosquée de York, nous souhaiterions exprimer notre profonde et sincère gratitude à chacune des personnes qui ont contribué à sa réalisation, ainsi qu'à nos voisins et amis de York et d'ailleurs qui ont participé à cette journée - c'était si encourageant ! ». L'initiative « Visiter ma mosquée » au Royaume-Uni est actuellement à sa troisième année et la Journée annuelle portes ouvertes s'est tenue en février 2017 avec plus de 150 mosquées ouvrant leurs portes aux adeptes de toutes les croyances afin qu'ils puissent explorer la manière dont les mosquées britanniques aident les communautés locales.⁽²⁰⁸⁾

Aux USA, dix-huit mosquées de l'ensemble du Massachusetts ont organisé une Journée portes ouvertes de la mosquée afin que le public puisse rencontrer ses voisins musulmans, visiter la mosquée, entendre une brève introduction sur l'Islam et assister à un service de prière musulmane. Wafaa Wahabi, du Centre islamique américain d'Everett, a déclaré qu'en l'époque actuelle de malentendus sur l'Islam, les Musulmans espéraient montrer aux autres communautés qu'ils « *vivent, prient et rêvent comme tout le monde* ». Les mosquées concernées comprenaient le Centre culturel de la Société islamique de Boston, la Société islamique de Greater Lowell à Chelmsford, Masjid Al-Ehsan à Dartmouth, et la Société islamique de Greater Haverhill. Les mosquées de Worcester et de Chelsea prévoient de tenir des journées portes ouvertes séparées en mai 2017.⁽²⁰⁹⁾

(208) Voir l'article de The Press " *The Archbishop of York visits York Mosque* ", in : http://www.yorkpress.co.uk/news/15153092.The_Archbishop_of_York_visits_York_Mosque/, extrait le 15.3.2017

(209) USNews.com " *Open Mosque Day Aims to Give Public Chance to Meet Muslims* ", in : <https://www.usnews.com/news/best-states/massachusetts/articles/2017-04-01/open-mosque-day-aims-to-give-public-chance-to-meet-muslims>, extrait le 2.4.2017

4. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Considérant les événements, le contenu médiatique, les discours, les sentiments du public et les incidents ayant trait à l'islamophobie de ces 8 derniers mois, l'Observatoire de l'islamophobie a abouti aux conclusions suivantes :

- L'islamophobie a continué à croître sans aucun signe éventuel de déclin, avec les principales zones sensibles aux États-Unis et en Europe. Le graphique était constamment élevé, comme le reflète l'ampleur des récits négatifs contre l'Islam ainsi que des incidents ciblant les mosquées, les centres islamiques, les personnes musulmanes, les communautés et les femmes portant le voile ou le hijab.
- Les mosquées et les centres islamiques sont les objectifs les plus courants des islamophobes aux USA et en Europe. En effet, c'est aux USA, au Canada, en Allemagne, en Suède, au Royaume-Uni et aux Pays Bas que l'Observatoire de l'islamophobie a constaté les principaux incidents de vandalisme contre les mosquées et les lieux de prière.
- Aux USA, en particulier, les mosquées et les centres islamiques ont continué à subir les agressions majeurs et le vandalisme. Il s'agit, entre autres, du Centre islamique de Lake Travis à Austin, le Centre islamique Eastside à Bellevue, Washington, le Centre islamique de Victoria, la mosquée Daarus Salaam, le Centre d'éducation islamique et la mosquée Masjid Omar, tous dans la région de Tampa, la mosquée Masjid Abu Bakr à Denver, la mosquée de l'Association musulmane de Puget Sound à Redmond, Washington, et le Centre islamique de Davis en Californie.
- La tendance à l'islamophobie aux USA est la plus importante en terme d'amplitude et de nombre d'incidents. Les graffitis racistes, le dépôt de carcasses de porc, les courriels de menace, la mutilation du Saint Coran, les agressions physiques et les insultes verbales sont parmi les incidents fréquents, mais le plus troublant était le complot visant à tuer des immigrants de pays musulmans.
- La xénophobie croissante aux USA ne vise pas seulement les Musulmans, mais aussi les Juifs et d'autres minorités ethniques et religieuses, à savoir les Américains noirs et hispaniques.
- La confirmation de la Présidence de Donald Trump a suscité une inquiétude profonde chez les Musulmans vivant aux États-Unis, et ce, pour bon nombre de raisons : M. Trump prenait une position opposée à l'Islam et aux Musulmans lorsqu'il déclara que «l'Islam déteste les Américains» ; il a proposé d'interdire aux Musulmans l'accès au pays et d'intensifier la surveillance des mosquées à travers la nation ; il a fait sien le langage haineux des rallyes appelant à brûler le Coran et à manifester contre les mosquées ; le nombre très élevé de cas d'harcèlement ou d'intimidation islamophobes et racistes signalés depuis l'investiture de M. Trump, etc.

- Le nouveau gouvernement américain a adopté une nouvelle culture en vertu de laquelle le gouvernement autorise la discrimination et la violence contre les Américains musulmans. L'un des cas les plus notoires est incarné par la promulgation d'une provocation raciste, islamophobe et parrainée par l'État appelée «Décret exécutif protégeant la nation contre l'entrée aux États-Unis de terroristes étrangers», et qui suspend l'entrée pour les ressortissants de certains pays islamiques.
- L'élection de Trump a renforcé les forces de l'extrême droite ailleurs dans le monde, en particulier en Europe, où le paysage politique subissait un réaménagement important.
- Les pays européens ont été confrontés à de graves problèmes de dette depuis la crise économique de 2008 ainsi qu'à un niveau élevé de chômage. Cette crise a généré, à son tour, des débats domestiques sur des questions brûlantes telles que les immigrants, les étrangers non européens, l'assimilation et l'intégration, l'identité nationale, etc. La situation s'est aggravée davantage avec l'afflux de réfugiés fuyant la guerre civile en Syrie et les attaques terroristes périodiques. Cet état de fait a contribué à l'instauration du climat nécessaire permettant aux partis et personnages d'extrême droite de gagner en puissance, parallèlement aux politiques d'intégration de l'Union européenne qui assument le blâme pour la situation. C'est ainsi que les plateformes anti-UE, anti-immigration et antimusulmanes ont-elles gagné du terrain tout en cultivant, par voie de conséquence, le sentiment d'islamophobie en Europe.
- En Europe, la tendance préoccupante de l'islamophobie a été observée surtout aux Pays-Bas, en France, en Allemagne, au Royaume-Uni, en Autriche, au Danemark, en Suède, en Hongrie, en Slovaquie et en Italie, suscitée par les campagnes intenses contre l'Islam et les immigrés menées par les partis populistes et d'extrême droite dans le cadre des élections en cours.
- Bien que les partis d'extrême droite ne soient pas en mesure de gagner une véritable majorité électorale dans l'un ou l'autre pays européens, ils n'en ont pas moins façonné le débat politique et obligé les autres parties à adopter certaines de leurs idées, faisant en sorte que dans les principaux pays européens la tendance politique s'oriente désormais dans un sens contraire à l'Islam.
- L'islamophobie devient de plus en plus préoccupante au Myanmar en raison du problème des Musulmans Rohingyas qui perdure, et qui fait à présent et de façon constante la une des médias mondiaux, notamment compte tenu de l'approche brutale employée par les forces de sécurité birmane après l'incident du 9 octobre 2016.
- Les groupes d'extrême droite ont été actifs en Australie, avec le débat axé principalement sur les réfugiés musulmans dans le pays ainsi que certaines propositions visant à interdire des tenues vestimentaires associées spécifiquement aux femmes musulmanes. Néanmoins, l'islamophobie en Australie tend à diminuer malgré les campagnes continues et les actes xénophobes des groupes d'extrême droite cherchant à répandre la haine contre l'Islam et les Musulmans. Face à cette situation, le Premier ministre Malcolm Turnbull a réaffirmé son attachement au multiculturalisme dans la gestion de la diversité de la société australienne, tout en fournissant la protection appropriée et continue aux communautés musulmanes vivant dans le pays.

- On assiste en Israël à une déferlante d'islamophobie provoquée par les représentants du Knesset israélien qui ont donné leur approbation à la loi appelée «Muezzin Bill», destinée à interdire aux chefs religieux d'utiliser des haut-parleurs ou des systèmes de messagerie publique pour appeler les fidèles à la prière. Et quoi que le but du projet de loi fut de freiner la pollution sonore, la loi contenait une clause préjudiciable à la liberté de religion.
- La phobie contre le voile, le hijab et la burqa continuent de se répandre comme une contagion à travers le monde. La politique a attiré de plus en plus de gouvernements dans différentes régions, jusqu'à devenir l'un des points chauds les plus éloquents dans les relations tendues avec les populations musulmanes des pays respectifs.
- La tendance en Europe est de proscrire le voile, le foulard, le hijab et le niqab, en particulier après la décision prise en mars 2017 par la Cour européenne de justice statuant que les employeurs/entreprises en Europe peuvent interdire à leur personnel le port de ces vêtements particuliers. Les pays se sont succédé les uns aux autres pour inscrire cette interdiction dans leurs lois nationales, en dépit de la discrimination sociale évidente sous-tendant une telle politique.
- Douze pays européens ont partiellement ou totalement interdit le voile, le foulard, le hijab, le niqab et la burqa, à savoir, la France, la Belgique, les Pays Bas, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, la Suisse, le Danemark, la Bulgarie, la Lettonie, l'Estonie et l'Albanie. Des débats à ce sujet se poursuivent actuellement dans les pays suivants : Royaume Uni, Suède, Guinée, République centrafricaine, Malte et Maroc.
- De nombreux efforts ont été déployés à travers le monde pour promouvoir l'image positive de l'Islam et favoriser l'harmonie et la tolérance, tout en contrant les sentiments anti-islamiques et autres activités islamophobes.
- L'interdiction de voyager du Président Trump a provoqué la colère et la consternation à travers le monde déclenchant la réaction des politiciens, chefs communautaires et acteurs, voire même les stars du sport contre la politique d'interdiction d'entrée aux USA que le président américain Donald Trump a imposé aux réfugiés et citoyens de sept pays à majorité musulmane suivants : Irak, Syrie, Iran, Soudan, Libye, Somalie et Yémen.
- Sur le territoire même des USA, des manifestations ont été organisées partout dans le pays depuis janvier pour exprimer le soutien aux Musulman en réaction à l'interdiction de voyager.
- La solidarité interconfessionnelle entre Juifs et Musulmans s'accroît rapidement aux Etats-Unis.
- Les répercussions du dialogue interreligieux se font sentir partout dans le monde, tels qu'aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Italie, en Inde et au Vatican, quoiqu'à des degrés divers.
- Le Vatican a décidé de réduire l'écart qui le sépare du monde musulman en rétablissant les relations entre le Saint-Siège et la mosquée Al-Azhar, gelées depuis 2011 (après l'incident de l'église d'Alexandrie).
- La Premier ministre britannique Theresa May, la chancelière allemande Angela Merkel, le Premier ministre canadien Justin Trudeau, le Premier ministre australien Malcolm Turnbull, le Président russe Alexander Putin, le Prince britannique Charles, et le Pape Francis du

Vatican, sont parmi les leaders mondiaux qui, au cours de la période considérée, ont montré des signes «amicaux» à l'Islam et aux Musulmans.

Se basant sur les conclusions ci-dessus, l'Observatoire compte mettre en œuvre des mesures concrètes susceptibles d'inverser la tendance de l'islamophobie.

1. Déployer des efforts plus efficaces face au problème inquiétant de l'islamophobie.
2. Mener des campagnes de sensibilisation sur les dangers de l'islamophobie ainsi que sur la promotion de l'image positive de l'Islam, en particulier dans les lieux et pays considérés comme les 'points chauds' de l'islamophobie.
3. Encourager les actions de mobilisation des dirigeants communautaires musulmans afin de normaliser ou d'intégrer la question d'islamophobie aux discours politiques et médiatiques en Europe et aux USA.
4. Accorder une attention particulière aux problèmes des Musulmans européens, c'est-à-dire en prenant les mesures nécessaires pour rendre opérationnel le Groupe de contact sur les minorités musulmanes en Europe.
5. Accroître le soutien accordé aux communautés musulmanes dans les sociétés non musulmanes pour leur permettre de faire face à l'islamophobie.
6. Lancer des projets mondiaux relevant de la diaspora musulmane tout en collectant des informations sur les communautés musulmanes en Occident.
7. Amorcer un dialogue constructif et significatif avec les non musulmans et élaborer un mécanisme efficace à même de contrer tous les types de discrimination envers les musulmans.
8. Planifier et renforcer le dialogue (interreligieux, interculturel et intercivilisationnel).
9. Promouvoir les échanges culturels entre les pays musulmans, la culture islamique des minorités musulmanes, l'échange des produits culturels islamiques, et de tirer profit des compétences musulmanes à l'extérieur du monde islamique (approche tournée vers l'intérieur).
10. Renforcer le rôle des chefs religieux et communautaires en vue de juguler les tendances à l'extrémisme et de favoriser les idéaux de tolérance, de modération, de respect mutuel et de coexistence pacifique.
11. Encourager le dialogue interconfessionnel et interreligieux au sein des États membres de l'OCI et susciter une prise de conscience quant aux interprétations et croyances religieuses, et garder les portes ouvertes à un débat plus approfondi sur l'islam et la foi.
12. Lancer des projets de lutte contre l'islamophobie en collaboration avec l'Alliance des civilisations des Nations Unies (UNAOC) et avec les pays non membres de l'OCI, en particulier les USA et les pays européens où l'islamophobie est considérée comme la plus préoccupante.
13. Amorcer la collaboration avec les organisations non gouvernementales (ONG) et les organismes de la société civile œuvrant activement dans la lutte contre l'islamophobie et le traitement des causes sous-tendant l'islamophobie au niveau communautaire et local.

14. Effectuer des visites régulières à certains pays occidentaux et rencontrer des communautés musulmanes locales en vue de connaître leurs inquiétudes ou leurs problèmes, de discuter de la meilleure manière d'aborder l'islamophobie, et de recommander les formes d'aide que l'OCI pourrait apporter.
15. Etendre les programmes de sensibilisation couvrant les communautés immigrantes démunies, en particulier celles en Europe et aux USA.
16. Continuer de travailler avec les médias en vue de promouvoir l'utilisation responsable de la liberté d'expression, tout en mettant en œuvre dans les Etats membres des politiques de responsabilisation de ceux qui appliquent le discours de la haine et de l'extrémisme.
17. Œuvrer à la réduction des rapports médiatiques qui propagent les stéréotypes et stigmatisent les populations musulmanes.
18. Utiliser différents canaux de communication pour élargir le débat public et l'engagement dans les États membres de l'OCI sur des questions liées à l'islamophobie, en particulier chez les jeunes.
19. Donner la priorité à la mise en œuvre de la « Stratégie médiatique de l'OCI pour la lutte contre l'islamophobie et ses mécanismes de mise en œuvre », adoptée le 21 décembre 2016 par la 11^{ème} session de la Conférence islamique des ministres de l'information, tenue à Jeddah.
20. Prendre des mesures contre la discrimination dans l'emploi, les opportunités et l'intégration sociale afin d'empêcher les jeunes musulmans au chômage de devenir la proie des idéologies extrémistes, et qui à plus long terme, contribuera à multiplier les outrages de l'islamophobie provoqués par les groupes terroristes.
21. Intégrer l'islamophobie dans les programmes scolaires des Etats membres au même titre que l'éducation à la paix, les droits de l'homme et les valeurs multiculturelles.
22. Mettre l'accent sur l'importance que revêt l'éducation islamique appropriée pour les enfants en bas âge afin d'éviter l'ignorance de la religion chez la nouvelle génération.
23. Établir des centres d'islamophobie dans les Etats membres tout en renforçant les centres déjà existants dans certains États membres, ainsi qu'au Secrétariat général de l'OCI.
24. Soutenir l'Observatoire de l'islamophobie en lui affectant les ressources nécessaires lui permettant d'établir un réseau de contrôle et de suivi du discours haineux à travers le monde associé à d'autres mécanismes.
25. Etablir un lien avec ceux qui luttent contre l'antisémitisme et la phobie chrétienne dans le but de créer une alliance avec d'autres groupes marginalisés et déshumanisés sur la base du racisme, du classicisme et de la xénophobie.
26. Créer des partenariats avec des institutions et individus non musulmans pour la mise en œuvre d'actions concrètes, tels que les politiques, le développement, le secours, etc.
27. Nommer un envoyé spécial pour diriger l'engagement de l'OCI avec les organisations internationales et régionales et les sociétés civiles.

28. Diffuser à grande échelle le rapport sur l'islamophobie, les périodiques d'information et les revues auprès de la population musulmane, de la diaspora tant dans les États membres que non membres.
29. Maximiser le rôle des bureaux de l'OCI à l'étranger en leur confiant la responsabilité de traiter des problèmes liés à l'islamophobie et en leur donnant plus de latitude pour travailler de façon informelle avec les communautés musulmanes locales pour débattre de la question de l'islamophobie au niveau communautaire.
30. Travailler étroitement avec les parties concernées en Europe en vue de modifier la perception et l'esprit des Occidentaux non musulmans sur le fait que les immigrants ne constituent pas nécessairement une menace aux valeurs et principes des sociétés européennes.
31. Contester le mythe actuel de « l'islamisation » de l'Occident, alimenté par des partis xénophobes et populistes qui gagne en puissance en Europe et ailleurs.
32. Fournir un appui politique et financier supplémentaire, aux initiatives/projets de lutte contre l'islamophobie par les institutions compétentes de l'OCI.
33. Faire en sorte que la question de l'islamophobie demeure une préoccupation internationale et à l'ordre du jour constant du Conseil des droits de l'homme et de l'Assemblée générale de l'ONU.
34. Utiliser la déclaration des droits de l'homme de Genève et de l'ONU comme base et cadre de référence pour aborder la question de l'islamophobie.
35. Recourir aux traités existants de l'ONU comme la liberté de religion, la liberté d'expression, l'interdiction de la discrimination raciale, etc. comme outils de lutte contre l'islamophobie.
36. Prendre toutes les dispositions nécessaires, y compris les mesures législatives, contre les actes qui incitent à la haine, à la discrimination et à la violence à l'égard des personnes en fonction de leur religion.
37. Continuer à dénoncer tous les actes de terrorisme indépendamment de l'endroit où ils se déroulent et de ceux qui commettent le terrorisme.
38. Œuvrer en faveur de l'avancement du consensus international existant sous forme de Plan d'action de la Résolution 16/18 du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, ainsi que du Plan d'action de Rabat - du fait que le Plan d'action de la Résolution 16/18 représente le consensus international actuel et dispose d'un mécanisme de suivi sous forme de sessions annuelles du Processus d'Istanbul.